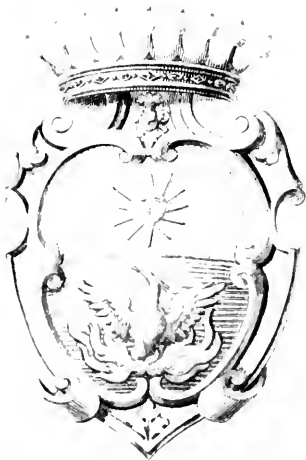




**Classe IV**

N.º 811.



EX LIBRIS

PAPADOPOULI

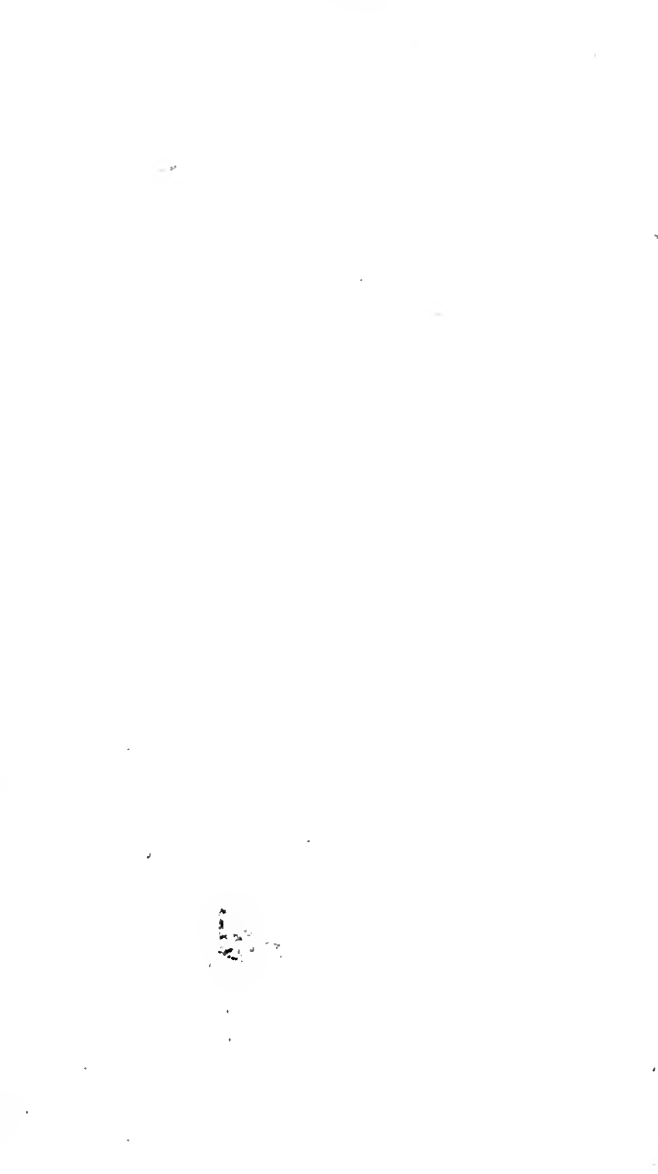
N.º 811

N.º 2511.

*The*  
Robert H. Goddard  
Collection

A Memorial to the Founder  
of the  
*Lockheed Aircraft*  
*Corporation*

Business Administration Library  
*University of California*  
Los Angeles





First French Edition  
McCulloch p. 62  
Higgs 492  
Kren 5315  
Palgrave II, 59%.

2 vols in 1



RETABLISSEMENT  
DES  
*MANUFACTURES*  
ET  
DU COMMERCE  
*D'ESPAGNE.*

OUVRAGE DIVISÉ EN DEUX PARTIES:

La premiere , qui considere principalement  
les Manufactures d'Espagne.

La seconde, qui traite de son Commerce ma-  
ritime.

*Traduit de l'Espagnol de DON BERNARDO DE ULLOA ,  
Gentilhomme de la bouche de Sa M. Catholique ,  
Alcade-Mayor de Séville , &c.*

Dédié à Philippe V. & publié à Madrid en 1740.



*IMPRIMÉ A AMSTERDAM,*

*Et se trouve à Paris ,*

Chez les Freres ESTIENNE , rue S. Jacques.

---

M. DCC. LIII.



---

# AVERTISSEMENT

## DU TRADUCTEUR.

**O**N ne sçauroit trop multiplier, ni mettre dans un trop grand jour les Ouvrages qui ont le bien public pour objet : l'esprit qui les a dictés se communique à ceux qui les lisent, & forme les bons Citoyens en même-tems qu'il les éclaire. C'est ce motif qui m'a déterminé à livrer à l'impression cette traduction que je n'avois destinée qu'à mon instruction particulière : j'y ai été encore plus engagé, lorsque j'ai vû paroître en notre langue l'excellent traité de D. G. de

I. Partie. a

## AVERTISSEMENT.

*Ustariz , de la Théorie & Pratique du Commerce & de la Marine. C'est d'après ses principes que D. Bernardo de Ulloa a repris divers objets qui demandoient à être traités avec quelque étendue ; & son travail peut être regardé en quelque sorte comme le supplément du premier.*

*Le dépeuplement de l'Espagne & le dépérissement de ses manufactures , ont d'abord fixé l'attention de l'Auteur ; il en a cherché les causes , & a été jusqu'à l'origine du mal : il a senti l'étroite dépendance dans laquelle le commerce & les finances sont l'un de l'autre ; & ce qu'il dit sur les*

## AVERTISSEMENT.

*droits d'entrée & de sortie d'Espagne , n'est pas si particulièrement propre à ce Royaume, qu'une autre Nation n'en pût faire son profit par de sages applications.*

*Il considère ensuite l'importance du commerce de mer & ses dépendances , les pêcheries d'Espagne , son commerce en Amérique , & l'état de ses colonies : il ne s'en tient pas à une simple spéculation des abus & des inconvéniens qui s'opposent à leur avancement , il cherche & propose les moyens d'y remédier.*

*On trouvera peut-être que cet Ouvrage étoit susceptible de quelques retranchemens , c'est-à-dire ,*

## AVERTISSEMENT.

*d'une traduction libre plutôt que  
d'une traduction littérale , telle  
que je la fis pour mon usage ;  
mais je n'ai eu ni le courage , ni  
le tems de la refondre.*



RETA:





RETABLISSEMENT  
DES  
*MANUFACTURES*  
ET  
DU COMMERCE  
*D'ESPAGNE.*

---

INTRODUCTION.



NE expérience de plusieurs années , & la comparaison que j'ai long-tems faite du peu d'avancement des manufactures & du commerce de l'Espagne , avec le grand succès de celles des autres peuples commerçans, m'ont inspiré le desir de découvrir d'où provenoit un partage aussi inégal. J'ai pen-

*I. Partie.*

A

## *z Rétablissement des Manufactures*

fé que si l'on en pouvoit trouver les véritables causes, il ne seroit pas difficile d'y apporter des remedes propres & efficaces. La connoissance de ces deux points a donc été tout l'objet de mon travail. Mes raisonnemens ne sont point les vaines productions d'une spéculation souvent démentie par la pratique; mes preuves ne sont que des faits & des exemples tirés de l'Espagne même, ou des nations étrangères.

Je me propose de montrer l'insuffisance des moyens employés jusques ici, pour donner à nos manufactures toute l'étendue qui leur convient; je prouverai qu'en attribuant le manque de manufactures au dépeuplement de l'Espagne, on prend l'effet pour la cause. Je ferai voir que le bon marché seul peut procurer à nos étoffes & aux autres productions de la main d'œuvre, quelque faveur & quelque préférence sur celles de l'Etranger. Nous n'y parviendrons qu'en favorisant par la suppression ou la diminution des droits, l'entrée des matieres premières dans le Royaume, & la sortie des

ouvrages qui en sont fabriqués. Les autres nations peuvent nous instruire en cette matiere ; elles ont connu avant nous , qu'un commerce actif bien établi étoit l'unique source de l'opulence & de la prospérité d'un Royaume ; les privileges & les franchises dont jouissent chez elles leurs denrées, leurs manufactures & leurs ouvrages ; des pensions même accordées aux manufacturiers , nous apprennent qu'il faut écarter avec soin tout ce qui peut affoiblir ou surcharger cette principale colonne de l'Etat. C'est par cette politique de l'Etranger que l'Espagne a vû ses manufactures détruites & ses richesses dissipées : nos étoffes ne pouvant soutenir la comparaison des leurs pour le prix & pour la beauté, sont tombées même chez nous dans le plus grand discrédit.

Quand nous nous vîmes maîtres du nouveau monde & de ses mines , nous crûmes avec confiance que ce vain titre nous assuroit à jamais la jouissance de ces trésors ; il nous sembla voir les nations dans une humble dépendance venir chez nous chercher le superflu

#### 4 *Rétablissement des Manufactures*

de nos richesses. Abusés par cette flatteuse chimere, & contents de la beauté & du bon marché des étoffes étrangères, nous abandonnâmes le soin de nos manufactures; l'étranger profita d'une négligence si favorable pour élever les siennes, & nous enleva bientôt par ce moyen, non-seulement tout ce que les Indes nous avoient produit d'or & d'argent pendant plusieurs années, mais même les matières précieuses de notre cru, dont les manufactures ne peuvent se passer.

L'Espagne demeura long-tems dans cette profonde létargie, avec connoissance néanmoins de son état & de sa misère, mais sans en imaginer la cause. Elle s'en prenoit tantôt à la perte qu'elle faisoit de quelques vaisseaux du commerce des Indes, tantôt aux malheurs arrivés à ses flottes & galions, ou enfin aux mauvaises ventes qu'ils avoient faites; sans s'appercevoir que c'étoit sur l'Etranger seul que tomboient toutes ces pertes, puisque c'étoit de ses marchandises seules que ces galions étoient chargés, l'Espagnol n'y étant intéressé que pour les

*& du Commerce d'Espagne.* 3

neuf pour cent de commission qu'il y gagnoit. L'Espagne pouvoit donc penser que si les autres nations s'enrichissoient à prendre seules tous ces risques pour leur compte, elle y trouveroit le même avantage, quand elle voudroit puiser dans les manufactures qui lui restoit, tous les fonds de ce commerce.

En même tems qu'on vint à découvrir que le mal provenoit de la décadence des manufactures, on trouva leur état presque irrémédiable. Elles étoient accablées des droits dont on les avoit chargées pour remplacer les pertes que les finances avoient souffertes du dépeuplement & du manque de consommation. La misere avoit enlevé la plus grande partie des meilleurs ouvriers, & l'avidité du fermier acheva bientôt de ruiner le reste, en voulant imposer sur ce petit nombre une contribution que tous ensemble n'avoient pû porter.

Les fabriquans sentirent bien qu'ils n'avoient aucune faveur à espérer d'un Ministère uniquement occupé du soin de rappeler dans les coffres du Roi les

## 6 *Rétablissement des Manufactures*

fonds qui s'en éloignoient de plus en plus. Ceux donc qui avoient sauvé quelque argent du naufrage commun , se hâterent de s'en assurer la rente en terres , ou en autres effets , laissant dans une situation desespérée ceux d'entr'eux , qui , faute de pouvoir mieux faire , restoient dans cette profession.

Si ceux qui virent périr nos manufactures , ont deviné la cause du mal , & en ont connu le remede , du moins est-il certain qu'ils en ont gardé le secret : car je ne trouve parmi les anciens & les modernes , personne qui s'en soit expliqué , que D. Geronimo de Ustariz , qui dénonça l'économie de nos tarifs & de nos finances comme étant la plus préjudiciable à nos manufactures , & la plus favorable qu'il se pût à celles de l'Etranger. Quelques mémoires anciens disoient seulement , que leur ruine venoit de l'introduction des étoffes étrangères , & concluoient à ce qu'elles fussent prohibées dans le Royaume ; mais c'étoit proposer une chose impossible , tant qu'ils n'indiquoient d'autres moyens d'ex

empêcher l'entrée & la confirmation, qu'une prohibition qui ne pouvoit avoir lieu suivant les traités de paix. On a fait dans ce siècle plusieurs dispositions pour remédier à un dommage aussi sensible. Par un Edit du 10. Novembre 1726, S.M. de l'avis de son Conseil, fit défenses à tous ses sujets de s'habiller désormais d'étoffes de laine ou de soie de fabrique étrangere; mais les expéditions circulaires qui furent envoyées dans les Provinces n'y ont produit aucun effet, parce que l'Edit du Roi n'ayant pû défendre aux marchands d'en tenir dans leurs boutiques, l'acheteur que le prix & la qualité seule déterminent, leur donne la préférence, malgré toutes les ordonnances qui veulent gêner son choix.

Tels sont les motifs qui m'ont fait prendre la plume pour mettre au jour les causes de la ruine de nos manufactures, & indiquer les moyens de les rétablir, c'est-à-dire, la suppression ou la diminution des droits sous le poids desquels elles languissent. Les moyens que je propose sont à ma connoissance les seuls qui puissent opérer un si

### 8 *Rétablissement des Manufactures*

grand bien : d'ailleurs la plûpart d'entr'eux présentent en même tems aux finances du Roi plus d'une source où retrouver ce qu'elles auront perdu par la remise des droits ; c'est l'objet de la premiere Partie de cet Ouvrage. Dans la seconde je traiterai de la décadence & du rétablissement du commerce de mer , sans le secours duquel les manufactures ne peuvent subsister ; & comme l'excellent traité de D. G. de Ustariz sur la théorie & la pratique du commerce & de la marine peut jeter beaucoup de lumieres sur ces deux Parties , j'ai voulu rendre au public le service de lui donner à la fin de la premiere , un extrait de ce livre qui est devenu rare ; ( a ) le lecteur y trouvera tout ce qui peut manquer dans le mien , & profitera des vûes lumineuses d'un Ministre zélé sur cette matiere importante.

---

( a ) La traduction du livre même, que nous avons depuis quelques mois , a rendu cet extrait inutile, & je l'ai supprimé.





P R E M I E R E P A R T I E.

---

C H A P I T R E I.

*Ce que c'est que le Commerce ; ses différentes especes ; de quelle nature est celui que fait l'Espagne avec les autres Nations , & dans l'Amerique Espagnole.*

1. **Q**Uoique les connoissances & la pratique du commerce & du trafic se soient répandues , même avec succès , parmi différentes nations , je ne me crois point pour cela dispensé de l'obligation de définir cette matiere avant de la traiter. Je dirai donc que le commerce est la vente ou l'échange qui se fait des choses qui peuvent être vendues. Le trafic se fait , en les transportant du lieu où elles ont été produites ou fabriquées , à celui où elles sont vendues ou échangées.

2. Ces deux points remplis avec bénéfice ont tant de vertu , que c'est

d'eux qu'un État tient sa plus grande défense, son opulence, ses richesses & sa prospérité. Sans commerce & sans trafic, les manufactures ne peuvent subsister dans le degré de bonté & de perfection qui leur convient. Sans manufactures, on ne peut entretenir les autres arts & professions mécaniques qui peuplent & forment le corps politique de l'État ; & faute d'être peuplé l'État se détruit ; il se change en un désert stérile qui ne produit ni hommes, ni trésors. Sans armées & sans flottes, dénué de tout ce qui fait respecter une souveraineté, il se voit exposé aux insultes de ses voisins. Sa puissance ne se mesure point sur la vaste étendue des pays de sa domination qui produisent l'or & l'argent : ces riches métaux courent où le travail & l'industrie les appellent ; les manufactures sont un aimant qui les attire des contrées les plus éloignées pour rendre hommage au Souverain qui les protège. C'est ce que dit l'Auteur des mémoires sur le commerce des Hollandois, page 95. (a) „ Ce

---

(a) P. 97. de l'éd. de 1718. d'Amsterdam.

„ font les flottes qui font le commer-  
„ ce des Indes Espagnoles , qui ont  
„ apporté & apportent encore presque  
„ tout l'or & l'argent que nous voyons  
„ en Europe. Cependant il est vrai de  
„ dire que , quoique les Espagnols  
„ soient les maîtres du pays où croîs-  
„ sent l'or & l'argent en abondance ,  
„ ils en ont beaucoup moins que les  
„ autres nations qui trafiquent avec  
„ eux : ce qui fait bien voir que ce  
„ sont moins les mines d'or qui en-  
„ richissent un État, que le commerce.

3. Les États d'une vaste étendue ne possèdent pas toujours pour cela un peuple nombreux. Le nombre des hommes augmente ou diminue à proportion de l'emploi que l'État peut leur procurer dans différentes professions. Les pays les plus fertiles deviennent déserts , lorsque l'oïveté y domine , comme il arrive en Espagne & en Amérique , malgré la richesse de ses mines ; tandis que la Hollande , pays plus petit que la Galice , est plus peuplée que l'Espagne.

4. Cette nation industrieuse , qui dans le terrain le plus borné & le

## 12 *Rétablissement des Manufactures*

moins fertile , ne recueille pas de quoi nourrir la quatrième partie de ses habitans , cette République que nous avons vû s'élever à l'empire de la mer , & le retenir tant qu'il l'a fallu pour affermir ses établissemens en Orient , ne doit toutes ses prospérités , qu'au soin qu'elle a pris de rendre son commerce florissant.

5. Dans sa naissance , avec le seul emploi de transporter d'un pays à un autre des marchandises & des denrées qui n'étoient point de son crû , & dont plusieurs étoient pour elle d'une consommation nécessaire , elle trouva le moyen de s'enrichir & de soutenir une longue guerre pour se soustraire à la domination de son Souverain. Ensuite , sans perdre de tems , apportant à ses manufactures les matières des pays les plus éloignés , elle établit leur perfection & leur réputation dans le plus haut degré ; enfin elle tient maintenant sa place entre les Puissances les plus respectables de l'Europe , & elle est la plus considérable de l'Asie & des Indes.

6. Le commerce se divise en com-

Commerce de mer & commerce de terre, en actif & en passif. Il peut aussi être réciproque. Le commerce de mer est celui qui se fait de Royaume à Royaume, ou de Province à Province par le moyen de la navigation. Le commerce de terre est celui qui se fait dans l'intérieur d'une Province ou d'un Royaume, d'un lieu à un autre par voitures, à dos de mulets, ou par le moyen des rivières & des canaux navigables. Son objet est principalement de transporter les denrées d'un pays & les matières premières aux manufactures; & au défaut de manufactures, aux ports par où elles doivent sortir du Royaume.

7. Le commerce actif est celui que fait une nation qui porte à une autre des fruits & des étoffes, & en rapporte, outre les denrées dont elle a besoin, de l'or & de l'argent, s'enrichissant d'autant qu'elle appauvrit l'autre. Le commerce passif est au contraire celui d'une nation qui reçoit d'une autre les denrées qui lui manquent, lui donnant en échange son argent, sans pouvoir le regagner en

#### 14 *Rétablissement des Manufactures*

fournissant de même à d'autres le superflu de ses productions.

8. Le commerce passif est celui que l'Espagne fait avec toutes les nations, & pour mieux dire, c'est celui qui la ruine : & telle est notre erreur, que nous contentant des apparences, nous disons que Cadiz est le port du plus grand commerce que fasse l'Espagne, parce que nous voyons sa rade remplie de vaisseaux étrangers, sans nous appercevoir que ces vaisseaux sont autant d'éponges qui nous enlèvent les trésors de l'Amerique. Pour moi j'estime que Malaga est le port du commerce le plus avantageux à l'Espagne, parce qu'il donne plus de ses fruits à l'étranger qu'il ne reçoit de leurs denrées.

9. Le commerce réciproque est celui que font deux nations qui échangent fruits contre fruits, étoffes pour étoffes, sans qu'il y ait de solde payé de part ni d'autre en or, argent, diamans, ou pierres précieuses. Car si la balance est ainsi payée, alors le commerce cesse d'être réciproque, & devient actif de la part de celle qui re-

soit ce folde, & passif de la part de celle qui le paye.

10. Il résulte de ce que j'ai dit, que l'Espagne n'a de commerce actif avec aucune nation, si ce n'est en Amérique, d'où elle tire, en échange des denrées qu'elle y porte, non seulement les fruits du pays, mais encore l'or, l'argent & les pierres précieuses de ses mines, c'est-à-dire, tout ce que le commerce illicite des autres nations n'en a pû emporter. En effet quoiqu'il soit vrai que toutes les richesses que l'Espagne en rapporte ne lui demeurent pas, & que la plus grande partie en soit remise à l'étranger pour prix des marchandises vendues en Espagne, ou embarquées sous le nom des Espagnols, néanmoins ce commerce doit être dit actif, cette supercherie de prête-noms n'étant qu'un accident qu'il faut arrêter comme l'abus le plus pernicieux & la vraie cause de notre misère & de la ruine de nos manufactures; si on y ajoute encore la mauvaise politique des entrées franches pour les Etrangers, & chargées de droits pour les Naturels.

## 16 *Rétablissement des Manufactures*

11. L'Espagne n'a pas non plus de commerce réciproque avec aucune nation. En effet quelques conventions que contiennent sur ce sujet les traités de paix, elles n'ont pour objet que la réciprocité des avantages dont les commerçans & les vaisseaux des Souverains jouiront dans les États les uns des autres, sans être chargés de plus grands droits en leur qualité d'étrangers. Or comme l'Espagne ne porte rien aux autres nations, pas même ses propres fruits, toutes ces conventions sont pour elles superflues. Aussi les nations établissent quels droits elles veulent, sans qu'elle ait à s'en plaindre : tandis que par le moyen seul d'un commerce réciproque avec elles, l'Espagne pourroit les appauvrir & s'enrichir certainement.

12. L'Espagne ne peut espérer de commerce actif ni même réciproque tant que ses manufactures ne seront pas rétablies. Ce n'est qu'en se passant des fabriques étrangères qu'elle peut obtenir l'égalité & la réciprocité du commerce quant aux fruits ; alors son commerce seul avec les Indes lui assurera



furera un profit certain dans ses manufactures, celui de la valeur que la main-d'œuvre ajoute aux laines & soies employées en étoffes. Or cette valeur qui est de quatre pour un se distribue entre le fabriquant, les ouvriers, & dans toutes les professions qui emploient les hommes, & de-là dans le trésor du Roi : au lieu que l'Etranger qui tire une robe de nos laines ne nous laisse, en la payant, que la cinquieme partie de sa valeur, & s'en approprie les quatre autres cinquiemes en nous la revendant fabriquée.

13. Pour parvenir au rétablissement des manufactures, il faut détruire les obstacles qui s'opposent à leur progrès & à celui du commerce de terre. Le fabriquant a besoin du trafiquant par terre pour lui apporter les matieres & lui acheter ses ouvrages.

14. Le commerçant par terre a besoin de chemins praticables & libres de droits, pour aller chercher le commerçant de mer. Il faut que celui-ci lui rembourse le premier coût & le port de ses marchandises, lui laisse un léger

### 18 *Rétablissement des Manufactures*

profit, ne fût-il que d'un pour cent, & trouve encore mieux son compte à acheter de lui que de l'Etranger : le moyen de payer outre cela le droit de quatorze pour cent, & ceux des Douanes sur le pied actuel.

15. Pour nous convaincre que la richesse & le bonheur d'un Etat dépendent de l'abondance & de la perfection de ses manufactures, l'exemple des nations commerçantes & leur opulence sont au-dessus de tout raisonnement. Si nous sommes pauvres tandis qu'elles sont riches, ce n'est pas que les mines d'or soient plus près de leurs pays, qu'elles ne le sont du nôtre : que ces métaux soient fouillés dans nos domaines, ce n'est pas une raison pour qu'ils nous demeurent : l'industrie & le travail des Etrangers dans leurs manufactures, est une force qui les attire & les retient chez eux ; comme il est dit au nombre 2.

16. Supposé donc que le rétablissement des fabriques soit le seul moyen de conserver les trésors dont il a plu à Dieu de nous faire dépositaires, nous ne devons être découragés de l'entre-

prendre , ni par l'éloignement & le mépris dans lequel elles sont maintenant , ni par le peu de succès qui a suivi les soins que S. M. glorieusement regnante y a donnés ; ni enfin par cette réflexion que nous avons tout à faire en ce genre , tandis que les autres nations sont au plus haut point de perfection. Celles que nous voyons dans l'état le plus florissant ont eu aussi un commencement.

17. En Flandres les manufactures de draps & de toiles prirent grande faveur par les foires franches que Baudouin le Jeune Comte de Flandres , établit dans différens endroits de ses Etats en l'an 960, & se soutinrent jusqu'en 1301. Alors quelques droits qu'on vint à imposer sur les foires , & les gabelles (a) établies dans les lieux des manufactures , causerent de grands mouvemens à Gand , qui firent passer plusieurs fabriquans à Tillemont , à Louvain & autres villes de Brabant ; mais les Ducs de ces villes n'ayant pas

---

(a) Toute sorte d'imposition sur les marchandises & denrées.

## 20 *Rétablissement des Manufactures*

ſçu profiter de ces circonſtances & de la fortune qui les venoit chercher , commencerent auſſi à mettre les gabelles dans leurs fabriques ; elles y cauſerent différentes émeutes qui ſe terminerent par la mort de quelques Magiſtrats de Louvain , tués par les fabriquans ; ceux-ci pour éviter la punition , ſe refugierent en Angleterre & en Hollande.

18. Ceux qui ſe retirerent chez les Anglois , leur donnerent les premières idées d'employer leurs laines à faire des draps ; juſqu'en 1404 , & même après , les Flamans les achetoient d'eux pour les fabriquer , & aujourd'hui la ſortie des laines d'Angleterre non fabriquées , eſt défendue ſous peine de la vie.

19. Ceux qui paſſerent en Hollande s'établirent à Louvain , où s'étant joints à quelques autres Flamans & Brabançons , ils ont maintenu juſqu'à ce jour leurs draps en réputation. Les meilleures manufactures de draps de France , qu'on a vu naître encore plus tard ſous le regne de Louis XIV. quoique plus modernes n'ont pas laiſſé de

l'emporter sur celles d'Angleterre & de Hollande. Encore une fois, avec de pareils exemples, & voyant toutes les nations employer dans leurs fabriques les laines d'Espagne comme les plus parfaites, nous ne devons point nous décourager : appliquons-nous seulement à lever les obstacles qui s'opposent à nos progrès, en discernant les obstacles réels d'avec ceux que l'on prend faussement pour tels.

---

## CHAPITRE II.

### *Obstacles prétendus au succès de nos fabriques.*

20 **I**L semble d'abord que c'est perdre le tems que de s'amuser à détruire les fausses opinions sur les causes de la ruine des fabriques d'Espagne, & qu'il devroit suffire d'en exposer les véritables causes & les remèdes qui leur conviennent; cependant il pourroit arriver de-là que tel qui est chargé de remédier au mal, croyant par exemple que le dépeuple-

## 22 Rétablissement des Manufactures

ment de l'Espagne en est la cause, s'appliqueroit aux moyens d'augmenter le nombre des hommes & n'y parviendroit point; au lieu que si l'on pense que le dépeuplement de l'Espagne provienne du manque de manufactures & qu'on s'applique à les relever, on parviendra à la repeupler; mais comme les causes auxquelles on attribue faussement la perte de nos fabriques sont en grand nombre, je me contenterai de réfuter les opinions qui ont usurpé le crédit le plus général & qui pourroient le plus égarer ceux qui désireroient y apporter remède.

21. Le premier obstacle prétendu est fondé sur notre *gravité oisive*; ce sont les termes dont se sert M. de la Martiniere dans son dictionnaire, pour exprimer le caractère des Espagnols. Pour réfuter cette opinion, il suffiroit de dire que l'Espagne a eu des manufactures, entr'autres de draps de Ségovie dont l'Etranger consommoit; elles subsistent même encore, mais elles ont perdu leur réputation depuis que dans d'autres pays on en a fabriqué de plus légers & de plus agréables à l'œil.

Mais je ferai voir par la suite quelle est l'origine de ce préjugé : sa fausseté & son insuffisance dans le cas présent sont assez démontrées par le grand nombre d'Espagnols qu'on voit employés à toutes sortes de travaux plus grossiers & plus pénibles que celui d'ouvrier en draps. L'Espagne a-t-elle jamais manqué d'hommes pour cultiver & labourer la terre , & pour garder les troupeaux dans les saisons les plus rudes ? Manque-t-elle de cordonniers , de forgerons , de charpentiers , de maçons & autres artisans Espagnols ? Manque-t-elle d'hommes pour tenir les tavernes, les boucheries, pour nettoyer les rues , & enfin pour exercer les emplois les plus vils de la société ? Il lui reste de surplus tant de bras oisifs , qu'elle a trouvé chez elle plus de cinq mille journaliers pour rebâtir le palais de Madrid ; ainsi cette objection ne peut subsister.

22. Le second obstacle , dit-on , c'est le dépeuplement de l'Espagne ; elle manque d'hommes pour remplir ses manufactures. L'erreur est manifeste ; c'est bien plutôt de la décadence des

## 24 *Rétablissement des Manufactures*

fabriques qu'est venu le dépeuplement de l'Espagne : en effet, si elles étoient rétablies, on auroit non-seulement un plus grand nombre de fabriquans, mais un bien plus grand nombre encore d'hommes employés à tous les arts & métiers nécessaires aux fabriquans : quelque étendue de terres qu'on possède, on n'en cultive qu'autant qu'il en faut pour la subsistance des habitans ; on n'entretient de maisons que celles qui sont habitées, les autres tombent en ruine ; mais si le nombre des hommes vient à augmenter, on en bâtit de nouvelles ; pour les réparer & les rebâtir on employe d'autres hommes ; & enfin il faut en même proportion plus de tailleurs, de cordonniers, de chapeliers, de potiers de terre, &c.

23. Comment se fait-il que ce dépeuplement ne se fasse point remarquer dans le labourage, & dans les autres arts & métiers qui procurent une subsistance honnête à leurs suppôts, & que les manufactures seules se ressentent du manque d'hommes ? Je vois en même tems que plusieurs Couvens qui se sont élevés quand l'Espagne s'est  
le



le plus dépeuplée , sont pleins , & ne peuvent suffire à recevoir tous ceux qui demandent encore à y entrer ; ce qui montre évidemment que les fabriques n'ont été abandonnées que faute d'avoir pû nourrir & entretenir les fabriquans & les artisans , & que si on les établissoit sur un tel pied qu'on y pût trouver quelque profit , on ne manqueroit pas d'hommes pour y travailler ; nous n'aurions besoin pour cela d'emprunter de l'Etranger , que quelques sujets capables de diriger ces établissemens.

24. Le troisieme obstacle prétendu c'est la taxe appelée *Millones*. Il se peut que cette imposition ajoute encore au dépeuplement de l'Espagne , d'autant que par les exactions des Fermiers & par la diminution de consommation , suite naturelle de la taxe , plusieurs terres plantées de vignes & d'oliviers ont été abandonnées : cependant ce droit est sans contredit celui qui , s'il étoit bien administré , seroit le moins onéreux aux fabriquans & aux autres professions en dépendantes ; tant parce que les artisans ne

## 26 *Rétablissement des Manufactures*

payent de ce droit , qu'autant que leurs facultés leur permettent de consommation , que parce qu'il ne tombe pas précisément sur ce qui est consommé dans les manufactures ; quoiqu'en même tems tout ce qui contribue à renchérir les vivres , éloigne l'Espagne de pouvoir donner ses étoffes à meilleur marché que l'Etranger. Après avoir répondu à ces objections , je passe aux obstacles réels , & aux moyens de les lever , dans les chapitres suivans.

---

## C H A P I T R E   I I I .

*Premier obstacle au succès de nos Manufactures, provenant des droits d'Alcavala & de Cientos, & des abus dans la perception d'iceux.*

25. **E**Ntre tous les obstacles que rencontrent nos manufactures , je me contenterai pour le présent d'exposer les plus considérables , avec les moyens d'y remédier. Ce n'est pas le moindre de ceux que je passe sous silence , que la folle passion

dont nous sommes possédés pour tout ce qui vient de dehors , & qui nous fait acheter au double sous un nom étranger , la même chose que nous avons méprisée sous un nom Espagnol , comme étant de notre crû.

26. La principale cause de la ruine des manufactures & de leurs Entrepreneurs , c'est le haut prix auquel reviennent nos étoffes ; leur cherté ne permettant pas qu'elles entrent en concurrence avec celles de l'Etranger , les métiers sont abandonnés , la misère force les ouvriers de chercher d'autre travail , & toute la consommation de l'Espagne & des Indes est fournie par l'Etranger seul.

27. Au reste c'est pour tout le monde un sujet de surprise & presque un paradoxe , que la différence de la réussite des manufactures d'Espagne & de celles de Hollande. Et quand on considère que l'Espagne qui abonde en toutes les denrées nécessaires à la vie , & en matières les plus parfaites & les plus recherchées dans les manufactures étrangères , est elle-même sans manufactures ; tandis que la Hollande ,

## 28 *Rétablissement des Manufactures*

pays aride & stérile , suffisant à peine à nourrir le quart de ses habitans , tirant de Pologne chaque année plus de huit millions de fanegues de bled pour sa consommation & pour en faire commerce , manquant enfin & se fournissant chez l'Etranger des matieres premières pour les manufactures , a établi les siennes , & les entretient dans un point de perfection & à un prix qui les rend rivales de celles des pays les plus fertiles ; on doute si l'on doit croire une vérité aussi singuliere. Nous en avons cependant un autre exemple dans l'industrie des Genoïs , dont le pays n'est pas moins stérile que la Hollande.

28. La solution de cette difficulté est que les Etrangers établissent leurs impositions dans la proportion qu'ils jugent la plus avantageuse à leurs manufactures , & en même tems la plus préjudiciable aux nôtres ; tandis qu'en Espagne à cet égard , on pratique précisément le contraire , comme je le démontrerai dans les nombres 66 & 72. Cependant je commencerai par les droits d'*Alcavala* & *Cientos* , comme

étant le premier écueil des manufactures Espagnoles.

29. Le droit d'Alcavala est un droit de dix pour cent de la valeur de toute marchandise vendue, ou échangée, payable par le vendeur. Ce droit établi en 1341, n'étoit pas en son origine aussi onéreux qu'il l'a été depuis, étant devenu dans les mains des Fermiers injustes l'instrument de la ruine des contribuables. L'époque en est à l'année 1639, qu'on leur accorda le premier des quatre pour cent qu'ils ont obtenu depuis successivement (a) à force de sollicitations. Leur avarice ainsi récompensée n'a cessé d'employer sans humanité toute sorte de moyens pour augmenter leurs profits, à quoi n'a pas peu contribué la cessation de l'usage de percevoir les Alcavales par tête (b) dans tout le Royaume. Cependant, comme on a vû l'Espagne perdre ses manufactures & se dépeupler au tems de la création du droit

---

(a) En 1642, 1656, 1664.

(b) Par forme de capitation, ou par abonnement.

### 30 *Rétablissement des Manufactures*

de *Millones* , on a plutôt attribué les pertes à cette taxe qu'à celles d'Alcavala & de Cientos : mais je vais faire voir la fausseté de cette opinion.

30. Réduisons l'année à 300 jours ouvrables , ôtant les fêtes , le travail d'un ouvrier en étoffe dite *Manto* , estimé à quatre varres par jour , montera à 1200 varres pour l'année ; sur lesquelles prenant pour les droits d'Alcavala & Cientos 158 varres , à 8 réaux la varre , la somme sera 1264 réaux qu'il aura à payer : mais cet ouvrier ne gagnant qu'un réal par varre , ou quatre réaux par jour , s'il a travaillé pour son compte faute d'ouvrage de commande , lorsqu'il voudra vendre son étoffe , aura à payer au Fermier tout ce qu'il a gagné dans son année , & 64 réaux par de-là : d'où il résulte qu'il eût plus gagné à ne rien faire , & qu'en Espagne il y a du profit à ne point travailler. Qu'on ne dise pas que cet ouvrier vendra son étoffe plus cher , y faisant le profit du marchand qui l'auroit commandée ; car premièrement c'est au même marchand qui auroit pû la commander , qu'elle

sera vendue en payant l'Alcavale ; il faudra que ce marchand en la reven-  
dant paye une seconde Alcavale , & y  
fasse le même gain que sur les autres  
étoffes qu'il commande : mais ce mar-  
chand ne l'achetara pas , puisqu'il ne  
manque pas d'artisans qui travaillent  
pour lui , tant qu'il a des fonds. Se-  
condement , vouloir que cet ouvrier  
vende son étoffe en détail , en payant  
les droits , c'est vouloir que le fabri-  
quant quitte son métier , & se fasse  
marchand : ainsi de quelque maniere  
que ce soit , ces droits sont à la char-  
ge du fabriquant.

31. Mais, dira-t'on , si toutes les  
choses vendues sont chargées de 14  
pour cent à la vente , (a) il ne s'agit  
que de les vendre 14 pour cent de  
plus que leur valeur première. L'ex-  
pédient est impraticable , au moins  
vis-à-vis des espèces qui éprouveront  
chez nous la concurrence de celles de  
l'Etranger , lesquelles ne payent dans  
leurs pays que des droits modérés à

---

(a) { 10. pour cent d'Alcavala.  
4. pour cent de Cientos.

### 32 *Rétablissement des Manufactures*

la sortie. Par exemple , le cordonnier pourra vendre ses souliers 20 réaux la paire , parce que n'en venant point de l'Etranger , il n'y en aura point en Espagne qui n'ayent payé le droit ; mais le cas avenant que l'Etranger nous en apportât & nous les donnât à cinq réaux , qualité pour qualité , il faudroit bien que nous vinssions à les donner au même prix , & peut-être à meilleur marché pour trouver des acheteurs : alors le cordonnier y perdant du sien , abandonneroit sa boutique , comme le tisserand quitte son métier.

32. Ajoutons à cela les droits excessifs sur les soies , qui montent au de-là de la valeur première qu'en a reçu le cultivateur. Celle de Grenade y paye par livre 17 réaux & 16 maravedis d'Alcavala , Cientos , Diezmo , Arbitrio , Tartil , Torres , & Xelis , comme le détaille D. G. de Ustariz chap.78. En entrant à Séville, elle paye d'Entrée, Alcavala & Cientos, 22 pour cent , c'est-à-dire , 11 réaux par livre évaluée 50 réaux ; ce qui , joint aux droits payés en Grenade, fait 28 réaux, 16 maravedis par livre : cependant



cette livre de soie n'a valu au colon que 26 réaux.

33. Mais faisons un calcul encore plus frappant. Les 1200 varres de Manto ont employé 65 livres de soie, qui à 26 réaux ont valu au cultivateur 2025 réaux. La main-d'œuvre a coûté 1200 réaux : ainsi la valeur première de l'étoffe est 3225 réaux : or ces 65 livres de soie ont payé à Séville & en Grenade, en différens droits, 3549 réaux 10 maravedis, c'est-à-dire, 324 réaux 10 maravedis de plus que la valeur première de la soie même fabriquée : sur ce pied à combien doivent monter ces droits sur une pièce de velours ?

34. Ces exemples démontrent assez l'impossibilité où sont nos fabriquans de donner leurs étoffes au même prix que l'Etranger ; & personne ne fera assez mal avisé pour préférer les nôtres, n'y eût-il pour le déterminer que le bon marché seul : nous ferait-on croire que le Fermier se contentera d'un droit de 6 pour cent ? Toutes les fois que le Fermier a été à même de ruiner le fabriquant, son avidité

### 34 *Rétablissement des Manufactures*

té lui a toujours conseillé de le faire ; D. G. de Ustariz chap. 96. en rapporte un exemple assez convainquant , dans le refus que fit en 1722 le Fermier de Séville , de recevoir à abonnement le corps des fabriquans en soie à une somme plus forte que n'avoit été le produit de la plus rigoureuse régie. Pour éviter une ruine certaine , on cessa bientôt de fabriquer & de vendre , & le Fermier perdit ainsi pour avoir voulu trop gagner.

35. Comparons maintenant le droit de Millones avec ceux-là , & nous verrons qu'il est moins à charge aux manufactures que l'Alcavala & le Cientos. Premièrement , le fabricant peut absolument vivre sans rien payer de ce droit , en se passant , ou en consommant peu des denrées qui y sont sujettes ; mais même sans se gêner à ce point , s'il veut vivre plus aisément , il le peut , & en voici la preuve. Il faut par an à l'artisan qui fabrique 1200 varres de *Manto* , pour lui & son ménage composé de 5 à 8 bouches , un cochon salé ; c'est pour le droit de Millones 8 réaux ; une provision de 25

arobes d'huile commune, pour ce 20 réaux de tous droits ; une somme de vin de 14 arobes payant 50 réaux de droits ; pareille somme de vinaigre qui lui durera deux ans , payant 22 réaux ; mettons encore quatre vaches à 16 réaux par tête , ce font 64 réaux ; il en gagne 1200, ce font 976 réaux qui lui restent pour payer le prix de toutes ces provisions, pour s'habiller, se loger, &c. tandis que les droits d'Alcavala & Cientos lui enlèvent tout le gain de son année, & 64 réaux par de-là.

36. Il faut que l'artifan qui veut entretenir son métier battant toute l'année, fasse les avances du tiers de la soie qu'il peut employer, soit qu'il travaille pour son compte, soit pour celui du marchand : s'il travaille pour son compte, pour ne pas perdre de tems, il faut qu'avant de finir la pièce qui est sur le métier, il ait acheté les soies de la pièce suivante, qu'il les ait triées, assorties, mises en teinture, dévidées, qu'il ait ourdi cette pièce ; mais peut-être qu'il ne trouvera pas de l'argent de la pièce qu'il

### 36 *Rétablissement des Manufactures*

fini , auffi-tôt qu'elle fera faite : il faut donc qu'il falfe les avances de ces matieres ; s'il travaille pour le compte d'un marchand , il faut de même qu'il ait un fond de foie pour occuper fes métiers , foit quand l'ouvrage de commande lui manquera , foit en attendant les préparations des foies destinées à cet ouvrage de commande. Ses avances lui rentrant à la vente de son étoffe lui feront de nouveaux fonds pour une autre pièce ; & ainfi de fuite. Voilà le feul moyen pour qu'un métier ne cefse point de travailler ; fans cela ce n'est qu'un afsemblage de charpente inutile , qui n'est bonne qu'à mettre au feu.

37. Les 400 varres de *Manto* que l'ouvrier fabriquera en cent jours , tiers de l'année ouvrable , confommeront 25 livres de foie à une once par varre ; lesquelles à 45 réaux la livre qu'elle coûte en Grenade au tems de la recolte , monteront avec les droits exceffifs qu'elles y payent , à 1125 réaux ; voilà les avances indifpenfables à l'ouvrier : mais fi faute de ces avances à faire une fois feule-  
ment ,

L'Espagne ne peut entretenir de métiers, comment peut-elle espérer d'en conserver, lorsqu'il faut que chaque métier paye annuellement 1268 réaux d'Alcavala & Cientos, somme qui excède, & les fonds nécessaires à l'ouvrier, & le gain qu'il doit faire pour subsister ?

38. Il est donc évident que ce sont les droits d'Alcavale & Cientos, & non le droit de Millones, qui ont ruiné nos métiers. Il est vrai que leur ruine a commencé au tems du droit de Millones ; mais les quatre pour cent sont aussi du même tems que les Millones ; & ces quatre pour cent, dont le premier est de l'année 1639, ajoutés au droit d'Alcavale, augmentèrent à l'excès la rigueur & la persécution des Fermiers, comme je l'ai dit au nombre 29. On en voit une preuve dans la contestation portée au Conseil des finances en 1715, au sujet de l'abonnement du droit de Cientos, commençant par une Requête présentée au Roi par les dix corps de métier restans des dix-sept qui avoient le droit de revente à Séville, abon-

nés pour le droit d'Alcavale depuis 1632. Leur premier abonnement fut de 12 millions de maravedis : mais sur les représentations qu'ils ont faites en Justice de la diminution des habitans de Séville & du commerce , on a été les modérant jusqu'à 4 millions qu'ils payent encore , depuis 1724. Avant le procès en question , ils payoient d'Alcavale 6 millions : or l'Alcavale étant de dix pour cent , le droit de Cientos de quatre pour cent ne devoit monter qu'à 2000400 maravedis ; au lieu de quoi , pour éviter la persécution des Fermiers , ils en payoient 7000650 , c'est-à-dire , 1000650 maravedis plus que le total des Alcavales. Dans le cours de la contestation , le préposé au recouvrement du Cientos ayant fourni un bail simulé & exagéré du droit de Cientos pour l'année 1719 ; il fut ordonné par Arrêt provisoire , que sans préjudice de ce qui seroit statué lors de la revision au principal , lesdits corps payeroient 6083340 maravedis , somme à laquelle montoit ledit bail supposé , déduction faite de la modération qui leur

avoit été promise. Enfin en 1723 il fut jugé définitivement qu'ils resteroient abonnés pour le Cientos à 5000800 maravedis, c'est-à-dire, à 1000800 maravedis plus que le montant de l'Alcavale; & à l'égard des 4000000 d'Alcavale, il leur fut accordé un pour cent sur ce qui entreroit en douane, dont le produit seroit en déduction de la somme dûe pour l'Alcavale. Il fut prouvé audit procès de leur part, que les Fermiers ayant *exercé* à toute rigueur pendant un an le corps de métier de la soie sur son refus de continuer à payer la somme exorbitante de 44000 réaux, les 14 pour cent d'Alcavale & Cientos, ne leur rendirent pas la moitié de cette somme; en sorte que l'abonnement ne servoit qu'à lui faire payer le double des 14 pour cent. Dans le même tems pareille contestation fut formée en la chambre du Gouvernement du Conseil des finances par le corps de métier des tireurs d'or & d'argent de Séville; le Fermier ne voulant pas modérer l'abonnement de 40000 réaux qu'ils avoient payé jus-

#### 40 *Rétablissement des Manufactures*

qu'en 1719 les *exerça* rigoureusement en 1720 & 1721 , & ne tira pas de son *exercice* la moitié de cette somme. Après de tels exemples & tant d'autres trop longs à rapporter , peut-on douter que la ruine des corps de métiers & des manufactures n'ait été causée par les droits d'Alcavale & Cientos ?

39. On pourra dire qu'il y a plusieurs moyens de s'exempter de ces droits , soit en travaillant pour le commerce des Indes , ou pour celui des foires franches , soit en faisant fabriquer pour son compte le marchand qui paye l'Alcavala dans sa boutique , tant sur ce qu'il fabrique , que sur ce qu'il achete de l'Etranger ; soit en jouissant des privilèges accordés aux fabriques qui s'établissent de nouveau. Mais ces moyens chimériques ne sont pas capables de donner à nos manufactures une existence durable : premièrement , parce que dans le commerce des Indes il faut de plus grands fonds pour magaziner & pour attendre les occasions des flottes & les retours des ventes ; même difficulté pour celui des foires ,



foires , où d'ailleurs on ne vend pas tout ce qu'on y porte. Quant aux marchands qui pourroient faire travailler pour leur compte , il y en a bien quelques-uns qui le font ; mais cela ne peut pas devenir général. Enfin quant aux privileges des nouvelles manufactures , comme ils ne sont accordés que pour un tems , il n'y a personne qui veuille établir son fils dans une profession qu'il fera obligé de quitter dans dix ans , parce que les privileges venant à cesser , il lui sera impossible de s'y soutenir sur le pied exorbitant que sont les droits. Quel est le marchand qui voudra magaziner des marchandises dans l'espérance éloignée de les expédier pour les Indes , ou pour les foires franches , aux risques de perdre sur son capital les droits qu'il aura à payer , s'il est obligé de les vendre faute de pouvoir attendre ces occasions ? En effet il y a toujours dans la baye de Cadix des vaisseaux étrangers pleins de marchandises qui attendent que les commerçans y viennent faire leurs emplettes pour les Indes ; & comme ces mar-

#### 42 *Rétablissement des Manufactures*

chandises n'ont souvent payé aucuns droits, pas même le *Palmeo*, (a) ils peuvent les donner à plus bas prix que le marchand Espagnol.

---

### C H A P I T R E I V.

*Des moyens de remédier au dommage que reçoivent les Manufactures, du droit d'Alcavala.*

40. **O**N sent bien le remede qui convient à un si grand mal; on a même voulu l'appliquer : mais au lieu de lui donner toute l'étendue nécessaire, on l'a restraint à un tems limité, & à telles & telles manufactures, qui n'ont été favorisées que sous le nom & à titre de nouveaux établissemens. Aussi quoique les exemptions accordées ayent été étendues jusqu'aux denrées comestibles, on a vû le peu de

---

(a) Droit qui se perçoit sur les bales de marchandises destinées pour les Indes, leur volume réduit en palmes cubes; il est de cinq réaux & demi par palme cube.

fruit qu'on en a tiré ; & les choses resteront toujours dans le même état , tant qu'on n'établira pas pour règle générale qu'aucun fabriquant ou tisserand en soie , laine , lin , ou coton , ne payera les droits d'Alcavala & Cientos pour les pièces d'étoffes qu'il vendra entières à quelque personne que ce soit , & pour quelqu'endroit qu'elles soient destinées ; lesquels droits il payera seulement dans le cas où il sera justifié qu'il aura vendu lesdites étoffes en détail , par morceaux , ou par varres.

41. En sorte même qu'aucune pièce d'étoffe ne sera sujette aux droits d'Alcavala & Cientos , quoique vendue & revendue plusieurs fois & en différens lieux , tant qu'elle sera vendue entiere , mais seulement alors qu'elle sera vendue en détail ; laquelle disposition sera en faveur des étoffes fabriquées en Espagne seulement ; les étrangères demeurant , comme par le passé , sujettes auxdits droits lors de leur vente , soit en entier , soit en détail.

42. Ce ne sera encore avoir rien fait , si l'on n'exempte en même tems

#### 44 *Rétablissement des Manufactures*

de tous droits quelconques les matieres premières qui entrent dans la composition des étoffes, comme lin, coton, chanvre, soie, laine, soit du crû d'Espagne, soit du crû étranger; c'est le seul moyen de mettre le fabricant dans la possibilité d'établir ses étoffes à un bon marché, qui le dispute à celles de l'Etranger.

43. Il semble d'abord que ces exemptions doivent causer une grande diminution dans les revenus du Roi; mais quand même on n'obtiendrait pas avec l'augmentation des manufactures & des hommes, celle des finances du Roi & du droit de Millones, ne suffiroit-il pas que ce fût le seul moyen de retenir en Espagne toutes les richesses qu'on tire des Indes? Alors l'argent devenant abondant, les droits sur la vente & la consommation augmentée des denrées, ne produiroient-ils pas plus au trésor Royal, que ne peuvent faire quelques misérables branches de commerce qu'on affranchiroit? Enfin quand même il seroit vrai que l'augmentation des manufactures ne produiroit pas celle des hommes, leur

quantité supposée la même qu'elle est maintenant , l'argent des mines retenu en Espagne augmenteroit considérablement les revenus du Roi par sa circulation continuelle de la bourse des sujets dans la caisse du Roi , & réciproquement.

44. Bien des gens n'ont peut-être pas fait attention que de la pauvreté des sujets naît celle du Roi , & que de la pauvreté du Roi s'ensuit celle de ses sujets ; l'expérience rend cette vérité sensible. L'argent du trésor royal est employé à payer les charges de l'État , & c'est ainsi qu'il retourne du Roi à ses sujets : mais si le Roi doit plusieurs millions , & que ses revenus ne suffisent pas pour y satisfaire , c'est sur les sujets que tombe cette perte ; ainsi les sujets cessent d'être riches , quand le Roi devient pauvre. .

45. Au contraire , plus il y a d'argent dans les mains des particuliers , plus les revenus du Roi en augmentent : supposons , par exemple , trente millions en Espagne employés dans le commerce des denrées comestibles & autres , cet argent reçu & dépensé

#### 46 *Rétablissement des Manufactures*

ſucceſſivement ſuivant les beſoins de chacun , paſſera continuellement d'une bourse dans l'autre ; & plus il circulera , plus grande fera la conſommation , chacun réglant aſſez ſa dépenſe ſur ſes facultés , plutôt que ſur ſes beſoins. Or en ſuppoſant l'emploi de ces fonds renouvelé en ventes & achats huit fois ſeulement dans l'année , les trente millions entreront dans les coffres du Roi par le moyen ſeulement des droits d'Alcavala & Cientos : mais ſi au lieu de trente millions circulans dans le Royaume , il y en avoit cent , les revenus du Roi en augmenteroient à proportion : ainſi la pauvreté du Roi eſt une conſéquence de celle des ſujets.

46. Mais un argent à jamais perdu pour le Roi & les ſujets , c'eſt celui que nous donnons à l'Etranger pour les étoffes & jolies bagatelles qu'il nous apporte. Cet argent une fois entré dans un Royaume étranger eſt attiré dans les tréſors du Roi par la circulation établie entre lui & ſes ſujets. Tel eſt le fruit des ſoins que les autres Puiffances ont apportés à l'accroiffement

& au soutien de leur commerce , en favorisant les manufactures , & en les exemptant de toutes impositions , persuadées que le commerce est la source la plus certaine de leurs revenus.

47. J'ai dit que les branches qu'il y auroit à affranchir du droit d'Alcavala , étoient de peu d'importance , & rien n'est plus vrai. L'énormité du droit de 14 pour cent n'a laissé subsister en Castille , où il a lieu , que trois classes de métiers , les uns entretenus par les marchands détailliers , les autres par les commerçans aux Indes , les troisiemes par les manufactures privilégiées. Quant aux métiers des marchands détailliers , qu'ils en ayent , ou non , ils n'en payent ni plus ni moins d'Alcavala , mais seulement à proportion de leur vente en détail. Quant aux métiers travaillans pour les Indes , ils n'ont pas de droits à payer , puisque la vente ne se fait point en Espagne. Enfin les métiers des fabriques privilégiées sont francs ; s'il y a quelques autres métiers entretenus , ce ne peut être qu'en petit nombre , & par de pauvres misérables qu'on ré-

#### 48 *Rétablissement des Manufactures*

duiroit à mourir de faim, si on exigeoit d'eux plus de 2 ou 3 pour cent. Ce n'est donc que dans le cas où le nombre des métiers viendrait à s'augmenter, que le Roi manqueroit de percevoir ses 14 pour cent : or il a été démontré que ce cas n'arrivera point, si les droits ne sont supprimés. Ainsi, pour conserver un droit imaginaire, on prive les finances d'une augmentation considérable des droits de Millones & d'Alcavala sur les différentes especes comestibles & autres, dont la vente & la consommation augmenteroient. A entendre ceux qui sont de l'opinion contraire, il sembleroit qu'il n'y a en Espagne que cinq especes de denrées commercables qui portent des droits, sçavoir, le lin, chanvre, coton, soie & laine, avec les étoffes qui en sont faites, & que les finances du Roi seroient ruinées, si les matieres premieres & les étoffes venoient à être exemptes de droits à la vente ; comme si nous ne voyions pas les autres Puissances remplir leurs trésors sans le secours de ces droits.

48. J'ai rapporté au nombre 32 les  
droits



droits excessifs que paye la soie, soit avant de sortir de Grenade, (a) soit en entrant à Séville; & quoiqu'il ne dût être ici question que du droit d'Alcavale, je les comprendrai tous dans la suppression que j'estime nécessaire, à l'exception du dixième, qui, réduit à cinq pour cent, produira plus qu'il ne fait maintenant, pour deux raisons; la première, parce que la moitié de la soie de Grenade passe en fraude des droits; la seconde, parce que la modération des droits augmentera les plantations des mûriers; & l'Espagne étant le climat le plus propre à la culture des soies, je ne crains point d'avancer qu'après quatre ans de franchise, ce droit léger de cinq pour cent produira plus que ne font maintenant tous les autres: & quant au droit d'Arbitrio & autres, sur lesquels il y a des pensions ou charges assignées, il sera facile de les remplacer par d'autres droits moins ruineux, comme on a fait à Valence; ce qui a

---

a 17 réaux 16 maravedis par livre.

50 *Rétablissement des Manufactures*  
élevé ses manufactures à un degré auquel peuvent prétendre celles de Castille & d'Andalousie , avec le secours de ces franchises.

---

## CHAPITRE V.

*Des moyens de rétablir les Manufactures de savon , de verres & cristaux.*

49. **I**L sembleroit que ce n'est guères ici la place de parler des exemptions qui regardent les manufactures de verres & cristaux , & de savon dur , parce que les matieres qui entrent dans leur composition sont sujettes à d'autres droits encore que ceux d'Alcavala & Cientos : mais en traitant de ces droits-ci , je me suis engagé à parler des autres qui font perdre à l'Espagne l'avantage qu'elle a de posséder les matieres premières les plus exquisés du monde , & dont les autres nations profitent si bien pour l'appauvrir. Ces matieres sont la barille , la bourdine , & *l'agua azul* , ( a ) qui

---

( a ) Ce sont trois especes de soude , qui en

se recueillent dans les Royaumes de Valence, de Murcie, & partie de celui de Grenade. En 1722, l'Etranger tira du seul port d'Alicante 44692 quintaux de barille, & 8380 quintaux de bourdine, sans compter l'*agua azul* & tout ce qui sortit de ces denrées par les ports de Vera, Almeria, Quesada, Tour des Aiguilles, d'Almazaron, de Carthagène & des Alfaques.

50. Le payfan qui cultive ces plantes pour en faire des cendres, paye sur le lieu même de leur recolte six réaux de droits par quintal, outre cinq réaux aussi par quintal porté à l'Embarcadere, suivant le tarif de 1723, en sorte que le pauvre Colon paya cette année 40 pour cent. L'inconvénient qui résulte de ces droits, soit de vente exclusive, ou de *quarto* par livre de savon, qui appartient au

---

entrent dans la composition du savon, des verres & des cristaux: l'*agua azul* est une sorte de barille supérieure, qui ne croît que dans le territoire d'Alicante.

52 *Rétablissement des Manufactures*

droit de Millones, & des autres taxes & Alcavales imposées sur le savon dur d'Espagne, & sur les verres & cristaux de ses manufactures, c'est que les Etrangers, au lieu de se fournir de ces marchandises en Espagne, en achètent de nous les matieres premières à bas prix, & nous les rapportent fabriquées, y faisant un profit qui est perdu pour nous.

51. Pour remédier à un si grand mal, il faudroit exempter de ces droits comme de ceux d'Alcavala & de Cientos & autres, le savon dur, les verres & cristaux, à la première vente qu'en feroit le fabriquant, & leurs matieres premières pour toujours; chargeant seulement lesdites matieres, à leur sortie du Royaume, des droits actuels, & en outre des six réaux que payoit le Colon par quintal; & de deux & demi pour cent seulement les savons, verres & cristaux à la sortie; toutefois sans rien innover au sujet de savon liquide, dont on use dans presque toute l'Andalousie, & dont il n'y a ni exportation ni importation; laissant subsister à cet égard, & les droits

actuels, & les privileges de sa fabrique & de sa vente, dans l'état que les choses sont établies.

52. Après avoir dédommagé les finances du Roi, en imposant sur la sortie des soudes les six réaux de Mil-lones ou de vente exclusive, que payoit ci-devant le Colon, il ne s'agit plus que de remplacer les droits d'Alcavala & Cientos supprimés, comme il est dit ci-dessus : mais c'est bien peu de chose que cet objet à remplacer, soit parce que la plus grande consommation est de savon liquide, soit parce qu'il se fabrique peu de savon, de verres, & cristaux pour l'Etranger à cause des droits dont ils sont chargés, ainsi que leurs matieres premières. Une preuve incontestable de ce que j'avance, c'est que les savonneries & verreries sont abonnées pour les droits d'Alcavale & Cientos à un prix toujours le même, avec liberté au fabricant de répartir sa contribution sur les autres fabriques de même genre, même sur celles qui viendroient à s'établir dans ce district ; en sorte que sans que les finances du Roi y perdif-

#### 54 *Rétablissement des Manufactures*

sent rien, le fabricant y trouveroit un avantage, celui de n'être point à la merci des Fermiers.

53. Au nombre 28, j'ai dit que les Etrangers avoient réglé leurs taxes & impositions de la maniere la plus favorable à leurs manufactures, & la plus préjudiciable aux nôtres; tandis qu'en Espagne à cet égard nous avons fait précisément tout le contraire de nos propres intérêts. Je l'ai prouvé par rapport au savon & aux soudes; mais cette vérité singuliere paroît encore dans un plus grand jour dans ce qu'on lira sur les sucres & les raffineries de la côte d'Andalousie.

---

### C H A P I T R E V I.

*Moyens pour le rétablissement des sucreries de la côte d'Andalousie.*

54. **L**A consommation du sucre en Espagne est si considérable, que ceux de nos Indes & du crû du Royaume de Grenade n'y suffisant pas, il y en entre beaucoup d'étrangers, la plu-

part en fraude des droits , sur-tout par la frontiere de Portugal qui donne au plus bas prix les sucres du Bresil. Les sucreries d'Espagne font beaucoup de frais par le grand nombre de bras qu'occupe la culture & la préparation des cannes de sucre ; cependant sans égard au profit que font à l'Etat le nombre d'hommes que ces sucreries entretiennent , au lieu de les affranchir des droits d'Alcavala & Cientos , capables tout seuls de les ruiner , elles furent encore chargées par Edit du mois de Janvier 1650 du droit de Millones , de 6 réaux par arobe réduits à 153 maravedis par arobe par Cédule de Sa Majesté du premier Octobre 1672 ; de sorte que l'arobe évaluée à 50 réaux se trouve chargée de 30 pour cent en Dixième , Alcavala , Cientos & Millones ; l'Alcavala & Cientos réservés en outre sur les cannes que vendent les pauvres Colons , faute d'une récolte assez considérable pour les travailler pour leur compte.

55. Ces droits excessifs & le bas prix des sucres étrangers ont déjà fait

romber plusieurs de nos sucreries ; & le travail de celles qui restent se trouve réduit à rien , parce que les frais de la culture & de l'arrosement des cannes en font abandonner les plantations. Cependant pour ne pas perdre tout-à-fait une culture qui peuple cette côte , il faudroit affranchir ces sucreries de tous droits , excepté le Dixieme qui revient à Sa Majesté ; & dans le cas où ce Dixieme dans quatre années n'égaleroit pas le produit des droits supprimés , on pourroit chercher sur les lieux quelque équivalent pour les finances du Roi , ou charger dès à présent les entrées de ces ports , & les sucres mêmes qui entreront dans le Royaume venant d'ailleurs que de l'Amérique.





---

## DOUANES ET DROITS dans les Terres.

---

### CHAPITRE VII.

*Second obstacle au succès de nos manufactures.*

56. **N**Os fabriques ne souffrent pas un moindre dommage des Douanes établies dans les terres où nos étoffes payent comme si elles étoient étrangères : dans les lieux où il n'y a point de Douanes , elles sont sujettes à des droits de porte , ou droits de ville , octroyés par Sa Majesté. Ces droits auxquels on ne devoit assujettir que les étoffes étrangères , pour donner aux nôtres quelque avantage , sont au contraire imposés de façon , que s'il y a quelque différence de traitement , elle est en faveur des manufactures de l'Etranger ; la preuve en est , que les droits de la Douane de Ca-

58 *Rétablissement des Manufactures*

dix qui est la plus modérée , ne sont pas moindres de 8 à 10 pour cent sur les marchandises qui viennent par terre de Valence , Grenade & Tolède ; & sur les étrangères , ils ne sont que de deux & demi pour cent , ou peut-être moins , & de cinq pour cent au plus sur les espèces les plus chargées : ce que j'avance d'après l'aveu même des Etrangers & d'après J. Savary, qui dans son *parfait Négociant* nous dit , qu'une pièce de velours de 40 varres paye à la Douane de Cadix deux piastras & demie , ce qui sur la pièce évaluée à 120 piastras fait  $2 \frac{1}{2}$  pour cent : on peut voir combien payeroit à la même Douane une pièce pareille venant de Grenade , Valence ou autre ville d'Espagne.

57. Sa Majesté a pris diverses mesures pour que les marchandises ne payassent de droits qu'à l'entrée & à la sortie du Royaume , les étrangères à l'entrée & les Espagnoles à la sortie. L'Edit du Roi à ce sujet , du 31 Août 1717 , a eu lieu dans tout le Royaume , excepté dans l'Andalousie , qui avoit le plus besoin de la franchise ,

étant le passage naturel de toutes les marchandises qui vont aux Indes. Le 21 Septembre suivant fut ordonnée la suppression des Douanes placées entre la Galice & la Castille, entre la Castille & les Asturies : on les recula dans les ports d'Espagne. Dès le 31 Août les Douanes qui étoient entre la Castille, Valence, l'Arragon & la Catalogne, avoient été transférées dans les ports de mer, & sur les frontieres de France. Le Roi avoit déclaré en même tems que son intention étoit que les manufactures d'Espagne pussent traverser librement tout le Royaume : l'Andalousie seule fut privée de cet avantage, & elle est restée remplie de tant de Douanes, qu'outre celles des ports, & celles des Capitales de ses cinq Royaumes, il y en a encore deux intérieures à Xerez & à Lebrija, qui ne servent qu'à mettre droits sur droits, mais sur-tout à rendre plus difficile l'arrivée des marchandises au lieu de leur embarquement.

58. Quand l'Andalousie, sous la domination des Arabes, étoit partagée entre cinq Souverains différens,

il étoit naturel que les cinq Douanes existassent pour percevoir les droits sur les marchandises d'un Royaume , qui passoient dans l'autre ; aussi est-ce d'eux que nous tenons ces Douanes qu'ils ont nommées du mot Arabe *Almojarifazgo* ; mais de voir qu'après l'expulsion des Arabes & la réunion des Castilles & des cinq Royaumes d'Andalousie en un, on ait conservé des Douanes dans les Capitales , & à Xerez & Lébrija , qui ne sont ni Capitales ni Ports de mer ; de voir , dis-je , la rigueur avec laquelle on y traite comme étrangères les marchandises & denrées d'Espagne , tandis qu'on favorise l'introduction de celles de l'Etranger , c'est une chose bien étrange sans doute, & les autres Nations doivent rire de notre ignorance en même tems qu'elles en profitent. Verra-t'on ailleurs qu'en Espagne le malheureux fabricant payer pour ses étoffes deux droits de Douane en une même heure, l'un à la porte de terre qui regarde le lieu de la fabrique , l'autre à la porte de la mer sur laquelle elles sont embarquées ? C'est une barbarie dont on a

peine à croire l'Espagne coupable , après qu'on a lû dans le Traité du commerce de Hollande , page 124 sur ce qui se pratique dans les Douanes du Grand Seigneur , que les marchandises qui ont payé les droits à Smirne , sont exemptes de payer en entrant à Constantinople.

59. On ne doit pas trouver moins étranges les droits municipaux que les Villes perçoivent par concession du Roi , sans considérer si ces droits leur sont préjudiciables , à leurs fabriques , ou à celles qui sont voisines. En effet comme chaque Ville dans l'imposition du droit d'*Arbitrio* , ne songe qu'à l'asseoir de façon qu'elle en paye le moins qu'il est possible , & que la charge en tombe sur les autres Provinces , on perd de vûe le point principal , sans faire attention que si les manufactures & les matieres premières étoient franches de droits , alors non seulement l'Espagne viendrait à se passer des marchandises étrangères , mais encore que l'Etranger tireroit des siennes , vû leur bon marché. Mais tant que les choses subsisteront sur le pied

## 62 *Rétablissement des Manufactures*

qu'elles sont , il fera impossible de remédier au mal présent : ce fut pourtant en cette vûe que Sa Majesté supprima par sa Déclaration du 26 Octobre 1718 les droits municipaux des Villes du Royaume de Valence , leur accordant en dédommagement pour les intéressés , un réal & demi sur le sel. Ces droits consistoient en 5 pour cent sur tout ce qui se vendoit à la varre , autres 5 pour cent sur toutes les marchandises & fruits entrant à Valence par mer ou par terre , autres 5 pour cent sur différens fruits du Royaume à leur sortie par mer ou par terre. Or moyennant la suppression de tous ces droits , la liberté & les franchises dont jouissent les marchandises de ce Royaume , il possède maintenant plus de 2000 métiers , dont le nombre ira sans doute en augmentant ; & quoiqu'on y ait laissé subsister les droits sur ce qui sort pour l'Andalousie & pour les Indes , ce Royaume est en état de suffire à sa consommation & à celle de Madrid.

60. Le commerce souffre encore beaucoup des divers droits de péage

qui se levent en différens endroits de l'Espagne sur les matieres premières qui passent, & sur les étoffes qui en sortent; droits plus forts encore que ceux d'Alcavala & Cientos, & auxquels on peut appliquer tout ce que j'ai dit contre ces derniers. Cependant, tandis que par rapport aux Douanes, on devoit regarder toute l'Espagne comme une seule Nation, nous voyons que chaque village où il y a une Douane, est comme une Souveraineté indépendante, qui par le moyen de ses gabelles, péages, & octrois, empêche le commerce & la sortie des fruits & des matieres de sa voisine, sans que les sages précautions des Ordonnances de Sa Majesté, & notamment de celle du 31 Août 1717 aient apporté un remede suffisant à ce mal.



## C H A P I T R E V I I I.

*Moyens de remédier au deuxieme dommage que reçoivent nos Manufactures , des Douanes , Péages & Oôtrois des Villes.*

61. **L**Es Douanes font doublement tort à nos Manufactures. Premièrement, par les différens droits que payent les matieres & étoffes d'Espagne dans l'intérieur du Royaume , & à la sortie. Secondement , par la modération des droits qu'elles perçoivent sur les marchandises étrangères , qui en facilite la vente , & empêche d'autant le débit des nôtres qui sont plus chères.

62. Le moyen d'y remédier , c'est d'ordonner que l'Edit du 31 Août 1717 soit exécuté en Andaloufie ; qu'en conséquence les Douanes perçoivent les droits seulement sur l'entrée des marchandises étrangères & sur celles d'Espagne à leur sortie : précaution juste , conforme à la pratique  
des



des autres Nations , & qui produira dans le Royaume l'augmentation des hommes , du travail , de la culture des terres , du commerce & des revenus du Roi.

Maintenant les préposés aux Douanes occupés de la perception des droits de terre ne veillent point sur l'introduction des marchandises étrangères , dont les droits sont pour eux un petit objet en comparaison de l'autre ; en sorte que l'Etranger jouit de la plus grande faveur au préjudice de nos manufactures & des droits du Roi.

63. En second lieu , le fabriquant devenant exempt des droits , comme il convient , & l'Etranger commençant à payer ce qu'il doit , ce sera pour l'un une diminution de 6 pour cent , & pour l'autre une augmentation de 6 pour cent sur les marchandises ; ce qui faisant sur les nôtres un bon marché de 12 pour cent , augmentera leur consommation , & diminuera l'importation de celles de l'Etranger , ou du moins établira l'échange de nos étoffes contre les siennes ; d'où naîtront pour l'Etat toutes les sortes d'a-

## 66 *Rétablissement des Manufactures*

vantages qu'on peut imaginer.

64. Et pour m'expliquer plus positivement, je veux dire que quand tous les motifs qui prouvent la nécessité de la franchise des marchandises & denrées de notre crû allant par tout le Royaume, ne suffiroient pas pour la suppression générale des Douanes de terre; quand même il y auroit des raisons pour laisser les choses dans l'état qu'elles sont; si cette suppression devoit procurer à nos manufactures un état florissant & durable, il ne faudroit pas balancer à affranchir de tous droits dans l'intérieur les matieres premières, laines, lins, chanvre, soies, coton, poil de chameau & de chèvre, laines de vigogne & poil de castor, & les étoffes qui en sont faites: quant aux entrées & sorties, les droits seroient de 5 pour cent sur l'entrée des matieres premières de l'Etranger, de  $2\frac{1}{2}$  seulement, si elles étoient importées par un vaisseau Espagnol; & de  $2\frac{1}{2}$  pour cent sur les étoffes Espagnoles à la sortie du Royaume.

65. Il convient en même tems d'augmenter les droits d'entrée sur toutes

les marchandises & denrées de l'Etranger , autant que les traités de paix le permettront ; & quoiqu'il fût libre à l'Espagne de hausser ses droits , même au-delà de ce que peut l'exiger son intérêt présent , c'est-à-dire , jusqu'à 28 pour cent vis-à-vis de la Nation qui a mis pareils droits sur nos draps , il suffiroit pour le présent que toutes les Douanes des ports d'Espagne suivissent le tarif & la forme actuellement en usage à Séville , sans aucune diminution pour quelque prétexte que ce fût ; tenant la main à ce que la grace du tiers accordée par les Déclarations de 1661 & 1666 ne soit effectivement que d'un tiers , & non de deux , comme l'abus s'en est établi.

66. L'objet de cette augmentation de droits est bien moins le profit qui en reviendra sans doute aux finances du Roi , que l'avantage d'ôter aux Etrangers les moyens de faire la guerre à nos manufactures par le bon marché auquel ils fabriquent. En effet , les matieres sont exemptes chez eux des droits d'entrée , ou payent au plus deux pour cent ; outre cette faveur

## 68 Rétablissement des Manufactures

qu'ils tiennent de leurs Souverains, leurs marchandises jouissent dans les ports d'Espagne d'une entrée presque franche, ne payant que 2, 3, ou 5 pour cent au plus, ce qui n'équivaut pas à la moindre des charges imposées à nos fabriquans; puisque, comme je l'ai dit, la soie paye plus de 100 pour 100 avant d'être mise en œuvre.

67. En même tems qu'on propose la suppression de tous droits de Douane sur les étoffes, sur les matieres, & sur toutes denrées quelconques du crû d'Espagne, nécessaires & non nécessaires aux manufactures & à la vie; on est certain que l'augmentation des droits proposée sur ces mêmes especes venant de l'Etranger, produira le double de ce que produisent aujourd'hui les droits sur ces mêmes especes, tant de notre crû qu'étrangères.

68. Cette vérité peut se démontrer par le calcul des importations annuelles de l'Espagne; & pour cela je me fers de l'autorité de D. G. de Ustariz, qui dans le chapitre 79. de sa *Théorie & Pratique du Commerce*, avance que

l'Efpagne importe pour cinq millions de piaftres par an de marchandifes & denrées étrangères : & fi l'autorité de ce Miniftre laiffoit lieu à quelques doutes là-deffus , j'ajouterai qu'année commune il entre en Efpagne dix millions de piaftres des Indes ; la preuve qu'elles n'y reftent pas , c'eft que le mois d'après leur arrivée en Efpagne , il ne s'y trouve pas une piaftre de plus que le mois d'auparavant , puifqu'avant comme après on ne trouve pas à changer un quadruple (a) contre de l'argent : de forte que fi ces piaftres font entrées en Efpagne, ç'a été comme par fuppoſition , puifque les Etrangers nous les ont enlevées avec leurs marchandifes , & qu'il ne nous reſte que le plaifir de les avoir fait paſſer de nos mains dans les leurs.

69. Cela ſuppoſé vrai , il ne l'eſt pas moins , que l'Etranger tire par an d'Eſpagne pour cinq millions de lai-

---

(a) *Doblon de a ocho eſcudos de oro* ; valant 16 piaftres effectives , 4 piſtoles ou doublons effectifs , dit quadruple.

70 *Rétablissement des Manufactures*

nes, vins, raisins secs, huiles, soudes, & autres fruits. Pour ces cinq millions & les dix tirés de nos mines, ils nous donnent des marchandises de leur crû ; ainsi l'importation annuelle des denrées étrangères monte à quinze millions. Or si on avoit seulement mis sur ces especes 10 pour cent de droits d'entrée, cet article eût rapporté au Roi un revenu certain d'un million & demi de piastras ; il ne produit sûrement pas la moitié aujourd'hui, même en y comprenant les droits qui se perçoivent sur les exportations & dans les terres avec autant de rigueur que d'injustice.

70. On ne peut pas douter que les droits d'entrées ne produisent 10 pour cent, quand ils seront fixés sur le pied du tarif de Séville, les droits y étant sur plusieurs articles, quadruples de ceux de Cadix. Par exemple, à Cadix mille varres de toiles de Morlaix payent 200 réaux, & à Séville 984 réaux 2 maravedis ; une pièce de cramoisi large à Cadix paye 32 réaux, à Séville 290 ; une pièce de panne 40 réaux à Cadix, & à Séville 274 réaux 28 ma-

ravedis , & ainfi de quelques autres , fans que cette modération ait d'autre origine que la bonne compofition du Fermier ; car la grace du tiers accordée par le Roi a lieu à Séville comme à Cadix & dans les autres ports ; & cette grace d'un tiers fur les droits monte à plus de la moitié d'iceux , parce qu'on rabat d'abord le tiers fur le poids , & enfuite le tiers fur le montant des droits ; en forte qu'ils font bien au-deffous de ce qu'ils étoient en 1663 , avant que le Fermier fe fût rendu facile ; ils paffoient alors 35 pour cent.

71. C'eft une défaite que de dire que la fraude deviendra plus grande , fi les Douanes des ports fe conforment à celle de Séville : il n'y aura jamais de fraude que celle qu'on voudra fouffrir ; & dans les ports mêmes où les droits font modérés , la contrebande a lieu , parce qu'on ne veut pas l'arrêter ; & quelle plus grande fraude peut-il y avoir que de ne lever que 2 pour cent fur ce qui en doit 20 ? Suivant le même principe , pour éviter la fraude qu'occasionnent même ces 2 pour

72 *Rétablissement des Manufactures*

cent , il faudroit les ôter , laissant l'entrée tout-à-fait libre aux Etrangers. Peut-on donner son consentement à de pareilles idées , aussi ruineuses pour le Roi & pour ses sujets , que profitables à l'Etranger ?

72. Je ne pense pas même que les droits réglés sur le tarif de Séville aient besoin pour monter à 10 pour cent , de la suppression de la grace du tiers ; mais je veux rapporter son origine, & montrer en quoi elle n'est avantageuse qu'aux manufactures étrangères , & dommageable aux nôtres. Elle est fondée sur deux Cédules du Roi de 1661 & 1666 , qui ordonnent qu'on fera grace du tiers des droits d'entrées aux marchandises étrangères qui viendront par la haute mer ; la privation de cette grace sur nos marchandises est un tort sensible pour nos manufactures.

73. Outre l'avantage que fait cette grace aux manufactures de l'Etranger , on peut encore remarquer combien elle favorise son commerce maritime ; car pour en jouir , il faut que ces marchandises viennent , non par terre ,  
mais



mais par la haute mer : invitation pour l'Etranger d'exercer & augmenter sa marine.

74. Je ne veux pas paroître éviter l'objection qu'on pourra faire en disant que si les denrées étrangères viennent à rencherir à proportion de l'augmentation des droits d'entrée , toute cette augmentation fera à la charge des Espagnols qui les consomment ; à quoi je réponds qu'il est même nécessaire que les choses succèdent ainsi. En effet , si en même tems que la suppression des droits sur nos matieres fera baisser le prix de nos marchandises , l'Etranger de son côté n'est pas obligé de rencherir les siennes , il est impossible que les nôtres parviennent à obtenir chez nous quelque préférence sur celles de dehors : & si l'Etranger trouvant le moyen d'éluder de si justes mesures , ne rencherissoit pas ses marchandises , notre ressource seroit alors d'examiner s'il ne conviendrait pas de supprimer cette grace du tiers mentionnée au nombre 72.

## C H A P I T R E IX.

Troisième Obstacle pour nos Manufactures.

*La cherté des vivres & l'inégalité de leur prix en Espagne, causes du haut prix de nos étoffes.*

75. **L**E troisième obstacle que rencontrent nos manufactures, quant au prix le plus convenable à leur consommation, vient de l'inégalité du prix des choses nécessaires à la vie dans l'étendue de l'Espagne; & pour commencer par la première qui est le bled, il vaut quelquefois en Andalousie trente réaux la fanegue, tandis qu'il est à dix réaux en Castille, & réciproquement suivant la bonne ou mauvaise récolte des pays. Les denrées qui se mesurent au poids ou au volume, éprouvent la même différence: il arrive de-là qu'une Province en voit une autre dans l'extrême besoin de ce qu'elle a en abondance, sans

pouvoir la secourir, parce que les frais de transport font monter les denrées à un prix auquel celle-ci ne peut atteindre : aussi ces Provinces ont-elles recours à l'Etranger, ce qui fait sortir l'argent du Royaume ; tandis que le peuple d'une autre Province dans une extrémité opposée est misérable par l'abondance de ses fruits qui ne trouvent point d'acheteur, sans que cette abondance & leur bas prix puisse être d'aucun secours à ceux qui souffrent loin de lui.

76. Voilà la troisième cause de la cherté de nos étoffes ; le salaire des ouvriers suivant toujours le prix des vivres, l'Etranger qui met ses soins à les tenir à un prix modéré, a la main-d'œuvre à bien meilleur marché que nous : & quoique la stérilité de leurs pays les force de tirer de loin les choses nécessaires à la vie, cependant leur commerce maritime, la franchise des entrées, la facilité des chemins, les canaux & les rivières navigables qui traversent leurs Provinces, leur procurent l'un & l'autre avantage : par ce moyen le fabricant

76 *Rétablissement des Manufactures*

étranger peut payer les laines d'Espagne, leur transport par mer & par terre, & les droits de sortie ; & après les avoir mises en œuvre nous les rapporter, payer les droits de sortie de son Royaume, s'il y en a, autres droits d'entrée en Espagne & autres frais de transport, & cependant donner ses étoffes à plus bas prix que celles même du Royaume.

77. Trois choses contribuent à la cherté & à l'inégalité des vivres dans l'Espagne. La première, la mauvaise police dans les cabarets & auberges où les charretiers & les marchands qui voient leurs marchandises, éprouvent une cherté excessive & fort inégale dans les denrées qu'ils sont obligés d'y consommer, augmentée encore par la difficulté des chemins & le défaut de ponts sur les ruisseaux & sur les rivières.

78. La seconde, c'est le peu de soin qu'on a pris de rendre les rivières navigables, & de tirer des canaux à travers les terres pour faciliter la communication & transport des vivres, en épargnant les frais du trans-

port par terre , qui excèdent la valeur de la denrée.

79. La troisième, ce sont les droits multipliés sur les mêmes denrées & la mauvaise forme de leur perception , suivant laquelle les droits se prennent sur les frais de transport , & sur les droits déjà payés.

80. En sorte que les fruits qui sortent d'Espagne , quoiqu'ils aient payé de grands droits de sortie , se vendent souvent meilleur marché chez l'Etranger que chez nous. Je vais donc exposer le plus brièvement qu'il me sera possible les trois inconvéniens que je viens d'indiquer , & en même tems les moyens d'y remédier , les plus favorables à nos manufactures ; lesquelles ne peuvent se relever qu'en disputant de bon marché avec celles de l'Etranger.



## C H A P I T R E X.

Première cause de la cherté des vivres.

*La mauvaise police dans les hôtelleries , cabarets & auberges sur les routes , la difficulté des chemins , & le manque de ponts.*

81. **U**N des principales causes de la cherté des vivres en Espagne , c'est le desordre des cabarets & auberges sur les routes , où les voituriers & marchands forcés de s'arrêter payent un mauvais gîte qu'on donne à leurs bêtes , sans y trouver pour eux de quoi vivre : aussi , tant qu'ils ont la facilité de nourrir leurs mulets dans quelques pâturages sur la route , ils n'entrent point dans les auberges qu'ils ne soient arrivés au lieu de leur destination. Le mal vient de ce que les Seigneurs ou les Jurisdictions des lieux ont érigé en ferme le droit de tenir cabarets & auberges dans leur territoire ; en sorte qu'ils ne permet-

tent pas qu'il s'en établisse de nouvelles au-delà du nombre qu'ils ont fixé, & que s'appropriant l'avantage des franchises accordées en faveur des passagers, ils en prennent occasion de hausser le prix de leur ferme. Ces aubergistes ne trouvant à prendre cette augmentation de leurs loyers que sur les voituriers qui s'arrêtent chez eux, sont presque autorisés par-là à les voler, & les voituriers enfin ne peuvent s'en dédommager que sur le prix des denrées comestibles qu'ils transportent.

82. Ce n'est pas une chose nouvelle en Espagne, que de voir des particuliers tourner à leur profit ce qui avoit été consacré au bien public : c'est ce qui est arrivé au sujet de l'exemption du droit d'Alcavale, que la loi 20<sup>e</sup>, tit. 18, liv. 9 de la compilation, accorde en faveur des auberges. En effet la loi s'étant expliquée en termes précis, qu'elle les affranchissoit de ce droit, le seul qui existât alors, afin que les voituriers & marchands y pussent trouver & à bon compte toutes les provisions nécessaires pour la nour-

riture & hébergent d'eux & de leurs équipages , ( exceptant de cette franchise les auberges voisines des Villes pour éviter la fraude ) la loi , dis-je , a suffisamment déclaré aux aubergistes qu'elle entendoit que les passagers , & surtout ceux qui se rendoient aux ports , jouissent de l'avantage de cette franchise.

83. Ajoutons à ces abus , celui de charger les aubergistes des passages & logemens , ( *a* ) pour en exempter les autres maisons qui y sont sujettes , le mauvais état des chemins faute de l'entretien des ponts sur les rivières & ruisseaux , les détours que prennent les passagers pour éviter les mauvais pas , le retard qu'ils éprouvent en attendant l'abbaissement des eaux débordées en hiver ; d'où s'ensuit l'avarie & quelquefois la perte de la charge de leurs voitures , & nécessairement l'augmentation excessive des provi-

---

( *a* ) *Transitos y aloxamientos* , passages & logemens des Troupes , Officiers de Justice , & Commensaux de la maison du Roi.



sions comestibles causée par les frais & les risques du transport ; en sorte que quoiqu'une denrée soit dans une Province au plus bas prix par son abondance , tandis qu'une autre en manque tout-à-fait , les frais immenses du transport privent l'une des moyens de vendre , & l'autre du secours dont elle a besoin.

---

## CHAPITRE XI.

*Moyens de remédier au dommage que souffre le public de la mauvaise police des auberges , & du mauvais état des chemins.*

84. **Q**Uand le mal est aussi général que celui dont parle le chapitre précédent , il ne faut pas s'étonner de l'étendue du remède : il ne suffit pas d'appliquer ce remède , il faut prendre garde qu'il ne tourne en la propre substance de quelque particulier , au grand préjudice du public ; comme il est arrivé faute de vigilance , à l'occasion de la franchise des

## 82 *Rétablissement des Manufactures*

auberges accordée en 1491, 150 ans après l'établissement de l'Alcavale : franchise qui n'étant destinée ni pour l'aubergiste ni pour le propriétaire ou Seigneur de l'auberge, encore moins pour la Justice du lieu, mais pour l'avantage des passagers, a tourné à leur dommage, & au profit injuste des Seigneurs par les charges qu'ils en ont pris occasion de mettre sur les aubergistes, plus fortes que n'étoit le droit remis par la loi, & que les aubergistes ont rejeté sur les passagers.

85. Pour remédier à cet abus, il faudroit fixer les rentes ou loyers desdites auberges, cabarets, &c. sur un pied conforme à leur étendue, position & commodités, avec défenses aux Juges, Seigneurs & propriétaires desdites auberges, de leur imposer aucune charge, ladite franchise également accordée aux auberges des routes comme à celles des Villes sur toutes les provisions quelconques pour la consommation des Etrangers, Marchands, &c. avec défenses d'en vendre aux autres habitans des lieux, & amende en cas de contravention ; &

comme le droit de Millones est postérieur auxdites franchises , & qu'il n'y a ni raison ni nécessité de s'y soustraire , ordonner que les aubergistes se fourniront de viandes aux boucheries publiques du lieu où ils sont établis ; ou s'il n'y en a pas , qu'ils payeront les droits à tant par tête comme les autres habitans , & de même pour le vin , le vinaigre & l'huile. Que si l'auberge est en pleine campagne , les provisions viendront payer les droits au Bureau du lieu d'où elle ressort , où on délivrera un passavant servant de sûreté & de certificat de l'appréciation , au propriétaire des denrées.

86. Il seroit à propos de visiter les chemins pour y pouvoir établir les auberges à des distances convenables & dans quelques endroits assez près les unes des autres pour causer entre elles une sorte d'émulation ; obligeant en même tems les Villes à réparer les chemins dans leur district , ouvrir les carrieres où il en seroit besoin , & faire des ponts sur les rivières & ruisseaux pour affranchir de tous risques & incommodités les marchands qui sont

#### 84 *Rétablissement des Manufactures*

obligés de voyager en tout tems.

87. Ordonner que les aubergistes feront au mois d'Août leur provision d'orge & de paille pour toute l'année ; à quoi les Juges veilleront dans leur district, ainsi qu'à ce que les vendeurs de ces denrées ne puissent faire leurs emplettes qu'après la provision faite des aubergistes, à qui ils taxeront un prix pour toute l'année, sur le pied de 20 pour cent de profit pour eux ; la taxe affichée pour l'instruction des passagers.

88. Et pour l'exécution des réglemens susdits & autres à faire, nommer en chaque Province un Inspecteur des chemins & du commerce, assisté d'un Notaire Royal, aux honoraires desquels seroit pourvû par les Villes, Cités, &c. de chaque département, dans le Conseil desquelles il auroit séance à la droite du Corrégidor, pour ce qui regarderoit seulement les devoirs de ces Villes quant à la réparation des chemins & construction des ponts ; lesquels frais elles ne pourroient prendre ( faute de revenus municipaux ) sur les denrées nécessaires

à la vie ou aux manufactures ; ledit Inspecteur chargé uniquement de faire la visite de tous les chemins de sa Province , de régler les loyers des auberges , de marquer la place où en établir d'autres , les carrieres à ouvrir , les ponts à bâtir , &c. de quoi il feroit son rapport au Conseil Royal du commerce où ressortiroient les appellations sur les griefs prétendus de ses faits : remettant audit Inspecteur des chemins & du commerce , l'exécution de l'art. 43 de l'Instruction des Intendans , du 4 Juillet 1718 , pour l'encouragement des manufactures de draps , étoffes , papier , verreries , savon , toiles , culture des soies , arts , métiers & industrie , & des autres dispositions & sages mesures concertées à cette fin , lesquelles pour avoir été confiées à des Ministres chargés d'autres points importans n'ont point eu l'effet qu'on en attendoit.

89. Lequel Inspecteur auroit soin dans chaque lieu de son département où il se trouveroit , de s'enquérir des voituriers , &c. comment ils seroient traités dans lesdites auberges , si on ne

### 86 *Rétablissement des Manufactures*

les auroit point vexés, si on n'auroit point exigé d'eux quelque droit ou contribution ; & trouvant quelque abus sensible, en dresseroit un procès-verbal sommaire, prononçant la peine encourue, sans aucun risque pour le dénonciateur, & rendroit compte du tout au Conseil Royal du commerce ; & si le délit étoit commis dans la Province voisine, il remettrait copie certifiée du procès-verbal à l'Inspecteur qui en devroit connoître.

90. Chaque Inspecteur feroit dresser une carte de sa Province, contenant les rivières, leur source, leur grandeur, leur cours, le bien qu'elles font sur leur passage, quel changement avantageux on peut faire à leur cours ; celles que l'on pourroit rendre navigables, & avec quels frais ; le profit qui en résulteroit ; les canaux navigables ou d'arrosement qu'on pourroit tirer ; laquelle carte & description resteroit à la Secrétairerie de l'Intendance des chemins & commerce ; copie seroit cependant remise du tout au Conseil Royal du commerce dont

il exécuteroit les ordres , & lui don-  
neroit avis des inconvéniens qu'il trou-  
veroit avoir besoin de remedes aux-  
quels ne s'étendrait pas sa commis-  
sion , l'informant aussi du peu de suc-  
cès & de l'insuffisance des mesures  
qui auroient été prises pour remé-  
dier aux abus.

---

## C H A P I T R E X I I .

*Du peu d'avantage que l'Espagne tire de  
ses rivières , en ce qu'elles n'ont point  
de navigation établie , & ne sont pas  
même navigables.*

91. **L**A seconde cause de la cherté  
des vivres , & qui empêche  
qu'une Province fasse part à une au-  
tre de son abondance , c'est le peu de  
soin qu'on a pris de rendre naviga-  
bles les rivières qui en étoient suscep-  
tibles : avec le secours de l'art on pour-  
roit les faire servir à transporter au  
dedans & au dehors du Royaume ses  
matieres & ses fruits ; la distance des  
lieux ne feroit plus , qu'une recolte

abondante fût en pure terre pour l'Etat ; on défricheroit les terres , qui restent incultes faute de la consommation & du transport de leurs productions.

92. Le grand soin avec lequel les autres Nations ont étendu la navigation de leurs rivières , nous en apprend l'utilité. C'est des Chinois qu'elles tiennent cette politique , & nous en aurions dû profiter les premiers , nous que le commerce a mené les premiers chez eux. Cette Nation habile est parvenue à tenir à un même prix & en même abondance par toute l'étendue de son Empire ses fruits & ses matières dans les lieux même les plus éloignés de ceux qui les produisent , & cela par le moyen de ses rivières & des canaux navigables qui les portent où il en est besoin : toute l'Europe reconnoît assez la supériorité des profits des Chinois dans leur commerce , par les efforts qu'elle fait pour y atteindre , & par la prohibition de leurs étoffes dont elle ne peut imiter la beauté ni le bon marché. Lisez les mémoires sur le commerce des Hollandois ,



landois , pages 159 & 160. (a)

93. La France jouit des avantages de cette navigation dans son canal de Languedoc qui fait la communication de deux mers , & dans plusieurs autres qui font la richesse des habitans , le bon marché des denrées , & augmentent le nombre des hommes. Cette navigation d'ailleurs est une école de marine pour les enfans , & une retraite pour les vieux matelots à qui le grand âge ne permet pas une navigation plus pénible.

94. Ces idées ne font point si nouvelles en Espagne, qu'elles n'aient précédemment fixé l'attention de nos Monarques : on a des choses imprimées là-dessus. La Bibliothèque Orientale & Occidentale , pag. 1143 , parle d'un mémoire sur la navigation des rivières d'Espagne présenté au Roi par Jean-Baptiste Antoneli , conservé dans la Bibliothèque du Comte de Villumbrosa : sur la communication du

---

(a) Pag. 153 & suiv. de l'édition d'Amsterdam, 1718.

Guadalquivir & du Guadalete , il y a un discours de Fr. Peres Doliva imprimé avec ses Œuvres en 1586 : la Bibliothèque du Roi possède le rapport de diligences faites en 1624 & avis dressés à ce sujet ; autre avis de Leonardo Turiano sur ce projet.

95. Sans m'amuser à en citer d'autres , je rapporterai ici la Déclaration du Roi du 23 Décembre 1626. On jugera par l'idée qu'on s'étoit formée de l'importance de cet objet , & les soins qu'on y donna , quels reproches mérite notre négligence à profiter d'un avantage que la nature nous présentait.

96. *Le Roi* : Aux Juges & Conseil de la ville de Séville , sçavoir faisons qu'estimant que la navigation des principales rivières de mon Royaume est un des moyens les plus efficaces pour y rétablir le commerce & le repeupler , j'ai résolu de faire travailler à rendre le Guadalquivir navigable depuis Séville jusqu'à Cordoue ; à cet effet j'ai mandé des Ingénieurs Flamands pour examiner & applanir les obstacles de cette navigation , & pour

le présent j'ai donné à Don Gaspard Bonifaz mon Corrégidor de Cordoue la Surintendance de cette entreprise , avec pouvoirs tels & dans telle étendue que je l'ai déclaré dans une autre Cédule : & comme le bien public qui en résultera est notoire , & que Séville même s'en ressentira par l'extraction facile de ses denrées , & par le bon marché qu'elle éprouvera sur celles des Provinces circonvoisines , persuadé que vous me servirez en cette occasion comme vous avez toujours fait , je vous enjoins & vous ordonne d'aider ledit Gaspard Bonifaz de tout votre pouvoir en tout ce qui vous paroîtra utile à cet objet , & de prendre dès à présent des arrangemens pour lever , ou trouver les fonds de la portion dont vous devez contribuer à la dépense de cette navigation , afin que votre empressement & votre bon exemple passent aux Villes qui sont susceptibles de cet avantage ; & en ce faisant , vous ferez quelque chose de très-agréable pour mon service. Fait à Madrid le 23 Décembre 1626 , *Moi le Roi.* Par commande-

92 *Rétablissement des Manufactures*  
ment du Roi notre Sire. D. Fr. de  
Catalayud.

97. Après une Déclaration aussi pressante de la part d'un Roi si puissant, pourra-t'on se persuader que la navigation de Cordoue à Séville soit tout aussi impossible, qu'elle l'étoit alors en 1726 ? On ne voudra pas croire non plus que cette riviere ait été navigable du tems des Maures & depuis leur conquête de Séville, & que faute d'entretien nous ayons perdu un avantage que nous tenions de la nature, toujours occupés d'un intérêt particulier au préjudice du bien public, & si différens en cela de l'Etranger, qui à force d'industrie & de soins se procure les biens que la nature lui a refusés.

98. Des vingt-quatre lieues de riviere qu'il y a de Séville à Cordoue, il n'y a de navigables que les deux premières jusqu'à Afcala del Río, encore avec assez de peine ; au-dessous de Séville les bateaux descendoient autrefois jusqu'à Xérès, & maintenant ils n'en approchent que de très-

loin. (a) Mais le Guadalete étant très-près de Xérès, la communication du Guadalquivir & du Guadalete ci-dessus mentionnée ne feroit pas une entreprise difficile ; & pour qu'on ne puisse douter de l'existence de ces deux navigations au tems passé, je citerai un privilege du Roi Alphonse le Sage du 6 Décembre 1291, qui confirmant ceux que son pere avoit accordés à Séville le 15 Juin 1288, entr'autres nouvelles concessions qu'il fait à cette Ville, les exempté du quart de maravedis que payoient les barques allant & venant de Séville à Cordoue, & des droits que payoient les barques qui alloient à Xérès.

99. Il paroît clairement prouvé par-là que dans ce tems voisin de la conquête de Séville, il y avoit une na-

---

(a) Xérès de la Frontera étoit autrefois sur les bords de la branche orientale du Betis ou Guadalquivir, qui s'est bouchée & n'existe plus; l'autre branche est à quatre lieues de-là. La rivière du Guadalete passe à Xérès. Descript. de l'Espag. par Colmenar, tom. 3, p. 24, tom. 4, p. 272, 197.

vigation établie entre Séville & Cordoue, & de Séville à Xérès ; autrement sur quoi seroit tombé le privilege & la grace que Sa Majesté accordoit à cette Ville ? Et s'il se trouvoit encore après cela des incrédules sur un exemple aussi sensible de notre négligence , ils peuvent consulter le Pere Martin de Roa dans les antiquités de la Ville d'Ecija, située entre ces deux autres , ( *a* ) & à la page 151 ils trouveront la requête des bateliers de cette riviere , au Roi *Don Pedre le Justicier* , ( *b* ) & un Edit de 1398 pour lever les empêchemens que les moulins mettoient à leur navigation. Zuninga rend encore le même témoignage dans ses annales de Séville , pag. 523 , sur l'an 1561 , où il dit qu'il n'a pû trouver en quel tems cette navigation a été abandonnée.

100. La Ville de Séville intéressée au rétablissement d'une navigation aussi

---

( *a* ) Sur le Xenil qui se décharge à cinq ou six lieues de-là dans le Guadalquivir.

( *b* ) Nommé par d'autres Don Pedre le Cruel.

avantageuse , fit à ce sujet une représentation à Sa Majesté du 27 Septembre 1732. Elle réitéra ses instances les années suivantes sans pouvoir obtenir de résolution de Sa Majesté à cet égard : à la fin pensant que c'étoit sans doute quelque raison supérieure qui suspendoit la volonté du Roi sur un objet aussi utile pour ses finances , qu'intéressant pour ces deux Villes , elle cessa ses instances. Au reste la navigation du Guadalquivir n'est pas la seule nécessaire pour parvenir à établir l'égalité du prix des denrées comestibles dans l'étendue de l'Espagne ; il faut que ce projet comprenne toutes les rivières & canaux situés dans le plus intérieur des terres : sur quoi on ne manque pas , je crois , de mémoires anciens & modernes auxquels je renvoie , répétant seulement qu'un si grand bien ne peut être opéré que par le ministère d'un Inspecteur des chemins & du commerce , comme je l'ai proposé au chapitre XI. nomb. 88.



## C H A P I T R E   X I I I .

*Abus qui se commettent dans la perception des droits sur les denrées comestibles, cause de leur cherté.*

101. **L**A troisième cause de la cherté excessive des vivres, ce sont les droits exorbitans dont ils sont chargés, & les abus de leur perception. En effet ils se perçoivent de manière que l'on paye non seulement les droits sur les frais de transport des denrées, mais encore les droits des droits; en sorte que généralement ils montent plus haut que la valeur première de la denrée. Aussi les marchands ne songent qu'aux moyens de frauder les droits, tandis que les fermiers leur tendent des pièges, pour confisquer leurs marchandises, sans qu'il y ait un point fixe d'équité qui puisse les garantir de la rigueur ou de la surprise des fermiers. Il y a bien en quelques endroits un usage de ne prendre sur tout ce qui vient d'un  
autre



autre département séparé que l'*Alcavala del Viento*, (a) droit modéré qui ne passe gueres deux ou trois pour cent : mais comme ce n'est point une règle fixe, il est libre aux fermiers de charger les uns & de ménager les autres. De-là naît la rareté des denrées par la crainte où sont toujours ceux qui les vendent d'être ruinés par les fermiers. Or comme il n'y a que l'abondance & la concurrence des marchands de denrées qui tiennent les provisions à un prix modéré, les marchands venant à manquer, l'espece comestible diminue ou manque tout-à-fait, & ce desordre retombe nécessairement sur le prix.

102. En d'autres endroits, comme à Séville, les fruits de la Province sont traités à l'entrée comme étrangers, & payent le droit rigoureux de 14 pour cent, soit qu'on en trouve ensuite le débit ou non ; à quoi ajoutant le droit d'*Almojarifazgo*, & les autres y joints, cela monte à 25 pour

---

(a) Alcavale du Vent,

98 *Rétablissement des Manufactures*

cent ; & si la denrée est sujette au droit de Millones , elle paye communément plus de cent pour cent , y compris différens impôts & droits de Villes. Dans les Villes considérables dont la consommation attire les denrées de plus loin , les taxes d'Alcavala & Cientos montent encore plus haut. A l'égard de l'Alcavala , le fermier ne la fait pas seulement payer sur la valeur première , mais sur les frais de transport & autres , sur le montant de l'Alcavala même, Cientos, & autres droits payés à l'entrée , ( ce qui monte souvent beaucoup plus haut que la valeur première ; ) car il fait payer ces droits sur le prix de vente taxé aux marchands ; mais en fixant ce prix , on a eu égard à la valeur première de la denrée , aux frais de son transport , au gain que doit faire le marchand , & aux droits d'entrée de vente qu'elle auroit à payer : ainsi il est évident qu'en payant l'Alcavala sur le pied de cette taxe , c'est la prendre sur toutes les valeurs dont ce prix est composé.

103. Cette pratique est non seulement contraire à la raison , qui veut

que les 10 pour cent ne soient pris que sur la valeur de la chose vendue, mais encore à ce qui est d'usage pour la viande & autres denrées chargées de droits, sur lesquelles on ne prend l'Alcavala & Cientos qu'après les autres droits déduits. Enfin elle est contraire au Règlement de Sa Majesté du 20 Avril 1720, sur la façon de percevoir aux Indes les 2 pour cent d'Alcavala sur les marchandises apportées par les flottes, gallions & regîtres, lequel veut que ces droits soient pris sur le pied de la valeur en Espagne, & non sur le prix qu'elles se vendent aux Indes, chargées des frais du fret, des risques & du gain du marchand; autrement ce feroit prendre le droit non seulement sur la valeur de la chose; mais encore sur les charges qu'on lui a imposées.



## C H A P I T R E   X I V .

*Moyens pour remédier aux abus indiqués dans le précédent chapitre dans la perception des droits sur les denrées comestibles.*

104. **P**Our commencer par l'Alcavala & Cientos , il faudroit établir pour règle générale , que si la perception n'en étoit pas modérée sur le pied de l'*Alcavala del Viento* qui a lieu en quelques endroits , du moins ils ne seroient perçus désormais que sur le prix des denrées dans le lieu de leur crû & d'où on les tire : c'est-à-dire , après déduction faite des frais , des droits déjà payés & du gain du marchand , qui sont plutôt des charges sur la denrée , qu'ils ne font partie de son prix , conformément au Règlement ci-dessus du 20 Avril 1720 sur l'Alcavala des Indes.

105. Il faudroit en même tems supprimer les droits de porte , les droits municipaux & les Almojari-

fazgos qui se levent sur les denrées comestibles ; & si le revenu de quelqu'un de ces droits se trouvoit avoir une application nécessaire , le remplacer par un équivalent , mais qui ne fût point mis sur les vivres , ni sur les étoffes & matieres premières ; procurant la franchise la plus étendue au trafic & au commerce , contre la politique de quelques Villes , qui , pour rejeter sur les autres le poids des droits , chargent seulement les denrées qui ne font que passer chez elles.

106. Passons ensuite aux quatre especes de denrées sujettes au droit de Millones , qui payent en outre l'Alcavala , Cientos , droits de Villes , & quelques-unes même l'Almojarifazgo. C'est une vérité constante qu'en multipliant les droits on multiplie les commis à la perception & les occasions de vexer les contribuables ; ce qui diminue d'autant le produit des droits , parce que ce que l'on gagne en apparence sur la nouvelle taxe , on le perd au double sur l'ancienne ; comme il est aisé de s'en convaincre sur le vin , le vinaigre , l'huile & la viande , par la

médiocre consommation de ces espèces & par l'état des sommes restituées annuellement aux Ecclésiastiques sur les droits que leur consommation a payés. Il conviendrait donc pour l'intérêt du Roi & le soulagement des peuples que ces denrées fussent affranchies des droits de Ville & Almojarifazgo, & payassent seulement l'Alcavala, Cientos & Millones, auxquels on feroit contribuer le Clergé par permission & Bulles des Papes ; alors il n'y auroit plus lieu de soupçonner les Ecclésiastiques de prêter leur nom aux séculiers pour jouir de la restitution des droits ; les denrées seroient à meilleur marché ; les revenus du Roi en augmenteroient avec leur consommation ; les fabriques se ressentiroient de ce bien par la diminution du prix de la main-d'œuvre.

107. Pour prouver ce que j'avance, j'observerai qu'il est d'usage de remettre le tiers, & même à Séville la moitié des droits (a) en question sur

---

(a) Alcavala, &c.

le vin , le vinaigre & l'huile seulement : or quand il ne restera de droits que l'Alcavala & Cientos , & les Mil-lones auxquels le Clergé fera sujet , alors au moyen de la suppression de la grace du tiers , le produit de ces droits égalera au moins le produit actuel , réduit comme il est par cette remise. En effet, quand même les Mil-lones ne rendroient pas , le produit de l'Alcavale rempliroit le vuide & par delà ; le compte en est aisé à faire , ainsi que du profit qui en viendrait au Roi , par l'augmentation de consommation qui naîtroit de la modération des droits , les journaliers & les pauvres se privant actuellement de l'usage de ces especes au prix où les taxes les ont portées.

108. Deux objections se présentent ici naturellement. La première est que la juste distribution des droits ne produira aucune augmentation dans la consommation , puisqu'en même tems qu'on supprimera ceux auxquels le Clergé n'est point sujet , on percevra en entier ceux qui demeureront ; en sorte que les denrées restant autant ou

104 *Rétablissement des Manufactures*  
plus chargées qu'à présent , si c'est  
cette charge qui en arrête la consommation , il n'y aura pas de changement  
à cet égard.

La seconde est que la remise du  
tiers n'a lieu que sur trois especes  
comestibles, & non sur la viande : ainsi  
sur cet objet qui est le plus considé-  
rable pour le droit de Millones , il  
n'y aura pas le même équivalent que  
sur les trois autres especes , pour rem-  
placer la diminution des droits sup-  
primés.

109. La seconde objection me ser-  
vira pour répondre à la premiere. En  
effet les trois especes comestibles res-  
tant également chargées après la sup-  
pression proposée , comme avant , &  
leur consommation par cette raison  
demeurant la même , la consumma-  
tion augmentera excessivement sur la  
viande , qui seule jouira en entier de  
tout le bénéfice des droits supprimés ;  
ce qui fera d'un grand profit pour les  
finances du Roi , ainsi que la percep-  
tion en entier des droits sur les trois  
autres especes sans aucune restitution  
à faire au Clergé.



110. Après la solution de la première difficulté , il est aisé de répondre à la seconde : l'excessive cherté des especes sujettes au droit de Millones , a fait renoncer les artisans & le peuple à l'usage de ces denrées , mais particulièrement à celui de la viande qui est la plus chargée , pour consommer en place , des denrées qui sont franches : or en réduisant le droit de Millones sur la viande à trois maravedis au lieu de huit qu'elle paye aujourd'hui par livre de seize onces , la consommation en croîtra à tel point , que le produit de ce droit remplira & excèdera même le produit actuel des huit maravedis ; & l'augmentation de l'Alcavala & Cientos causée par la grande consommation fera en pur bénéfice pour le Roi.

111. On traitera peut-être cette vérité de paradoxe , que des droits modérés produiront plus que de forts droits ; on ne voudra pas croire non plus , que les artisans d'aujourd'hui se passent effectivement de manger de la viande , tandis qu'ils n'ont rien pour la remplacer ; car le gibier , quoique

franc du droit de Millones , ne peut être à l'usage que des gens aisés : mais cela ne me sera pas difficile à prouver par des exemples & par l'autorité de Don Geronimo de Ustariz , qui , au chap. 18 de sa Théorie & Pratique du commerce , avance que le Clergé séculier & régulier d'Espagne forme la trentième partie de ses habitans : proposition très-vraisemblable & que chacun peut vérifier dans les Villes où l'état des habitans est sujet à moins de mouvemens & de variations qu'à Madrid.

112. Cela supposé , examinons deux certificats de 1731 que j'ai eu occasion de me procurer en remplissant une commission dont m'avoit chargé la ville de Séville : l'un est de D. Jos. Rodriguez de Valenzuela Inspecteur de la ruerie de cette Ville , devant qui se présentent toutes les viandes des boucheries publiques , & qui fait les états des droits à restituer aux communautés & hôpitaux par les Etaliers-Bouchers , sur lesquels on leur en tient compte au Bureau de la recette des différens droits sur la viande appartenans au Roi & à la Ville.

113. Ce certificat du 8 Octobre 1731 porte que suivant ses livres, du 27 Octobre précédent au 8 Février 1731, on péfa à ladite tuerie 525506 livres de viande de toute sorte; sur quoi il y eut 151955 livres affranchies des droits pour la consommation des Couvens & Hôpitaux.

114. L'autre certificat du 21 Novembre 1731, est de D. Perez Saenz de la Calle, Notaire-Contrôleur des fabriques, & de la restitution dûe au Clergé séculier sur les droits de Millones & droits municipaux perçus sur les viandes aux boucheries publiques de Séville, par lequel il appert, que du 27 Octobre 1730 au 8 Février 1731, on avoit restitué au Clergé séculier les droits de 108307 livres 21 onces (a) de viande qu'il avoit consommées pendant cet intervalle, lesquelles jointes aux 151955 mentionnées au précédent certificat pour les mêmes tems font 260262 livres 21

---

(a) La livre de viande à Séville est de 32 onces.

onces ; en sorte que les laïques n'ayant consommé dans le même tems que 265243 livres 11 onces de viande , la consommation du Clergé séculier & régulier fut égale à celle de tous les autres états , à 4980 livres près , différence que nous pouvons négliger sur un objet aussi considérable ; d'où il faut conclure que des 29 trentièmes parties que forment les laïques , il n'y en a qu'une seule qui mange de la viande , & que les 28 autres s'en privent à cause de sa cherté : & si l'on objecte qu'il n'en seroit pas ainsi du compte d'une année entière , je prouverai par de pareils certificats , qu'en ce cas même la différence seroit très-petite , entr'autres sur l'année comprise entre le carnaval 1730 & celui de 1731 , pendant laquelle on pésa dans les boucheries de Séville 1792279 livres de viande , sur quoi 811091 furent affranchies pour le Clergé ; & il ne resta pour la consommation des séculiers que 981188 liv. ce que chacun peut vérifier sur lesdits certificats & sur les régîtres publics desdits Bureaux d'où ils sont tirés.

115. Mais ce qui prouve encore mieux ce que j'avance, c'est ce qui est arrivé à Valence, où la livre de viande de 36 onces paya jusqu'à la fin de Mai 1718 un impôt de 22 *dineros* appliqué à différens emplois & au paiement de quelques cens dont la Ville étoit chargée. Cet impôt ayant été supprimé par un ordre de Sa Majesté expédié à D. Louis de Mergelina Intendant de ce Royaume par D. Michel Fernandez Duran le 12 Juin 1718, il se trouva en 1722 que les Issues seules des animaux tués dans les boucheries, produisirent à la Ville à qui elles appartenoient 4296 liv. 12 s. 11 den. de plus que ne lui avoient valu ensemble l'impôt & les mêmes Issues dans une des cinq années qui précéderent la suppression dudit impôt; d'où l'on peut estimer combien s'étoit accrue en cette Ville la consommation de la viande; ainsi qu'on peut le voir par le certificat cotté 27, attaché au manifeste présenté au Conseil par D. Louis de Mergelina, pour se justifier des insinuations calomnieuses & plaintes que le Chapitre ecclésiastique de

cette Ville porta devant Sa Majesté contre l'exacritude du procédé de ce Ministre , & notamment sur ce qu'en supprimant ledit impôt sans y être autorisé , il avoit supprimé les fonds destinés au payement des cens.

116. Je tire encore une autre preuve de ce certificat & de deux autres qui furent joints audit manifeste sous les cottes 25 & 26. Par un arrêté de compte qui étoit à la suite , il paroît que les cinq années qui précéderent la suppression dudit droit en 1718 produisirent 249907 liv. 18 s. 4 den. sur quoi il fut restitué au Clergé 132644 liv. 18 s. ce qui fait plus de la moitié dudit produit & du total de la consommation de la viande : ainsi ces deux exemples, quoique de deux Villes éloignées l'une de l'autre , s'accordent pour témoigner , que des 29 parties de laïques qu'elles contiennent , il n'y en a qu'une seule qui consomme de la viande , avec cette différence qu'à Valence l'abolition de l'impôt de la Ville fit augmenter considérablement la consommation de la viande , comme le prouva en 1722 le pro-

duit des Issues dans les boucheries. Personne sans doute ne s'avisera de soupçonner de fausseté la déposition que des Prélats, des Ecclésiastiques réguliers & séculiers ont faite avec serment sur ce qu'ils ont consommé : ainsi on est obligé d'avouer que le manque de consommation des laïques ne vient que de leur indigence, & qu'un droit modéré, imposé dans la forme proposée, produira plus au Roi que les taxes excessives dont la viande est chargée. Il n'est que trop évident que c'est à la pauvreté des habitans, & non à la fraude, qu'il faut s'en prendre du peu de produit des droits : cependant on en accuse uniquement la fraude sans parler de la pauvreté ; parce que les exemples de la fraude, si rares qu'ils soient, font beaucoup de bruit ; au lieu que le malheureux qui, faute de moyens, se passe de viande, cache sa misère & sa honte dans le silence.

117. Dans une assemblée extraordinaire du Conseil de Séville tenue le 29 Novembre 1731, il fut mis en délibération s'il ne feroit pas à propos

de *retirer* (a) la ferme des Rentes provinciales, (b) pour être en état d'accorder quelque soulagement au peuple, en baissant les impositions, entr'autres celles sur lesquelles on restitue au Clergé, dans l'espérance de retrouver avec usure sur l'augmentation de consommation, ce qu'on perdroit par la diminution des droits : voici en abrégé quel fut mon avis, qui passa pour la plus grande partie.

118. Qu'on *retirât* la ferme des Rentes provinciales, pour pouvoir réduire les cinq *quartos* de droits par livre de viande de 32 onces, (c) à six maravedis seulement de Millones sans restitution au Clergé, & quatre maravedis de Ville; lesquels quatre maravedis étant employés, sçavoir, deux à l'entretien du pavé des ponts & des chemins, & les deux autres à payer

(a) *Tantear*, faculté ou droit de prendre le marché fait par un autre.

(b) Impositions qui ont lieu dans les Provinces de la Couronne de Castille, réunies en une ferme pour chaque Province.

(c) Pour Millones & droits de Ville, avec restitution au Clergé sur iceux.

l'Alcavale



l'Alcavale du bled, le Clergé n'auroit aucune restitution à prétendre sur ces deux objets, dont l'avantage lui est commun avec le séculier.

119. Que pour percevoir les droits d'Alcavale & Cientos sur la vente de la viande en entier, sans cependant faire tort aux privileges du Clergé & autres, on établit un Entrepreneur fournissant, moyennant quoi il y auroit deux ventes; l'une faite à l'Entrepreneur, l'autre que l'Entrepreneur feroit au peuple. Sur la premiere, le privilegié jouiroit de son exemption, & les droits de la seconde se percevroient en entier: par cet arrangement la viande étant à un prix proportionné aux moyens des pauvres artisans & journaliers, la consommation augmentée d'un tiers feroit monter le produit des droits modérés au-delà de ce que produisoient à la Ville les droits actuels plus forts.

120. Pour preuve j'apporte plusieurs certificats qui font foi que 1692260 livres de viande vendue dans l'année finissante au carnaval 1730, produisirent seulement 41257657 maravedis.

114 *Rétablissement des Manufactures*  
 de tous droits d'Alcavala , Cientos ,  
 Millones & Octrois ; ce qui joint à  
 5913176 maravedis produit des Is-  
 sues dans les boucheries pour l'année  
 précédente , forme une somme de  
 47170833 maravedis , comme on peut  
 le vérifier sur les pieces mêmes.

121. Que l'on fasse le compte sur  
 la même quantité de livres augmen-  
 tée d'un tiers , évaluée au prix de  
 l'année en question , c'est-à-dire , à  
 un réal & demi par livre , on verra le  
 profit qui en reviendra au Roi dans  
 le calcul suivant.

Sur 2389705 livres de viande ven-  
 dues à un réal & demi , l'Alcavala &  
 Cientos produiront 17062489 mar.

Les 10 maravedis  
 de droits de Millones  
 & de Ville 23897050

Les Etaux & Re-  
 vendeurs des Issues  
 avec l'augmentation  
 du tiers 7874234  $\frac{1}{2}$ .

Total du produit , 48833776  $\frac{1}{2}$ .

Ainsi les droits modérés produiront  
 de plus que les forts droits 1662943  $\frac{1}{2}$

maravedis, encore que l'augmentation de consommation supposée d'un tiers soit bien médiocre, étant prise sur une trentième partie seulement de la consommation possible. Si quelques-uns opposent, que l'expérience dément très-souvent les calculs de la théorie, que répondront-ils à l'exemple de Valence, qui aussitôt après la suppression de son impôt municipal, éprouva dans ses revenus & dans sa consommation une augmentation immense ; ce qui eût réussi de même à Séville, si on y eût pris le même parti ? Je les défie d'apporter quelque exemple contraire, tandis que j'en citerois encore beaucoup d'autres au soutien de ce que j'avance, si je ne craignois d'être trop long. Mais les deux exemples tirés de l'expérience & du calcul fait à Séville suffisent & peuvent être appliqués aux Villes les plus peuplées, où les impôts & droits municipaux ont lieu, fût-ce à Madrid même. On voit en cette Ville que pour avoir mis plus de 12 réaux sur l'arobe de vin, les marchands, par une mauvaise foi infâme, le vendent mêlé d'un tiers d'eau.

Après avoir traité des especes sujettes au droit de Millones, je dois parler de l'eau-de-vie, soit parce qu'on la tire du vin, qui est une de ces especes, soit parce qu'elle est indirectement sujette au droit de Millones.

---

## C H A P I T R E X V.

*Inconvéniens qui naissent de la vente exclusive de l'eau-de-vie, & du droit de Huitième dont elle est chargée.*

122. **S**I je parle ici de l'eau-de-vie, ce n'est pas que j'estime que cette liqueur soit d'une grande nécessité en Espagne, si ce n'est dans les apothicaireries pour l'usage de la médecine, & non pour en abuser comme on fait; mais elle mérite mon attention, comme un des principaux articles de notre commerce de terre, capable de contrebalancer ou du moins de diminuer la sortie de nos matieres d'or & d'argent; propre à encourager par son exportation le commerce de terre, la culture & la plantation des

vignes dans l'intérieur du Royaume , même à faire valoir celles dont le vin est fans aucune qualité ; commode pour réduire à un moindre volume , de cinq à un , les vins dont la médiocrité ou l'éloignement des ports empêche le débit. Tous ces avantages & autres qu'on pouvoit se promettre de ce commerce en le rendant libre , l'Espagne les a perdus en établissant la vente exclusive de l'eau-de-vie , & en la chargeant du droit de Huitième , ce qui ruine les propriétaires & les colons des vignes , & diminue les revenus du Roi , pour enrichir seulement le Fermier qui ne paye pas la moitié de ce que produiroient l'Alcavala & Cientos sur les eaux-de-vie du Royaume , si la vente exclusive & le Huitième étoient abolis ; car l'eau-de-vie que le Fermier achete le plus cher , ne lui coûte pas 20 réaux , & il la vend 60 , fans compter qu'elle est mêlée d'eau de fontaine qu'il vend au même prix.

123. Au moyen de la vente exclusive les eaux-de-vie & ses composés sont francs de l'Alcavale & Cientos :

### 118 *Rétablissement des Manufactures*

en la supprimant le Roi pourroit percevoir ces droits, non seulement dans les lieux de son domaine, mais même dans les terres de ses vassaux, n'étant pas juste que les Seigneurs par l'augmentation de leurs Alcavales, frustra-  
sent le Royaume & les domaines du Roi du bénéfice de ladite suppression. Or le produit de ces droits joint au rétablissement des trois & six réaux d'entrée qui se payoient à Madrid & ailleurs, & aux droits sur l'eau-de-vie qui sortiroit du Royaume, excéderoit ce que rapportent maintenant la vente exclusive & le Huitieme.

124. Pour s'assurer de la vérité de ce que j'avance, qu'on fasse l'état des vins destinés pour eau-de-vie, qui se trouveront actuellement dans les dépôts de la ferme, & dans les fabriques qui s'y fournissent; qu'on tire les 14 pour cent de leur prix actuel, on aura une somme plus forte que le prix que le Fermier en paye, quoique cet état ne contienne peut-être pas la provision de la moitié d'une année. On ne manquera pas de preuves pour mettre en évidence que

cette réforme qui semble d'abord n'intéresser que les vigneron, fera par cette raison même d'un très-riche produit pour les finances du Roi, en ce que cette profession très-nombreuse contribue beaucoup pour sa part, en même tems qu'elle se charge de la quatrième partie du travail que demande la culture des terres.

A ce sujet lisez le chapitre 53 de D. Geronimo de Ustariz qui écrivoit du tems que les eaux-de-vie étoient libres; quoiqu'il connût bien que l'excès de la consommation des eaux-de-vie en Espagne venoit de ce qu'elles étoient moins chargées de droits que le vin, & exemptes de l'Alcavala, il s'oppose beaucoup, chap. 24, au projet de rétablir la vente exclusive, & consent seulement qu'on augmente les droits. Au reste, comme l'eau-de-vie n'est point sujette aux droits de Millones, on pourra la charger de l'Alcavale & Cientos, & même des droits municipaux qu'on ôtera sur les vins, ce qui les fera diminuer de prix, tandis que l'eau-de-vie augmentera. De cette sorte ces deux espèces tiendront

la proportion la plus propre à garantir l'une du défaut, l'autre de l'excès de consommation.

---

## CHAPITRE XVI.

*Qui traite de plusieurs arts & métiers , dont les ouvrages peuvent sortir du Royaume , & des moyens de les rétablir sans préjudice pour les revenus actuels du Roi.*

125. **L**A plupart de nos métiers sont dépeuplés d'ouvriers par l'excès des droits qui ne leur laisse les moyens de fabriquer, ni pour l'Espagne, ni pour l'Etranger. Si quelqu'un d'eux plus heureux y fait quelque fortune, il quitte bientôt le métier pour la mettre à couvert de l'avidité du Fermier, qui ne cherche qu'à envahir les biens des contribuables, & qui taxe chacun, non pas à proportion du travail qu'il fait, mais suivant le travail qu'il juge qu'il peut faire. C'est cette désertion des ouvriers qui fait que l'Espagne ne fabrique pas même de quoi suffire.



suffire à sa consommation, & qu'elle en tire la plus grande partie de l'Etranger. Le moyen de remédier à cet inconvénient sans faire tort aux finances du Roi, seroit d'imposer sur chaque communauté ce qu'on lève actuellement sur les particuliers dans la forme indiquée au nombre 52 au sujet des manufactures de savon dur, de verres & cristaux; l'espérance d'être désormais à l'abri des persécutions du Fermier ne tarderoit pas de rappeler les ouvriers au travail.

126. De ce nombre sont les fabricans de papier, de chapeaux, de boucles & boutons de métal, d'aiguilles, d'épingles, de peignes, de poterie & porcelaine, les ferruriers, forgerons, ouvriers en laiton, en acier, & autres semblables, même ceux qui vendent quelques ouvrages desdits métiers fabriqués dans l'étranger. Il faudroit avoir un état juste du nombre desdits ouvriers dans chaque Royaume ou département, & des sommes qu'ils payent au Roi en Alcavale & Cientos, pour en charger chaque corps de métier particulier qui seroit

## 122 *Rétablissement des Manufactures*

la répartition, & percevroit alors pour son compte les 14 pour cent sur ce qui entreroit de dehors. Cette liberté seule encourageroit les fabriquans à faire plus d'ouvrage, & à en procurer la sortie, certains qu'ils seroient de ne payer ni plus ni moins, soit qu'ils travaillassent peu, soit qu'ils travaillassent beaucoup.

127. Tels sont les moyens qu'il faut employer pour relever les manufactures, augmenter le nombre des hommes, les finances du Roi, le commerce & le trafic de terre, avant de songer à rétablir le trafic & le commerce de mer. Si ces moyens semblent d'abord ruineux pour les revenus du Roi, l'expérience montrera le contraire : enfin la politique des Etrangers à cet égard, ou la nôtre, est fautive. Pour se décider, il ne faut que voir l'opulence qui accompagne les franchises dont jouissent leurs manufactures, tandis que notre rigueur dans la perception des droits n'a produit que notre misère & la ruine des finances du Roi.

128. En effet quelle peut avoir été

la politique de l'Angleterre en défendant sous les plus grandes peines la sortie de leurs laines non travaillées ? Que d'argent ils auroient pû tirer de la vente de ces laines , des droits sur leur sortie , & sur l'entrée de la plupart de celles qu'ils tirent d'Espagne & d'Allemagne , & enfin des droits sur la sortie de leurs étoffes , s'ils ne l'avoient pas affranchie ! Quelles sommes n'a pas perdu la Hollande , en affranchissant l'entrée des laines d'Espagne & d'Allemagne , dans la vûe seule de fabriquer ses étoffes à aussi bon marché que celles des pays d'où ils tiroient leurs laines !

129. Quelle pouvoit être l'idée de Louis XIV. lorsqu'en 1664 il prit sur ses revenus un million de livres tournois pour donner des pensions & gratifications aux fabriquans de son Royaume , comme le rapporte D. Geronimo de Ustariz , chap. 25 de son *Traité* ? Pourquoi favoriser l'importation des laines étrangères au préjudice de l'exportation des laines de France , en chargeant les premières seulement de 5 réaux d'entrée par quintal , & celles-

ci de 10 réaux de sortie par quintal ? Sans doute que ces Souverains n'avoient pas près d'eux un Arithméticien Espagnol pour leur démontrer par ses calculs tout ce qu'ils perdoient sur l'entrée des matieres premières & sur la sortie des étoffes, ainsi que sur l'entrée de différens articles étrangers, objets de leur prohibition.

130. Le résultat de tout ce que j'ai dit jusques-ici est la nécessité d'affranchir de l'Alcavale & Cientos six matieres premières & les étoffes qui en sont composées, vendues en pièces entieres. Quant aux autres objets de commerce & denrées, les traitemens inégaux qu'ils éprouvent dans les douanes sont compensés, & même sont favorables dans quelques-unes. Nous voyons que les drogues simples & composées qui se vendent chez les Apoticaire, ne payent ni Alcavale ni autres droits, parce qu'elles sont appliquées à la santé des membres de l'Etat ; mais les six matieres proposées, lin, chanvre, laine, soie, coton, poil de chameau & de chèvre, sont appliquées à la santé politique du

corps monarchi que ; le bien public ne leur mérite-t'il d onc pas plus de faveur qu'à celles qui n'i ntéressent que le bien des particuliers ? Chacun voit la maladie dont l'Etat est affligé : rien ne l'en peut tirer que le rétablissement de ses manufactures ; & pour nous en convaincre , si nous en pouvions douter , il ne faut que jetter les yeux sur la mauvaise réussite des moyens qu'on a employés jusques-ici à diverses reprises , & considérer en même tems le bonheur qu'a procuré aux Nations étrangères le succès de leurs manufactures , la liberté , les privileges , les soins & la singuliere protection que leurs Souverains leur ont accordés , comme à la ressource la plus certaine de leurs finances. Je n'en veux pour exemple que le droit de 28 pour cent d'entrée dont l'Etranger charge nos draps , tandis que les leurs ne payent ici que 5 pour cent.

131. On pourroit seulement douter si le remède proposé suffiroit au mal. Pour moi , je ne fais aucun doute que le Royaume & les finances n'en ressentissent bientôt l'avantage : mais en

## 126 *Rétablissement des Manufactures*

supposant que l'effet n'en pût être d'abord si étendu, ne pourroit-on pas faire le calcul du produit des objets dont on propose la franchise, pour le répartir sur d'autres qui n'intéressassent point nos manufactures ? Combien ne seroit-il pas plus aisé de trouver un équivalent pour une si petite portion que pour la totalité ? Entreprise immense par les difficultés qu'entraîneroit nécessairement un changement général dans les finances, ainsi que plusieurs écrits nous l'ont démontré.

132. Dans le cas où on établiroit les franchises en question, il seroit indispensable de mettre en régie les *revenus généraux & provinciaux*, soit parce que leurs différentes branches se soutiennent les unes les autres, soit pour en conserver au Roi tout l'avantage, en coupant court aux injustes prétentions des Fermiers en dédommagement des droits supprimés, soit parce que le produit des douanes rétabli sur le pied du tarif de Séville ne manqueroit pas de doubler, & enfin parce que les tabacs étant actuelle-

ment en régie par tout le Royaume , les mêmes employés & commis pourroient faire l'une & l'autre ; si ce n'est cependant dans les Villes principales , où il feroit bon d'avoir des Receveurs séparés pour le bien de la perception & des comptes , ayant attention de retrancher les traités qui ne rendroient pas , & d'employer à l'administration des finances les sujets reconnus pour les plus capables.

133. Tous les moyens que j'ai indiqués jusques-ici, conviennent , comme on le voit , aux Provinces de la Couronne de Castille , où les revenus du Roi sont en ferme générale ; & quoique les Provinces du Royaume d'Arragon soient aujourd'hui dans le même cas , ( *a* ) c'est par un équivalent

---

( *a* ) Le Royaume d'Arragon comprend les Provinces de Catalogne , d'Arragon , de Valence & Majorque. L'Arragon ayant été privé de ses loix en 1705 , & réduit à celles de Castille, fut aussi assujetti aux mêmes impositions ; mais comme la répartition s'en fait différemment , ce que ce Royaume paye , l'Auteur l'appelle *l'équivalent* de la contribution des autres Provinces d'Espagne , *equivalente de las rentas provinciales*.

dont elles ne souffrent point tant de dommage que de celles de Castille , & elles n'ont point autant besoin des mêmes remèdes , puisque Valence a plus de deux mille ouvriers , & que le nombre en augmente tous les jours ; mais il est à propos d'en dire la raison : c'est ce que je ferai dans le chapitre suivant , où l'on verra les grands soulagemens qu'a reçus cette Province dans le Regne présent , & auxquels elle doit l'augmentation de ses manufactures.

---

## C H A P I T R E   X V I I .

*Des avantages dont les manufactures de Valence ont joui sous le présent Regne.*

134. **I**L y avoit autrefois entre la Castille & Valence des ports secs , où l'on prenoit 16 pour cent de douane & autres droits sur toutes les denrées à l'entrée & à la sortie du Royaume de Valence. Sa Majesté ayant supprimé ces droits , le pain & la viande y sont devenus abondans & à bon



marché, & l'exportation franche de ses ris, fruits & étoffes pour la Castille & l'Andalousie a augmenté le nombre de ses métiers.

135. En 1707 Sa Majesté abolit le droit d'Excise qui étoit de 9 sols par *Cahiz* de bled, ainsi qu'un autre droit appelle *Amacijo*, si exorbitant & si rigoureux, que pour chaque contravention, (ne fût-ce que sur un petit pain, même béni,) l'amende étoit de 50 piastras. Le droit étoit de 15 sols par tête, même d'enfans à la mamelle, & s'étendoit sur la ville, ses fauxbourgs & ses environs.

136. Par un Edit déjà cité du 12 Juin 1718, furent supprimés les 22 deniers d'Excise par livre de viande de 36 onces, & 4 deniers par livre de neige. Un autre Edit de 1718 abolit trois droits montans à 15 pour cent sur les marchandises & fruits, qu'on appelloit *General del Corte*, *General del mercaderias*, *Tarifa y doble Tarifa*. Tous ces droits qui tomboient sur les fabriques & les fabriquans, empêchoient que le nombre des métiers s'accrût. Les soies abondantes dans ce

### 130 *Rétablissement des Manufactures*

Royaume n'en pouvoient fortir , & ne produisoient rien aux colons ni en matieres ni en étoffes. Enfin au droit de 15 pour cent , *de General des mercaderias* , on substitua un réal & demi par boisseau de sel , & cependant les manufactures n'en ressentirent point le poids , parce que chacun contribuoit au droit nouveau , au lieu que l'ancien portoit singulierement sur les especes appartenantes au commerce.

137. Il faut dire la même chose du droit de 5 pour cent de douane sur les marchandises entrant & sortant par les ports de mer , & même ce droit est plutôt favorable aux manufactures de Valence qu'il ne leur est nuisible. En effet celles-ci trouvant la consommation de leurs ouvrages dans ce Royaume & à Madrid , n'ont pas besoin de la chercher dans l'Etranger ; elles ne pourroient même pas les lui donner à un assez bas prix : le droit tombe donc uniquement sur les marchandises de l'Etranger , avec lesquelles il vient nous enlever nos soies au préjudice de nos manufactures & de l'emploi de nos ouvriers. Ainsi , quand ce droit mon-

teroit à 30 pour cent, il n'en seroit que plus avantageux pour nos manufactures, sur-tout si son produit étoit employé en partie au payement des cens dont la Ville est chargée.

138. Ajoutons que *l'Equivalent* (a) établi dans cette Province n'est pas, comme l'Alcavala, une charge immédiate & ruineuse, sur les manufactures. En effet, quand le fabriquant & l'ouvrier y sont taxés, l'un à proportion de ses fonds, l'autre à proportion de ce qu'il gagne par ses journées, ce n'est point pour raison de la manufacture qu'ils contribuent; ils payeroient l'un & l'autre en même proportion, quand ils prendroient une profession absolument différente. Il n'en est pas de même en Castille, où le droit d'Alcavala tombe précisément sur la classe des fabriquans & ouvriers, ce qui fait que les uns & les autres abandonnent le travail, & placent plutôt leur argent en terres ou en rentes.

Enfin, à Valence la viande a baissé

---

(a) Voyez la note sur le nombre 135.

de prix , même depuis qu'elle a été chargée d'un droit d'Alcavale de 6 pour cent , dont le produit a été employé en diminution de la contribution des particuliers : aussi les manufactures de ce Royaume sont-elles dans un état florissant & de la plus grande espérance.

---

## CHAPITRE XVIII.

*Des Manufactures de Catalogne, & du grand dommage qu'elles souffrent de l'ancien droit de Bolla & de la forme de sa perception.*

139. **L**E Royaume de Valence qui ne contenoit pas 800 métiers , en vit augmenter le nombre dès l'an 1718. En 1725 il passoit 2000. Il en a aujourd'hui davantage , & sans doute que l'augmentation n'en restera pas là. On ne peut douter que les Catalans n'eussent aussi augmenté leurs manufactures , si leur travail & leur industrie n'avoient rencontré deux obstacles considérables ; je veux parler de

deux tributs anciens , l'un nommé *Bolla* , droit barbare & aussi ruineux que nos *Alcavales* , qui ne permet pas qu'il y ait des métiers dans les lieux où il n'y a pas de Bureau pour la perception; droit incommode , en ce qu'il faut , avant de commencer chaque pièce , y faire mettre le plomb de la *Bolla* ; autre plomb , quand elle est finie ; qu'il faut avertir le Receveur , lorsqu'on veut vendre la pièce ou la transporter d'un lieu à un autre ; en quel cas il faut encore un plomb & un acquit à caution. Enfin , si la pièce se vend en détail , il faut que le morceau vendu soit cacheté & le bout de la pièce plombé : ajoutez à cela que le droit qui est de 15 pour cent suivant le tarif , est perçu sur le pied de 20 pour cent par la fantaisie du Fermier. Ce droit , auquel sont sujets les Ecclésiastiques & les Séculars , ne produit pas par an plus de 50000 piastras , & la perte qu'il cause monte à plus de 500000 ; parce que , quoi-que ce soit l'acheteur qui le paye , c'est toujours le fabriquant qui en supporte le poids.

140. L'autre droit qu'ils nomment *Palmo de Ramos*, quoique médiocre, est d'un grand préjudice, parce qu'il n'y a point de charge qui soit légère, quand elle tombe sur les fabriques & les fabriquans. Le droit est de six deniers par canne de drap, de quatre sur les Bayettes, de trois sur les étoffes plus étroites, & se paye par chaque pièce qui sort du métier. Il seroit aisé d'exempter nos étoffes de ce droit, en le prenant double sur les étrangères.

141. Comme le droit de Bolla se prend sur les Ecclésiastiques comme sur les Séculars, on pourroit sans inconvénient le transporter sur le sel ou sur quelque autre provision, fût-ce même sur la viande; le sel cependant convient mieux, comme étant d'un usage plus général & plus indispensable. Par ce moyen, & sans diminuer les revenus actuels du Roi, les manufactures de Catalogne prendroient vigueur en peu d'années: observant toutefois de leur faire, ainsi qu'à celles de Valence, quelque grace sur les droits de sortie pour les étoffes qui

fortiroient par mer : diminution qu'on pourroit reprendre sur l'augmentation des droits d'entrée des étoffes étrangères, & de sortie sur les foudes & les foies en flotte, quoiqu'à l'égard de ces deux derniers articles il fût encore mieux d'en prohiber la sortie d'Espagne, comme je crois le dire dans un autre endroit.

---

## CHAPITRE XIX.

### *Des Manufactures d'Arragon, Navarre & Biscaye.*

142. **L**E Royaume d'Arragon étant aussi fertile qu'il l'est & aussi abondant en laines de la plus fine qualité, il est étonnant qu'on en laisse passer la plus grande partie en France, & qu'on lui abandonne sur cet objet le profit immense de la main-d'œuvre. Je ne suis pas moins surpris de la contribution modique de ce Royaume pour *l'Equivalent*, (a) qui en 1721 ne

---

(a) Voyez la note sur le nombre 133.

136 *Rétablissement des Manufactures*

monta qu'à 600000 écus de Vellon , y compris 100000 écus pour quartiers & logemens des troupes. Cela peut provenir des grandes facilités qu'a la France pour le débit de ses étoffes , de ce que la monnoie y est d'un poids mieux proportionné , ou enfin de ce qu'il est aisé d'y faire passer les laines en fraude des douanes , comme il arrive en Estramadure & autres Provinces limitrophes du Portugal , d'où les laines portées à la frontiere sous prétexte de quelques fabriques qui y peuvent être , sortent à la premiere occasion sans payer les droits.

143. Quelle que soit la cause de ce mal , il faut la chercher & y apporter remede. J'ai lieu de croire que la monnoie de cuivre qui a cours en Arragon n'est point avantageuse aux manufactures , & que sa valeur trop haute donne occasion d'en contrefaire & d'en introduire d'étrangere. En effet le *dinerillo* qui ne pèse pas le maravedis de Castille , a cours pour un *ochavo* ; (a)

---

(a) Petite pièce de cuivre valant deux maravedis.



enforte que 17 dinerillos font le demi réal de plate, & les 34 le réal entier ; la preuve en est que 16 dinerillos font un fol , & que le réal de plate ne vaut que deux fols & deux deniers. Par cette proportion mal entendue entre l'argent & le cuivre , l'artisan qui n'a point assez de monnoie de Vellon pour ses besoins , est obligé de gagner davantage d'argent pour s'en procurer. Je pense donc qu'il faudroit donner au dinerillo la valeur du maravedis , mettre le fol à 17 dineros , le réal de Vellon à deux fols , & par conséquent le réal de plate à quatre fols. (a) De cette sorte l'ouvrier en gagnant même moins d'argent auroit plus de monnoie de Vellon à dépenser , & le prix de la main-d'œuvre diminueroit au grand avantage des fabriques. Toutefois , avant de faire ce changement , il faudroit avoir pourvû aux inconvé-

---

(a) Alors le réal de plate vaudroit 68 dinerillos , au lieu de 34 qu'il vaut ; & le dinerillo pesant presque un maravedis , les 68 dinerillos seroient à peu près l'équivalent des 68 maravedis de Vellon que vaut le réal de plate.

### 138 *Rétablissement des Manufactures*

niens & difficultés qui en pourroient naître par rapport aux contrats, rentes & engagemens publics & particuliers, dont les uns sont stipulés en deniers, les autres en sols ou en réaux.

144. A l'égard de la Navarre & de la Biscaye, je dirai seulement que ces Provinces ayant les douanes les plus modérées sur les frontieres de Castille, & leurs ports de mer & de terre étant francs, aucun des moyens que j'ai proposés ne peut leur convenir : on ne peut pas non plus accorder de diminution à leurs denrées sur les droits d'entrée en Castille ; parce que celles de l'Etranger, dont l'introduction est franche, se confondant avec elles, entreroient en Castille en même tems, & jouiroient de la même grace au détriment de nos fabriques : ainsi cet objet mérite d'être traité en particulier. Je ne puis cependant pas m'empêcher de remarquer en passant notre mauvaise politique de souffrir que les peuples de Biscaye & de Navarre pour leur avantage particulier, chargent de droits l'entrée des denrées de Castille, & affranchissent l'exportation des leurs

ainsi que l'importation de celles qui leur viennent de l'Etranger par mer & par les frontieres de France ; à quoi il convient de remédier , en établissant précisément le contraire.

145. Je termine ici la premiere Partie du Rétablissement des Manufactures , du Trafic & du Commerce , en ce qui concerne la terre , & remets à traiter dans la seconde , du Trafic & du Commerce de mer.

*Fin de la premiere Partie.*



RETABLISSEMENT  
DES  
MANUFACTURES  
ET  
DU COMMERCE  
D'ESPAGNE.

---

SECONDE PARTIE.

*QUI traite du Commerce maritime de l'Espagne avec les Nations étrangères, & en Amérique; des causes de sa décadence; des moyens d'y augmenter le Commerce, les forces Maritimes, & le nombre des hommes.*





RETABLISSEMENT  
DES  
*MANUFACTURES*  
ET  
DU COMMERCE  
*D'ESPAGNE.*

---

INTRODUCTION.



LE Commerce de terre & le Commerce de mer sont dans une telle dépendance l'un de l'autre, qu'on peut douter avec raison auquel des deux appartient la primauté; & il y a de si puissantes raisons à alléguer pour & contre, que je n'entreprendrai point de décider la question.

Le Commerce de mer est si indispensable, que le Souverain Auteur du

#### 4 *Rétablissement des Manufactures*

monde semble par ses sages dispositions nous en avoir tacitement imposé la loi : la Toute-Puissance qui pouvoit enrichir des mêmes dons tous les climats de la terre , les a distingués entr'eux par les productions diverses qu'elle a accordées aux uns , & dont elle a privé les autres : c'est ainsi qu'établissant un besoin réciproque entre les contrées les plus éloignées , elle a appris aux nations à vaincre les obstacles que la distance , les fleuves , les montagnes , les mers enfin avoient mis entre elles. Dans ces vûes de la Providence , la nécessité des échanges étoit destinée à les réunir par les liens d'une amitié & d'une société utiles , en rendant communes entr'elles toutes les richesses de la terre : mais par l'excès de l'avarice & de l'injustice des hommes , les faveurs qui leur avoient été données pour en jouir , sont devenues pour eux une occasion de violences , de guerres & de haines implacables. Ces accès de fureur & de trouble aboutissent ordinairement à des traités de Paix & de Commerce , où chaque nation se jurant une amitié sincère , s'es-



force d'inférer ouvertement ou cap-  
tieusement les conditions qui sont le  
plus à l'avantage de son commerce , &  
qui tendent le plus sûrement à ruiner  
& à anéantir ses égales.

Pour parvenir à ces fins , elles affran-  
chissent de toute imposition dans leur  
pays le commerce & tous ses objets ,  
les matieres premières de leur crû , les  
entrées de celles qu'elles sont obligées  
de tirer de dehors , & la sortie de leurs  
manufactures , tandis qu'elles char-  
gent de droits immenses celles de l'E-  
tranger : enfin par les traités de Com-  
merce , elles font ajouter à ces avanta-  
ges l'exemption de droits d'entrée  
pour leurs manufactures dans les pays  
où la consommation en est établie.  
Malheur au peuple qui connoît assez  
peu cette politique pour imposer des  
droits , qui directement , ou par des  
rapports éloignés , chargent ses pro-  
pres manufactures : il craint en les  
exemptant de ruiner ses finances , &  
par cette crainte mal entendue il tombe  
dans le danger qu'il vouloit éviter ; ce  
que de pareils droits peuvent lui ren-  
dre , il le perd au quadruple par la di-

## 6 *Rétablissement des Manufactures*

minution de ses habitans , fuite nécessaire de l'ancantissement de ses manufactures ; c'est l'objet que j'ai traité dans ma premiere Partie.

Parvenu maintenant à la seconde qui considere le trafic & le commerce de mer , j'y exposerai les moyens qui contribuent le plus à rétablir les manufactures , à peupler un Etat , & à augmenter ses revenus ; je m'occuperai particulièrement de la Marine , que la plus grande Puissance de la terre ne créera jamais sans le secours du Commerce : l'Angleterre & la Turquie nous offrent pour nous convaincre de cette vérité , deux points de comparaison bien frappans ; le Roi de deux Isles assez bornées, a couvert les mers de ses flottes formidables ; tandis que le Souverain d'une multitude d'Isles , d'un grand continent en Europe , & de la plus grande partie de l'Asie , est à peine connu sur la Méditerranée. Le Commerce cultivé chez l'un & négligé par l'autre , peut seul nous rendre raison d'une différence aussi sensible , & nous apprendre pourquoi l'Espagne n'est point parvenue à l'empire des mers.

Si l'Espagne éprouve aujourd'hui la plus grande misère & se voit peu respectée des nations, c'est qu'il lui manque les trois points qui importent le plus à la grandeur d'un Etat ; je veux dire, des forces maritimes pour se défendre de ses ennemis, un nombre suffisant d'hommes pour cultiver les terres, & des revenus pour soutenir les charges du Royaume. Pour obtenir ces trois objets, il est indispensable de remonter aux moyens que je présente dans cet Ouvrage ; les meilleurs qu'on proposera à cette fin, en descendent nécessairement.

Si pour former une Marine on construit plusieurs vaisseaux de guerre ou qu'on les achète de l'Etranger, faute d'hommes pour les monter, quel sera leur sort ? Sans pilotes & sans matelots, ils seront le jouet de la mer & des vents, ou se pourriront dans les ports, & y feront rongés des vers.

Inutilement appellera-t-on de toutes les parties du monde des hommes pour peupler l'Espagne ; faute d'emploi ils ne pourront y subsister, ou prendront la place des naturels qui se

## 8 *Rétablissement des Manufactures*

diffiperont , forcés d'abandonner leurs métiers , à moins qu'on ne multiplie les occasions de travail ; mais on ne peut le faire d'une façon durable, qu'en suivant les regles que j'ai proposées ; & dans ce cas il est inutile d'appeller des étrangers , parce que l'augmentation des habitans naturels suivra nécessairement celle des arts & des métiers.

Enfin si l'on hausse les impositions pour augmenter les revenus de l'Etat , la diminution de la consommation les fera baisser au contraire au-dessous même de ce qu'ils étoient avant l'imposition nouvelle : tout moyen ruineux pour le contribuable , ne donnera jamais qu'un bénéfice apparent & peu durable.

D'où je conclus qu'un Souverain ne peut rendre sa marine puissante que par le trafic & le commerce de mer ; qu'il ne peut peupler ses Etats , que par le secours des arts & des métiers , & en proportion de l'augmentation de ses manufactures ; enfin qu'il n'augmentera ses finances qu'en multipliant les consommations ; ce sont les petits objets répétés qui font les grandes sommes.



## SECONDE PARTIE.

---

### CHAPITRE PREMIER.

*De la nécessité du trafic & du commerce de mer pour le soutien & l'avancement des manufactures.*

I. **M**ON principal objet étant le rétablissement des manufactures & du commerce de terre, j'ai dû parler d'abord des finances comme de la cause de leur langueur & de leur dépérissement ; je vais maintenant traiter du commerce de mer , comme étant le fondement le plus assuré de leur progrès , de leur étendue & de leur durée. En effet une nation qui se contenteroit de trouver dans ses manufactures & dans les matieres premières de son crû de quoi suffire à sa consommation , pourroit prétendre seulement à conserver ses richesses , & jamais à acquérir celles de ses voisins ;

## 10 *Rétablissement des Manufactures*

encore faudroit-il que son propre fonds lui fournît les choses nécessaires à la vie, sans qu'elle fût obligée de les acheter d'eux.

2. Mais il y a bien peu de pays qui puissent se vanter de produire tout ce qui est nécessaire aux manufactures & aux divers besoins de ses habitans, en telle abondance & à si bon marché, qu'ils ne trouvent pas mieux leur compte à les tirer d'ailleurs : & quoi qu'on ait souvent voulu faire honneur à l'Espagne d'un si grand avantage, elle ne doit pas tellement compter dessus, qu'elle reste dans l'indifférence sur le soin de ses intérêts.

3. Les cinq principales matieres premières des manufactures, sont le lin, le chanvre, la laine, la soye & le coton. Quant au lin & au chanvre, l'Espagne n'en recueille pas actuellement la dixième partie de ce qu'elle en pourroit consommer ; cependant elle n'emploie pas même le peu qu'elle en recueille, parce qu'elle tire de dehors les toiles, les cables & cordages. Si l'on augmentoit la culture de ces deux especes dans les terres qui y sont pro-

pres, surtout en usant souvent de graines nouvelles de Curlande, comme on fait en Flandre & en Hollande, pour en perfectionner la qualité, & en tirant des rivières voisines des canaux d'arrosement, la récolte deviendrait sans doute égale aux besoins, ou au moins feroit baisser le prix de ce qu'on feroit encore obligé d'en acheter de l'Etranger; & pendant qu'un si heureux changement s'opéreroit, l'Espagne tireroit les graines & les toiles de Pologne, de Curlande & des autres parties du Nord, où elles sont à meilleur marché.

4. A l'égard du coton, l'Espagne n'en recueille pas, & n'a pas même de terrain qui y convienne, si ce n'est un petit coin de la province d'Ecija, nommé Alcarachela, dont la terre est propre à la culture des fruits les plus précieux qu'on veut lui confier: elle est donc obligée de le tirer d'Amérique, & de l'acheter très-cher dans les Philippines & dans les autres parties de l'Asie qui commercent avec ces Isles. Elle ne peut se passer non plus d'en tirer des foyes en matalles: en effet

## 12 *Rétablissement des Manufactures*

quoique l'Espagne en fournisse beaucoup à l'étranger, on ne peut en conclure qu'elle en recueille suffisamment pour sa consommation, puisque les métiers de ses manufactures ne travaillent point; mais quand même cela seroit, il convient toujours d'en avoir un fonds de réserve pour soutenir les manufactures dans les années de mauvaise récolte. Les nations qui tirent le plus de soye des Indes, de la Perse & de la Morée, enlèvent encore à l'Espagne celles de son crû, soit pour lui ôter même les moyens de travailler, soit parce que la grande réputation de nos soyes donne plus de vogue & de débit à leurs étoffes; nous devons apprendre de-là, qu'il convient à nos intérêts de nous procurer cette espece dans une abondance qui mette nos manufactures en état de le disputer à celles de l'étranger, & surtout de s'affranchir de la dépendance dans laquelle il les tient, par l'extraction de nos matières.

5. L'Espagne peut se passer des laines étrangères; elle a l'avantage de posséder celles de la première qualité,



& en grande abondance : en employant tout ce qu'elle en recueille, les manufactures pourroient prétendre à devenir les plus étendues & les plus parfaites du monde commerçant.

Elle manque seulement de poil de chameau pour la fabrication de ces étoffes qui joignent tant de brillant à la solidité ; & comme cette matiere est très-abondante en Asie, c'est une raison de plus pour elle d'établir son commerce avec les Isles Philippines, dans la forme & avec les précautions déduites aux chapitres XII. & XIII. de cette seconde Partie, au moyen desquelles ce commerce qu'on croit fausement dangereux pour l'Espagne, lui deviendrait très-profitable.

6. Le commerce de mer est le principal ressort qui met en mouvement les forces maritimes d'une Puissance ; c'est lui qui entretient ces flottes nombreuses, qui couvrent les mers aux ordres d'un Souverain ; c'est lui qui dans un besoin pressant, fournit des matelots expérimentés, & prête ses vaisseaux pour être armés en guerre. Cette vérité qui semble avoir été oubliée en

#### 24 *Rétablissement des Manufactures*

Europe pendant plusieurs siècles , a réuni tous les soins & les efforts de l'Angleterre & de la Hollande , surtout depuis que le malheureux naufrage de la formidable flotte de Philippe II. eut mis fin à leurs craintes , & leur eut permis de respirer ; c'est depuis cette époque fatale , que devenus agresseurs à leur tour & souverains de la mer , ils y ont établi librement leurs pêcheries , & leurs navigations aux Indes , dans le Nord & au Levant ; ils se sont rendus par-tout les rivaux les plus redoutables de notre commerce & de celui des autres nations , en portant chez ces peuples des marchandises au prix coûtant dans les pays de leur fabrique , leur épargnant les frais & les risques du voyage & de la mer ; c'est ainsi que profitant de notre létargie , ils ont élevé leur marine , & sont devenus les maîtres du commerce & des manufactures.

7. Le tems , nos disgrâces sur mer , & l'impossibilité de les réparer faute de matelots , nous ont à la fin fait sentir l'importance de la marine. Mais tandis que l'exemple de l'Etranger de-

voit suffire à nous encourager & à nous conduire dans cette entreprise, les moindres obstacles se présentent à nous comme des monstres & des écueils insurmontables; un léger changement nous semble devoir confondre les éléments & nous accabler sous leurs ruines; servilement attachés à la pratique ancienne, nous ne voulons pas croire qu'on puisse faire mieux; sans songer que si elle nous a réussi dans un tems, c'est que les circonstances & la position des nations étoient différentes alors: elles ont changé, nous devons changer en même-tems qu'elles, suivre leurs mouvemens, opposer efforts contre efforts, industrie contre industrie, pour éviter d'être à la fin la victime de leur politique.

8. Si le commerce de mer d'un côté contribue à l'augmentation de la marine, c'est lui en même-tems qui établit notre commerce actif, & qui entretient nos manufactures; c'est à lui qu'elles doivent l'abondance & le bon marché des matieres premières, & la vente prompte & avantageuse des ouvrages qu'elles fabriquent; c'est une

## 16 *Rétablissement des Manufactures*

attente vaine que d'espérer ces secours des vaisseaux de l'Etranger ; chaque nation est éclairée sur ses intérêts & garde ses avantages pour elle , loin d'en faire part à ses rivaux ; elle entretient au contraire l'oïveté de ses manufactures par défaut de matériaux , & les ruine au dehors de tout son pouvoir. Aussi voyons-nous que l'Etranger met tous ses soins à augmenter ses exportations & sa marine ; témoin l'acte de Navigation du Parlement d'Angleterre du 23. Septembre 1660. rapporté par D. Ger. de Ustariz , ch. xxx. & divers autres exemples cités à ce sujet par le même Auteur : mais pour ne point perdre de tems à prouver l'importance d'une vérité aussi évidente , je passerai à l'exposition des obstacles qu'elle rencontre , & des moyens de nous procurer un bien si grand & dont la privation nous est si sensible.



## CHAPITRE II.

*Les courses que font impunément sur nos côtes les Maures de Barbarie, cause de la ruine de notre Commerce de Mer.*

9. **L**E premier obstacle à l'avancement de notre commerce de mer, c'est l'insolence avec laquelle les corsaires de Barbarie ont la liberté d'infester nos mers, sans que jamais ils apprennent à leurs dépens à nous respecter ; s'ils rencontrent des forces supérieures aux leurs, alors à l'aide d'un équipage en partie Européen, & du pavillon qu'ils arborent, ils se disent appartenir à quelques-unes des Puissances Chrétiennes avec lesquelles ils sont en paix ; c'est ainsi qu'en toute sûreté ils fondent sur les bateaux de pêcheurs sans défense, & la rançon qu'ils en exigent est si exorbitante, qu'ils n'ont garde de quitter un métier aussi lucratif : cependant nos pêcheurs n'osent plus sortir, les frais nécessaires pour se mettre en défense étant trop

## 18 *Rétablissement des Manufactures*

grands ; le commerce de port en port est abandonné, & la disette des matieres appelle l'Etranger & leur ouvre nos ports ; leurs vaisseaux sont armés, ils sçavent naviger avec moins de monde que nous, & nous enlèvent ainsi les profits de ce commerce & de la navigation.

10. Le nombre de matelots Espagnols qui gémissent dans les fers des barbares, éloigne les parens & les amis des captifs de s'exposer aux risques d'un sort aussi cruel, & rend nos pêcheries désertes. Cependant la classe des pêcheurs est chez l'Etranger l'école des matelots ; c'est pour toutes les Puissances maritimes, le berceau & le principe de leur marine ; l'étendue des côtes de l'Espagne qui est presque une Isle, devoit naturellement lui donner à cet égard une supériorité sur les autres nations ; mais comment peut-elle se flatter de voir quelques bateaux de pêcheurs sur ses mers, tandis que les habitans de ses côtes ne trouvent pas même de sûreté dans les terres, où les corsaires les poursuivent faute de trouver leur proie sur la mer ; profitant de

la première cale commode pour faire leur descente , ils parcourent la campagne , pillent les habitations des payfans , insultent même quelquefois des villages , brûlent ou enlèvent les embarquations qui leur conviennent , & font captifs hommes , femmes. & enfans , sans trouver de résistance.

11. Si par grande fortune quelque bâtiment Espagnol prend un corsaire , au lieu d'en être pris , pour prix de sa belle défense , la valeur de la prise est entièrement appliquée au profit du Roi , ou du moins sous ce prétexte honnête , à celui des Officiers ou des Seigneurs de l'endroit. Le cinquième en est dû au Roi sans contredit ; mais ce cinquième payé , comment les quatre autres se trouvent-ils absorbés & même au-delà , par divers autres droits & par les frais de procédure ?

12. Les Maures sont encore portés à la course par la grande liberté dont jouissent chez nous leurs prisonniers , & par la douceur du travail qu'on leur impose par excès de charité Chrétienne : tandis que des Chrétiens esclaves chez eux , sont condamnés aux mêmes

## 20 *Rétablissement des Manufactures*

travaux que les bêtes & traités avec autant de dureté ; le sort le plus dur des esclaves Maures chez nous , est d'être destinés au service des galeres , encore se reposent - ils pendant l'hiver , & mouillent-ils toutes les nuits dans quelque port , pendant le tems de la navigation ; sans autre peine que celle qui suit la perte de la liberté & la fatigue des courses , qui est si supportable , qu'on ne manque pas de volontaires pour faire ce service. Lorsque les galeres ne tiennent point la mer , les forçats restent seuls enchaînés à bord , & les esclaves Maures mis à terre , n'ont d'autre soin que de chercher les moyens de s'enfuir , ce qui n'est pas difficile. Nous avons vu sur les galeres de 1730. un Maure captif pour la troisième fois , qui ne s'étoit jamais racheté que par la fuite.





C H A P I T R E III.

*Moyens de défendre nos Côtes , notre  
Navigation , & nos Pêcheries  
des insultes des Corsaires.*

13. **L** Es vaisseaux avec lesquels les corsaires désolent nos côtes sont si légers , qu'ils font impunément leurs prises à la vûe de nos frégates & de nos vaisseaux de guerre : ils évitent seulement la rencontre de nos galeres , & les passages où elles se tiennent pour pouvoir librement visiter les bayes & les différens mouillages de nos côtes : nous ne pouvons donc leur donner la chasse qu'avec des bâtimens aussi légers & de même construction ; mais comme on ne peut attendre ce secours des vaisseaux que le Roi entretient pour le transport continuel des garnisons , du ravitaillement , & des autres besoins des places maritimes , lesquels seulement font quelques prises dans leurs traversées, il faudroit que chaque lieu principal de la côte eût une galiote pour sa défense, dont l'équipage seroit formé par les pêcheurs , qui se-

## 22 *Rétablissement des Manufactures*

roient la course à tour de rôle ; l'entretien , l'équipement & réparation aussi confiés à leurs soins , appliquant à cette dépense une partie du profit de ses prises , qui ne payeroient absolument que les droits de douane de Sa Majesté. Par ce moyen les pêcheurs s'entretiendroient dans le goût de la course , & l'on verroit les villages voisins demander avec empressement de partager leurs travaux & leurs risques pour avoir part à leurs profits.

14. Dans les ports plus considérables , comme celui de Malaga , & dans les villages situés sur le bord de la mer , il pourroit y avoir plus d'une galiote ou brigantin , qui seroient armés & équipés par quelque communauté ou corps particulier , à leurs risques & profits ; lesquels , suivant l'avis des intéressés , se pourroient réunir pour aller insulter les côtes ennemies : pour quoi il seroit à propos que dans ces ports , il y eût toujours quelque détachement des troupes destinées pour chaque département , & même que ces ga'ïotes prissent toujours à bord & à leur solde quelques officiers & soldats ,

à qui l'on donneroit outre la même paye que sur les vaisseaux de Roi, la part des prises remise par Sa Majesté; ce qui tiendrait ces armateurs en respect, & empêcheroit que faute de rencontrer des vaisseaux ennemis, ils ne s'en dédommageassent sur ceux de la nation ou autres.

15. Il faudroit en même-tems pourvoir à la sûreté des bateaux pêcheurs & autres du commerce de nos côtes, lesquels obligés de passer des nuits dans des rades sans défense, y sont enlevés par les corsaires, ou qui servent quelquefois à faciliter la fuite des Maures captifs, toujours certains de trouver à la côte des bateaux dont ils s'emparent à cet effet. C'est une chose bien étrange qu'en Espagne où les esclaves sont en petit nombre, leur fuite soit si fréquente & si impunie, qu'un Maure y demeure à peine un an sans s'enfuir; tandis que les captifs qui gémissent dans les fers de ces barbares, ne recouvrent leur liberté qu'au moyen d'une forte rançon, & presque jamais par la fuite. Dans l'Isle de Malte même, qui est d'un si petit diametre, rien n'est

## 24 *Rétablissement des Manufactures*

plus rare que les exemples & les occasions de la fuite des esclaves, qui y sont cependant très-nombreux. Pour remédier à ces desordres, il seroit à propos que pareilles embarquations mouillassent toujours dans des ports sûrs, ou près des tours qui sont sur la côte (a), ou enfin sous la protection des galiotes en question, qui resteroient toujours suffisamment garnies de monde; disposition qui seroit exécutée sous des peines très-graves, comme intéressant en même-tems la sûreté publique & celle du bâtiment.

---

## CHAPITRE IV.

*Préjudice que causent à notre Commerce le traité de l'Assiente des Nègres & les autres traités faits avec l'Etranger.*

16. **R**ien n'est plus nuisible au commerce maritime d'Espagne, & surtout à son commerce en Amérique, que le traité de l'Assiente des Né-

---

(a) *Atalayas*, tours bâties sur la côte pour observer la mer.

gres conclu avec l'Angleterre , en ce que cette Puissance abusant des conditions du traité & des permissions limitées qu'il lui accorde (a) , s'en prévaut pour introduire dans les possessions Espagnoles toutes sortes de marchandises , de concert avec les marchands du pays , & pour y faire , du consentement des Gouverneurs même , une contrebande telle que le commerce permis n'est rien en comparaison. D'ailleurs l'espece d'établissement que le traité permet à cette nation de faire dans le pays , la met à portée de prendre connoissance de l'étendue de nos possessions , de leur gouvernement politique , du nombre de leurs habitans , de leurs forces , de leur situation , des endroits par où elles peuvent être attaquées ou secourues ; connoissances qui peuvent devenir un jour funestes à l'Espagne , sans compter que nous contribuons par-là à l'avancement de leur marine & au dépérissement de la nôtre , c'est-à-dire , à leur donner des ar-

---

(a) Il porte : *Crudos para vestuario*. Toiles écruës pour habillement.

## 26 *Rétablissement des Manufactures*

mes pour nous attaquer , en nous ôtant les moyens de nous défendre.

17. Il en est de même des autres traités que nous faisons avec l'Etranger pour le transport des tabacs de la Havanne , au lieu d'y employer nos propres vaisseaux : enfin même pour le courier des Canaries , on a recours aux Anglois , sous prétexte de l'exempter des insultes des Pirates ; tandis qu'on pourroit destiner à cet emploi une ou deux frégates , qui convoyeroient en même-tems les navires marchands du commerce de ces Isles avec l'Espagne , que nous avons totalement abandonné aux autres nations ; l'Etranger nous arrache ces traités ou par importunité , ou en nous séduisant par l'apparence du bon marché qu'il nous propose sur le fret , certain de s'en dédommager par la contrebande , ses vaisseaux n'étant pas sujets à être visités comme ceux des Espagnols ; enforte que ne déclarant de leurs marchandises que ce que bon leur semble , ils trouvent le moyen de frauder les droits sur les articles les plus riches : encore pour le payement des droits légers qu'ils doivent , font-

ils mieux traités que les naturels même , au grand dommage du commerce & de la marine.

---

## CHAPITRE V.

*Moyens de remédier au dommage que reçoit le Commerce Espagnol du traité de l'Assiente des Nègres , & autres pareils faits avec l'Etranger.*

18. **P**Our remédier à ces desordres , il conviendrait d'ordonner , qu'après l'expiration de ces traités , les négocians d'Andalousie se chargeroient de leur exécution aux mêmes conditions , celle entre autres de ne faire la traite des Nègres dans aucun des établissemens des autres nations sur la côte d'Afrique , & sans pouvoir se servir pour ce commerce , ou pour les Indes Espagnoles , de vaisseaux ni équipages étrangers : & comme une pareille entreprise seroit très-couteuse dans les commencemens , pour faire les fonds de ce commerce , on leveroit jusqu'à ce qu'il fût parfaitement établi ,

## 28 *Rétablissement des Manufactures*

un quart pour cent sur les retours des Indes , de l'emploi duquel il seroit justifié ; charge bien légère à porter pour le commerce d'Espagne , en comparaison du tort que lui fait le traité de l'Asiente & la foiblesse de notre marine.

19. Je prévois que bien des gens prétendront qu'il est impossible que l'Espagne, sans établissement sur la côte d'Afrique qui y favorise son commerce , ou sans avoir recours aux nations qui y ont des colonies & un commerce tout établi , puisse avec ses seuls vaisseaux faire la traite des Nègres & les transporter en Amérique.

20. Mais pour faire disparoître des difficultés qui ne servent que de prétexte à notre nonchalance , il suffit de remonter aux tems qui ont vu les premiers Nègres qui entrèrent en Amérique , & nous trouverons qu'avant les traités publics ou secrets faits à ce sujet avec la France & l'Angleterre , divers négocians des ports d'Andalousie , nés ou naturalisés dans ce commerce , le faisoient les uns avec plus , les autres avec moins de fonds ou de bonheur ;



armant leurs vaisseaux dans nos propres ports , & les chargeant de verroteries , clinquans & autres marchandises de peu de valeur , que ces Barbares achètent au prix inestimable de la liberté de leurs enfans & de leurs compatriotes , ou des ennemis qu'ils ont fait prisonniers dans leurs guerres.

21. Arrivés à la côte , ils mouilloient à l'abri dans quelque cale , ou port abandonné , d'où ils envoyoit dans les terres donner avis de leur arrivée ; les Nègres accourant à la nouveauté , s'informoient des marchandises qu'on leur apportoit , on convenoit du prix des esclaves , & la traite finie , les vaisseaux faisoient voile pour l'Amérique ; d'où , leur vente faite , ils recommençoient leurs voyages , avec plus ou moins de fortune les uns que les autres , suivant leur habileté , les maladies de leurs Nègres , le bonheur de leur traversée , & la promptitude de la traite. Un Génois entr'autres surnommé Grillo , se distingua dans ce commerce pendant plusieurs années , & forma une maison puissante ; cependant en ces tems on n'avoit en Afri-

que , ni château , ni colonie , pour y protéger les commerçans.

22. Ce n'est pas que je veuille prétendre que pour le bien de ce commerce, il ne fût très-à-propos de bâtir quelques forts sur ces côtes , soit pour la sûreté de nos vaisseaux , soit pour leur tenir prêts des rafraîchissemens de toutes sortes & même des Nègres achetés à l'avance , ce qui diminueroit bien la longueur & les frais de la traite ; mais les côtes de l'Afrique sont si étendues , qu'on peut aisément sans le secours & sans l'agrément des autres nations , qui n'y ont que leurs forts & leurs colonies sans aucun domaine , y trouver des ports commodes & sûrs pour nos vaisseaux , & des lieux propres à y faire des établissemens. Alors le refus de l'entrée dans leurs ports nous toucheroit peu ; & leurs traites , loin de faire tort aux nôtres , venant à diminuer faute de trouver occasion de vendre leurs Nègres avec permission ou en contrebande , elles n'auroient d'autre parti à prendre que d'abandonner des forts qui ne leur serviroient plus qu'à inquiéter sur ces côtes un commerce qui

est libre à tous , & que les Souverains seuls ont droit de permettre ou de défendre , chacun sur leurs terres.

---

## CHAPITRE VI.

*Le Commerce Espagnol ruiné par les Colonies étrangères qu'on a laissé s'établir en Amérique.*

23. **L**A troisième cause de la ruine de notre commerce & de notre marine , sont les établissemens des colonies étrangères en Amérique , qui y ont usurpé nos droits. Quatre nations à qui on n'a abandonné que les terres inutiles & les plus stériles de l'Amérique , jouissent en abondance des fruits précieux de ses plus riches pays ; tandis que l'Espagne même en manque & est obligée de les recevoir d'eux. L'Espagne expédie à peine par an quarante vaisseaux pour ses possessions immenses : ces nations y en envoient un bien plus grand nombre , qui en reviennent chargés d'or , d'argent , & de fruits , dont ils fournissent les trois parties du

### 32 *Rétablissement des Manufactures*

monde, & l'Espagne elle-même : je ne parle pas du grand commerce de la pêche de la morue & des baleines qui appartient à l'Amérique, & dont les Espagnols se sont laissé dépouiller, comme on le dira au chapitre VIII. paragraphe 39. C'est ainsi que de toutes parts le commerce de ces nations s'établit sur les ruines du nôtre.

24. La nature sembloit avoir disposé les côtes de nos Royaumes d'Amérique de manière à les garantir de la contrebande & des insultes des corsaires, au moyen des deux clefs ou cordons dont elle les a fermées, c'est-à-dire, des deux cercles, formés, l'un par le golphe du Mexique presque fermé par la pointe de la Floride, & par celles du cap Cotoche dans la province de Jucatan, & du cap Saint-Antoine de Cuba, distans l'un de l'autre de 60 lieues au plus : l'autre cercle, formé d'un côté par un cordon de grandes & de petites isles, commençant à la pointe de la Floride, & finissant par celle de la Trinité vis-à-vis de la nouvelle Cordoue dans la nouvelle Andalousie, & de l'autre côté par la terre

ferme, & fermé par les mêmes caps que le précédent : c'est dans ces deux enceintes que sont situés les bayes & ports principaux de notre commerce dans ces deux mers, objet de l'envie des autres nations.

Les isles les plus considérables de ce cordon, sont Española, autrement dite Saint-Domingue, une des premières qui furent découvertes par Colomb : Cuba renommé par son port de la Havanne, & qui produit en abondance des sucres & des tabacs, les meilleurs que possède l'Espagne : Puerto-rico, petite isle où les flottes qui vont à la nouvelle Espagne s'arrêtent pour faire de l'eau : après vient une suite d'isles beaucoup plus petites, qui finit par celle de la Trinité. Entre Cuba & l'Isthme de Terre ferme est l'isle de la Jamaïque que les Anglois nous enleverent en 1656. Les Hollandois possèdent Curacao, l'une des plus petites de ces isles, située près de Coro dans la province des Caraques : ces deux isles étant très-voisines de nos terres, favorisent la contrebande immense de ces deux nations chez nous, qui fait

34 *Rétablissement des Manufactures*  
au commerce & au trafic de l'Espagne  
un tort considérable.

25. Plusieurs de ces Isles furent négligées ou abandonnées comme inutiles par les Espagnols, qui suffisoient avec peine à peupler des pays beaucoup meilleurs : mais les Etrangers qui n'avoient besoin dans ces mers que d'échelles pour leur commerce illicite en tems de paix, & pour faire leurs courses en tems de guerre, s'emparerent de celles qu'ils trouverent à leur bienséance, laissant aux Espagnols tout ce qu'ils avoient peuplé. Nous n'eumes pas alors la prudence de prévoir ce qu'il nous en coûteroit un jour, pour les avoir ainsi laissé s'établir au milieu de nous : mais tant qu'ils auront la liberté de naviger autour de nos isles & de nos provinces, nous les verrons enlever les richesses, & les matieres nécessaires à leurs manufactures, au détriment des nôtres & des finances du Roi.

26. Je n'en veux pour preuve que l'aveu public qu'en font ces nations elles-mêmes, & le témoignage de l'Auteur des *Intérêts de l'Angleterre mal*

*entendus , &c.* rapporté par D. Ger. de Ustariz , chap. xxix. qui fait monter à six millions de piastras les retours de la Jamaïque en Angleterre , en matieres d'or & d'argent , cochenille & bois-d'inde. Enfin si en 1722. l'Angleterre seule reçut trente navires chargés du produit de la contrebande faite par la Jamaïque , combien plus grande doit être par la voie de Curacao celle des Hollandois , comme plus industrieux & plus voisins de nos terres , & enfin celle que font les autres nations , dont les colonies servent de voile honnête à leur commerce frauduleux & illicite ?

---

## CHAPITRE VII.

*Avantages résultans pour le Commerce d'Espagne , de la manufacture de Fer-blanc établie aux environs de Ronda.*

27. **M**'Étant occupé jusqu'à présent des moyens de rétablir les manufactures que l'Espagne a perdues par sa négligence & par l'avarice des Fermiers , & d'en élever de nouvelles

### 36 *Rétablissement des Manufactures*

exemptes du même malheur, je n'avois point encore eu occasion de parler de la manufacture de fer-blanc dont l'Espagne est redevable aux soins généreux de D. Michel Topete Marquis de Pilares, & de D. Benoît Berbrunghen. Ce secret possédé jusqu'alors par la Saxe seulement, l'objet de tant d'essais & de projets ruineux, a été pour les nations comme une autre pierre Philosophale, dont la recherche leur a coûté bien des dépenses infructueuses. Enfin un hazard heureux ayant présenté à ces deux bons & nobles citoyens un ouvrier échappé de la manufacture primitive, ils entreprirent sur ses avis d'en établir une pareille, la plus considérable de l'Espagne, la plus coûteuse par sa situation sur des montagnes escarpées, & dont les avances ont passé trois cens mille piastres.

28. Cette superbe manufacture est à trois lieues au sud de la ville de Ronda (a), à quatre lieues au nord des ports de Marbella & d'Estepona sur la Méditerranée : deux de ces lieues sont

---

(a) En Andaloufie.



impraticables, & il faut y faire nécessairement la dépense d'ouvrir un chemin droit, pour favoriser les travaux de la mine, l'extraction par mer de ses fers en lame noirs & blancs, & leur transport par toute l'Espagne. La rivière du Genar qui met en mouvement les machines de cette manufacture, ne fournit point assez d'eau pour conduire ensuite ses ouvrages jusqu'à la mer; & un pareil canal, même en supposant qu'elle y pût suffire, seroit au moins aussi coûteux qu'utile, par les grandes difficultés qu'il rencontreroit de la part de ces mêmes montagnes.

29. Je ne m'arrêterai point ici à décrire cette machine admirable, où l'art surpassant encore la dépense, opère des prodiges avec des moyens très-simples; on en peut voir la description exacte dans divers Imprimés, entr'autres dans le dernier qui a été distribué pour parvenir à former une compagnie d'Actionnaires, qui puisse donner à cette entreprise plus de solidité qu'elle n'en a maintenant, régie comme elle l'est par des Commis & en l'absence des Entrepreneurs que leur grand âge peut

### 38 *Rétablissement des Manufactures*

empêcher d'y veiller ; il me suffit seulement d'observer de quel intérêt il est pour l'Espagne , de retenir chez elle par toutes sortes de privileges & de franchises cette manufacture importante , & de la mettre en état non-seulement de suffire à la consommation de l'Espagne & de l'Amérique jusqu'à présent fournie par l'Etranger , mais même de former une branche d'exportation utile à sa marine & à son commerce intérieur.

30. Les finances du Roi ne perdront rien à affranchir des droits les denrées consommées par les habitans de cette manufacture : le lieu où elle est située n'en payoit point avant elle , & n'en auroit jamais payé ; c'étoit au milieu d'une forêt impénétrable , un séjour horrible qui servoit de retraite à des hommes féroces : en même-tems ce terrain rassembloit heureusement toutes les commodités nécessaires à une pareille manufacture , les eaux pour mouvoir les machines qui réduisent le fer en lames , les bois pour la bâtisse & pour les charbons , enfin les mines de fer dans une distance favorable ; d'ail-

leurs il faut considérer que ces ouvriers dont l'entretien & les appointemens peuvent monter par an à dix mille piaftres, font en partie des Etrangers qui ne font pas venus en Espagne uniquement pour nous montrer un métier que nous ne fçavions pas, & pour y payer des impositions; & que les autres font des Espagnols, qui peut-être en qualité de mendiens ne payoient rien à l'Etat, ou qui, s'ils contribuoient dans quelque profession, y auroient été remplacés par d'autres contribuables; enfin il est vraisemblable que cette franchise loin d'être à charge à l'Etat, augmentera ses revenus dans tous les lieux voisins qui fourniront à cette manufacture les différens besoins de sa consommation.

31. A l'égard des droits de Douane, les fers-blancs comme manufacture du Royaume, n'en payeront qu'à la sortie & de très-modérés: & quant aux droits d'Alcavala & Cientos sur la premiere vente, l'exemption en est indispensable, ainsi que je l'ai remarqué dans ma premiere Partie, pour toutes les manufactures qu'on voudra établir en Espa-

#### 40 *Rétablissement des Manufactures*

gne rivales de celles de l'Etranger: qu'on ne dise pas que la rivalité soit moins à craindre en ce cas parce que la manufacture de Saxe est unique (a) ; tout unique qu'elle est, elle suffit à fournir abondamment tous les pays, elle ruinera infailliblement la nôtre si elle peut donner ses ouvrages à meilleur marché ; le contraire arrivera si les nôtres sont de meilleure qualité, & à meilleur compte ; mais l'exemption des droits peut seule leur procurer ces deux avantages.

32. Il est encore très-important pour cette manufacture, que son secret ne passe point aux nations étrangères dont elle fait l'envie : elle y perdrait sûrement une partie de sa vente, mais même elle pourroit être entièrement ruinée, si quelque fabrique nouvelle se trouvoit avoir la main-d'œuvre à si bon marché, qu'elle pût donner en Espagne ses fers-blancs à plus bas prix

---

(a) L'Auteur n'avoit pas connoissance des manufactures de fer-blanc établies en Lorraine, en Nivernois, en Franche-Comté & autres provinces de France, en Suede, en Hongrie, &c.

que les nôtres , quoiqu'en payant des droits d'entrée.

33. C'est aussi une disposition très-favorable pour la conservation , que la résolution qu'ont prise les propriétaires de céder pour 200000 piastras d'intérêts dans cette manufacture , en se réservant le surplus qui est beaucoup plus considérable : on ne peut pas imaginer qu'ils prennent ce parti faute de fonds ; ils n'en manqueroient point pour un emploi aussi solide , puisqu'ils n'en ont pas eu besoin , même pour faire les premières avances qui ont été immenses ; enfin chacun peut juger lui-même du vrai produit de la manufacture par les extraits & états qui en sont publics ; mais faute d'un nombre suffisant d'Intéressés , quelques parties de son administration sont négligées , au lieu qu'en cédant des actions à quelques-uns même de ceux qui y sont employés , ils y veilleront plus soigneusement comme dans leur propre affaire , & contiendront mieux ceux qui leur seront subordonnés ; d'autres Actionnaires distribués dans les provinces veilleront aux intérêts de la manufac-

#### 42 *Rétablissement des Manufactures*

ture qui y répandra ses ouvrages ; & il est impossible que l'inspection de deux seuls Intéressés suffise à tous les détails de ces différentes fonctions.

34. L'usage des fers-blancs étant universel, si les nôtres sont meilleurs & à meilleur marché que les autres, leur débit est assuré ; tous nos vaisseaux pour quelques pays qu'ils soient destinés, pourront en charger quelques tonneaux, qu'ils donneront au lieu d'argent en échange des retours qu'ils rapporteront.

35. Un second avantage que notre commerce de mer trouvera dans cette manufacture, ce sera la facilité d'y établir une fonderie de canons. En effet notre guerre continuelle contre les Maures, obligeant nos vaisseaux d'être toujours en état de défense, il est important pour l'Espagne d'avoir sur chacune de ses mers des ports où ils puissent se fournir commodément d'armes & de canons ; ce qui se trouve abondamment sur les côtes de Biscaye & de Galice, à Plaïfance & à Lierganez. Mais la mer Méditerranée n'ayant qu'une manufacture d'armes à Valen-

ce, il lui manque une fonderie de canons ; elle peut aisément en avoir une à Ronda, le magasin en seroit à Estepona, où les vaisseaux viendroient s'armer, sans être obligés de passer désormais dans l'autre mer pour cela.

36. Il seroit encore très-avantageux d'établir à Estepona un magasin assorti de toutes les sortes de fers de ladite manufacture, où nos vaisseaux feroient leurs emplettes pour la consommation de l'Etranger, en payant seulement 1.  $\frac{1}{2}$ . pour cent sur le fer ouvrage, & 2.  $\frac{1}{2}$ . sur le fer non travaillé ; les droits doublés, sur l'exportation faite par vaisseaux Etrangers, en remplacement de la franchise dont jouissent les fers de Biscaye sortant pour l'Etranger ou pour l'Espagne, & sans préjudice du privilege accordé à la manufacture de Ronda pour trente-huit ans, commencés au premier Juin 1731. de faire sortir par an du port d'Estepona, quatre mille quintaux de fer pour l'Etranger francs de droits. Ce seroit sans doute ici le cas d'imiter la pratique des Etrangers, qui prohibent l'entrée des manufactures qui peuvent nuire aux leurs.

#### 44 *Rétablissement des Manufactures*

mais il convient d'attendre que la nôtre soit établie : cependant l'on pourroit augmenter les droits d'entrée sur les fers-blancs, sans qu'aucune des nations qui en apportent pût s'en plaindre, puisque ce n'est de la fabrique d'aucune d'elles ; il n'y aura non plus aucun inconvénient à prohiber dans le tems l'entrée des fers étrangers, puisque les mines abondantes de Ronda & celles de Biscaye suffiront aisément à fournir l'Espagne, l'Amérique & l'Europe même, d'un fer supérieur à tous les autres. Et à l'égard de la franchise de ces mines, il sera aisé de prouver par la comparaison des cinq années qui l'auront précédée, avec les cinq années suivantes, que l'augmentation de consommation dans les lieux voisins, y aura augmenté les revenus du Roi.





## CHAPITRE VIII.

*Combien notre Marine & nos Pêcheurs  
souffrent de la consommation que fait  
l'Espagne des poissons étrangers.*

37. **L**E plus grand obstacle au progrès de notre commerce & de notre marine, c'est l'abandon total des pêcheries sur nos côtes, d'où naît la disette totale des matelots. Toutes les nations Maritimes en ont reconnu l'importance, & nous avons vu celles qui par haine pour les pratiques Catholiques avoient supprimé l'abstinence de la viande, revenir à marquer des jours d'abstinence, en faveur de leur commerce de poisson qui tendoit à une ruine certaine.

38. L'Espagne avoit autrefois une pêche de thons très-renommée, à Conil port de l'Andalousie, dans le Duché de Medina Sidonia qui en retiroit quatre-vingt mille ducats par an. On peut juger par ce produit, quelle devoit être une consommation qui don-

#### 46 *Rétablissement des Manufactures*

noit de l'emploi à une si grande pêche-rie, & c'étoit autant d'argent de plus qui restoit en Espagne ; maintenant cette même pêche est tellement tombée, qu'à peine elle vaut huit mille ducats par an au Duc de Medina.

39. Une autre perte considérable que nous avons éprouvée, c'est celle de la pêche de la morue à Terre-neuve, que les Anglois ont interdite aux Biscayens, au grand désavantage de notre marine & de la balance de notre commerce, cette denrée étant d'une grande consommation en Espagne. Tant que les François furent en possession de cette Isle, les Biscayens y continuerent leurs pêches & leur sécherie à Plaifance la capitale ; mais la France étant venue à céder Terre-neuve aux Anglois sous les réserves portées par le treizième article du traité d'Utrecht, ce changement fut fatal aux Biscayens, malgré que leurs droits eussent été mentionnés & réservés par eux dans l'article XV. du traité d'Utrecht entre l'Espagne & l'Angleterre ; en effet les Biscayens s'étant présentés pour pêcher, le Gouverneur Anglois s'y opposa, disant qu'il

n'avoit point d'ordres à ce sujet, & que suivant le traité même ils devoient justifier de leur droit : ils répondirent envain que leur droit n'étoit point écrit, mais qu'il leur étoit acquis par la découverte qu'ils avoient faite de cette Isle, & par la possession, comme on le peut voir plus au long au chapitre LXXXVII. de D. G. de Ustariz; depuis ce tems l'Angleterre par l'art. II. du traité de 1721. promit de donner des ordres pour l'exécution de l'article XV. du traité d'Utrecht, mais elle en est restée à la promesse, sans doute pour éprouver notre patience, ou pour autoriser les résolutions les plus violentes que pourroit prendre l'Espagne pour se faire justice.

40. Un témoignage très-fort en faveur des Biscayens, c'est que la capitale de cette Isle se nomme *Plaisance*, nom Espagnol d'un Evêché d'Estramadure, & d'une ville du Guipuscoa située à trois lieues de la mer ; est-il à présumer que si quelque autre nation en eût fait la découverte, elle eût donné à sa capitale un nom Espagnol ; c'est ce dont il n'y a point d'exemple. Mais lorsque

#### 48 *Rétablissement des Manufactures*

les Anglois avouent eux-mêmes, dans le livre *des Intérêts de l'Angleterre mal entendus dans la guerre présente* (a), que les trois quarts de leur pêche se consomment en Espagne, leur injustice n'est-elle pas d'autant plus criante, d'usurper les droits de la nation au préjudice de notre commerce & au mépris de la foi des traités que nous avons si fidelement gardés, quoique contraires à nos intérêts & à nos privilèges.

41. A voir l'abandon dans lequel sont les pêcheries en Espagne, on a peine à ajouter foi à ce qu'on nous dit des avantages que les autres nations trouvent dans les leurs; je n'aurois pas osé dire le premier, ce que je rapporterai volontiers d'après D. G. de Ustariz, qui dans son trente-sixième chapitre avance que la Hollande employe à la pêche des harengs trois mille bâtimens & quinze mille hommes, & que son produit annuel monte à vingt millions de piastras. Selon le même Auteur, chapitre 87. l'Espagne consomme

---

(a) L'Auteur étoit encore dans l'erreur commune, que cet ouvrage étoit d'un Anglois.  
pour

pour trois millions de piaſtres de morue & poiſſons étrangers par an ; quelle perte pour l'Eſpagne ! & quelle différence pour elle ſi ces trois millions reſtoient dans le Royaume ! Cet argent répandu dans les Provinces maritimes , y augmenteroit le nombre des pêcheurs , des bateaux , le commerce & la conſommation des denrées , les revenus du Roi ; il multiplieroit & fortifieroit les différens canaux qui reportent l'argent des coffres du Roi dans la bourse des ſujets , tels que ſont le payement des troupes , des officiers , & de la dépenſe de ſa Maïſon , l'entretien de la marine , & les dépenſes néceſſaires de la guerre ; faute de fonds toutes ces différentes parties languifſent en Eſpagne , & ſont entretenues chez l'Etranger à nos dépens. Il reſte ſeulement à l'Eſpagne le ruineux & vain honneur , de voir toutes les nations occupées du ſoin de la ſervir , c'eſt-à-dire , de la dépouiller de ſon commerce & de ſes richèſſes ; cependant nous nous appercevons de notre miſere par le dépeuplement du Royaume , le manque de fonds publics , le mau-

vais état de la marine , la pauvreté des sujets , la ruine des arts & métiers , & autres déplorables conséquences ; & nous voulons nous persuader que tout le mal vient du caractère grave & non-chalant de la nation , sans examiner les autres causes de notre inaction & les moyens faciles d'y remédier.

---

## C H A P I T R E I X.

*Des moyens de rétablir nos Pêcheries , d'augmenter le nombre des Pêcheurs & Matelots , & notre Commerce de Mer.*

42. **L**E premier & le plus naturel , c'est de prohiber sous les plus grandes peines l'entrée en Espagne des poissons étrangers de toute sorte , pour assurer la consommation des nôtres dans le Royaume , & pour encourager ses différentes pêches ; nous ne manquerons point alors de pêcheurs , de bateaux , ni de fonds suffisans. On opposera sans doute à cet expédient , que la morue est une des provisions la plus nécessaire sur nos vaisseaux , sur-

tout pour les voyages de long cours ; qu'elle est d'un grand secours en Carême pour les communautés Religieuses ; qu'elle supplée au manque de poisson frais dans les pays éloignés de la mer ; enfin que dans tous les tems, les pauvres gens & les artisans en font un grand usage. Mais en convenant de toutes ces vérités & de ces avantages, j'y trouve en même-tems le plus grand inconvénient, n'en connoissant pas de plus grand que celui de donner de notre pauvreté trois millions de piastras à l'Etranger, pour lui entretenir en tems de paix une marine toujours prête à la premiere occasion de guerre, tandis que nous avons des vaisseaux de guerre dans nos chantiers d'Espagne & d'Amérique, qui manquent d'hommes pour les monter.

43. Je ne prétends pas cependant qu'on doive proscrire les poissons étrangers, si la conservation de la vie commune y est intéressée, & que l'Espagne ne puisse suppléer par quelque autre denrée à l'approvisionnement des Couvents, de ses flottes & de ses pauvres. Mais pour en juger, remontons

## 52 *Rétablissement des Manufactures*

aux tems que commença la pêche de la morue, ce fut l'an 1500 de notre Seigneur; peu de tems après on trouva le secret de sécher les harangs; ainsi le Carême avoit eu lieu pendant 1500 ans avant ces découvertes: il est certain que pendant cet intervalle tous les peuples privés du voisinage de la mer & de la facilité de se procurer du poisson frais, s'en sont passés nécessairement pendant les Carêmes, ainsi que des deux especes nouvelles, jusqu'à ce qu'elles aient été connues & transportées à de grandes distances. Pourquoi maintenant ne pourroit-on pas vivre de même sans ces secours? N'y avoit-il point dans ces tems-là de pauvres, d'artisans ni d'ouvriers comme à présent? Enfin a-t-on entendu dire qu'ils manquaient de provisions pour leurs grands armemens, ou que leur navigation en souffrît?

44. Mais il nous est d'autant plus aisé de nous passer des poissons secs & salés de l'Etranger, que nos mers sont pleines de poissons qui les peuvent remplacer. Premièrement nous avons la pêche de thons, dont j'ai parlé; il



est vrai qu'il y a des gens qui prétendent qu'elle n'est diminuée, que parce que ce poisson venant de l'Océan le long des côtes, le Portugal l'intercepte dans les pêcheries qu'il a établies sur son passage : d'autres disent que ce sont les pierres dont cette plage s'est remplie, qui ont fait déserter les thons ; mais ces deux raisons ne me contentent point ; la première, parce qu'en ce cas on auroit dû voir des thons à la côte d'Ayamonte qui est avant Conil, & on n'y en a jamais vû ; ainsi quoique les thons viennent de l'Océan en côtoyant les terres, il n'est point du tout certain que le Portugal intercepte les nôtres ; & la seconde, parce qu'il n'est pas croyable que pour épargner les frais de nettoyer cette plage, on ait laissé perdre un si grand revenu : le vrai est, que cette pêcherie comme les autres, n'est ruinée que par la grande vogue de celles de l'Etranger, que le peu de thons qui s'y pêchent se vend au plus vil prix, & que si on lui assuroit une consommation certaine, on feroit peu à peu les dépenses nécessaires pour la relever.

### 34 Rétablissement des Manufactures

45. Sur les côtes de Galice il y a grande abondance de sardines bonnes à saler & à fecher comme les harengs : on y trouve aussi d'autres poissons à aussi bon marché au moins que la morue , mais faute de consommation les pêcheurs ne vont à la mer qu'à mesure que les marchands ou les marayeurs se présentent. A Ayamonte on pêche des *melgas*, & des langes , poissons très-favoureux & fort sains , des congres , des chats de mer bons à fecher, &c. On ne doit pas douter que tous ces poissons ne se trouvassent en grande abondance , si les pêcheurs en avoient le débit ; il en est de la mer comme des terres , dont on voit augmenter la culture à mesure que l'exportation ou la consommation des denrées augmentent : les Anglois & les Hollandois trouvent toujours dans leurs pêches de quoi suffire à leur commerce ; s'il venoit à diminuer , leurs pêches diminueroient aussi.

46. Je n'imagine pas que personne mette en doute , si l'on peut sans enfreindre les traités de paix , prohiber l'entrée des poissons étrangers ; c'est un droit incontestable des Souverains ,

que la prohibition de l'entrée & de la sortie des denrées dans leurs Etats : nous avons vû la France pour favoriser les pêches des côtes de Bretagne , prohiber l'entrée des sardines d'Angleterre , par déclaration du 24 Août 1715. L'Angleterre avec bien moins de respect pour les traités de paix , au lieu de prohibitions , fait payer la douane étrangere double aux poissons , huiles , baleines , &c. qui ne sont pas de pêche Angloise. Venise qui commerce avec toutes les nations , a prohibé les draps étrangers dans ses Etats ; le Portugal , les vins d'Espagne ; l'Espagne , les sucres & le cacao de Portugal ; ces exemples , je pense , suffisent pour lever tout scrupule à ce sujet ; ainsi par une résolution si sage , & après quelques années d'incommodité & de disette de poisson , nous pouvons espérer de voir nos pêcheries peuplées de pêcheurs que le profit fixera sur nos côtes ; mais c'est vouloir une chose impossible , que de prétendre y parvenir sans cette prohibition.

## CHAPITRE X.

*Domage que souffre notre commerce , de ce que les importations & exportations d'Espagne ne se font pas par des vaisseaux Espagnols.*

47. **L**Es Etrangers nous enlèvent le profit le plus certain de notre commerce , par leur empressement à nous apporter leurs fruits & leurs manufactures en échange des productions précieuses de l'Espagne , dont ils ne peuvent se passer. Nous leur payons le fret , & une commission , outre la valeur première des marchandises , chargée d'un bénéfice qu'ils reglent à leur gré : ces profits seroient pour les commerçans & pour la marine d'Espagne , si nos vaisseaux portoient à l'Etranger les denrées de notre crû qui lui sont nécessaires. Dans ces voyages le retour ne seroit considéré que comme l'accessoire , & seulement pour ne pas revenir à vuide : notre principal objet seroit l'exportation de nos fruits

pour les lieux du débit le plus prompt , & fans doute elle augmenteroit quand nous en ferions notre affaire ; il est aisé de sentir que la politique de l'Etranger a des vûes toutes contraires ; & si par hazard ils trouvent à faire emplette en France & en Italie des denrées que nous leur fournissons , ils nous laissent les nôtres , pour que l'abondance en soit à charge au colon & lui en fasse abandonner la culture.

48. Il semble que comme par notre position au couchant , nous sommes les derniers peuples que le soleil visite dans sa course , nous ayons dû être les derniers à être éclairés par le flambeau du commerce ; toutes les nations avant nous se sont portées vers cet objet. Sans lui que feroit-ce que la Hollande , ce pays si stérile qu'il ne suffit pas à sa propre consommation ? La République de Gènes aussi peu favorisée de la nature , lui doit toute son existence ; c'étoit lui qui armoit ces flottes puissantes que Venise envoyoit au Nord , lorsque les Villes Anscatiques étoient seules en possession du commerce de leurs mers ; l'Angleterre plus d'une fois emprunta

58 *Rétablissement des Manufactures*

le secours de leurs vaisseaux pour diverses entreprises. Si nous cherchons la cause du grand changement qui s'est opéré depuis , nous la trouverons dans l'attention particuliere que les Anglois & les Hollandois ont donnée à augmenter leur marine au lieu d'employer celle de l'Etranger , & dans les mesures politiques que chaque Puissance a sçû prendre pour profiter de ses avantages, & de la négligence des nations voisines ; si cependant il en est de négligente quelque autre que l'Espagne.

49. & 50. Pour exemple & pour preuve des soins que les nations ont donnés à cet objet important , je ne citerai que la France & l'Angleterre.

En France, il fut ordonné par arrêt du Conseil du 10 Juillet 1703 (a), que les marchandises du Levant qui entreroient dans le Royaume sur des vaisseaux Etrangers, ou sur des vaisseaux François, payeroient vingt pour cent de plus d'entrée que les mêmes marchandises importées directement des ports du Levant , par des vaisseaux François.

---

(a) Confirmatif de l'édit de 1669.

L'Angleterre par l'acte célèbre de son Parlement du 23 Septembre 1660, réserve aux seuls vaisseaux Anglois tout le commerce d'importation en Angleterre & dans toutes ses colonies & possessions, sous peine de confiscation des marchandises.

51. Ces exemples entre plusieurs autres, suffisent pour nous montrer que c'est au commerce, que les nations doivent leur grandeur ou leur décadence : quant à celui d'Espagne, il est réduit aux seules Indes ; on ne rencontre point dans les ports étrangers & même dans ceux d'Espagne, d'autres vaisseaux Espagnols, que ceux de ce commerce ; & qu'on n'allègue pas au contraire, la faisie que l'Angleterre vient de faire par repréfailles de deux vaisseaux Biscayens qu'elle a menés à Londres ; il s'est trouvé depuis que les vaisseaux & la charge appartoient à des marchands Anglois qui les ont réclamés. Il en est de même de plusieurs vaisseaux qui vont aux Indes, & même de vaisseaux armés en course, qui sont réputés Espagnols, sans l'être plus que les deux précédens ; de sorte que tout

notre commerce particulier est réduit à quatre chébecs ou barques Catalanes, tandis que tous les papiers publics nous apprennent l'accroissement de la marine étrangere ; la gazette de Madrid même du 2 Février 1740 rapporte que dans l'année 1739, il est entré dans le Texel port de Hollande, seize cens quarante vaisseaux expédiés par cette nation dans les diverses parties du monde : on y trouvera aussi que le Danemarck a ordonné que l'exportation des vins & du sel de France & d'Espagne ne se fît désormais que par ses vaisseaux. Lorsque toutes les nations sont si occupées du progrès de leur commerce, comment se fait-il que l'Espagne laisse le sien dans un entier abandon ?





C H A P I T R E X I.

*Mesures à prendre pour l'accroissement de notre commerce, & pour que les exportations & importations de l'Espagne, se fassent par ses propres vaisseaux.*

52. **P**Renons pour modèle les autres nations, tâchons même de les surpasser dans la faveur qu'elles accordent à leur commerce ; & sur-tout soyons persuadés que le commerce rend au centuple aux finances du Roi, les moindres droits dont on lui fait grace. Pour commencer, il faut réformer nos tarifs des droits d'entrée & de sortie, les rendre les plus favorables qu'il sera possible à nos manufactures & à nos fruits, sans néanmoins enfreindre les traités de paix, & en se conformant au procédé respectif des autres nations, pour leur ôter tout juste sujet de plaintes.

53. En conséquence ordonner :  
Que les marchandises & denrées d'Amérique ne seront importées en

## 62 *Rétablissement des Manufactures*

Espagne que par vaisseaux Espagnols venant en droiture des ports des Indes , sous peine de confiscation.

Que les marchandises & denrées d'Europe , d'Afrique & d'Asie ne seront portées en Espagne par d'autres vaisseaux que ceux des ports des pays où se fabriquent les marchandises & où croissent les denrées , ou par vaisseaux Espagnols ; lesquelles payeront la douane étrangere double , lorsqu'elles seront apportées par des vaisseaux d'une autre nation.

A l'égard des marchandises du Nord & de l'Allemagne , & de celles des Etats du Grand Seigneur avec qui l'Espagne n'a point de commerce , lesquelles seront justifiées avoir été chargées les unes à Dantzic , les autres à Messine , & apportées par vaisseaux Espagnols , la douane étrangere n'aura pas lieu , non plus que pour les marchandises prises sur vaisseaux ennemis.

Et comme à ce moyen le commerçant Espagnol ne seroit pas mieux traité que l'Etranger apportant directement les denrées de son pays , il seroit à propos d'accorder au premier sur l'import-

tation des marchandises étrangères , cette diminution du tiers mentionnée dans ma premiere Partie , qui a lieu sur les marchandises venant par la haute mer sur vaisseaux étrangers seulement. Ce qui est assez conforme aux dispositions dudit acte de navigation Angloise , qui réserve aux seules marchandises apportées par des vaisseaux Anglois les graces & diminutions à faire sur les droits de douane.

54. J'ai dit dans ma premiere Partie , paragraphe 64<sup>e</sup> chap. viii , qu'il falloit diminuer les droits sur les matieres premieres de nos manufactures venant de l'Etranger, comme soyes, lins, chanvres, poil de chameau, de chevre & de castor, coton & laine de Vigogne, pour que leur abondance produise le bon marché & conséquemment celui des étoffes : en sorte qu'étant importées par un vaisseau de construction Espagnole, elles ne payent que deux & demi pour cent d'entrée, au lieu de cinq qu'elles payeront importées par l'Etranger : sur ce pied les denrées étrangères importées par vaisseaux qui ne seront pas du même pays, payeront dix pour

#### 64 *Rétablissement des Manufactures*

cent. Ainsi l'importation des matieres premieres , aura même faveur que l'importation des étoffes , comme je l'ai ci-devant proposé.

55. L'exportation des denrées du Royaume étant un objet très-important pour ses revenus , & étant déjà chargée de trop forts droits de sortie , il faut se garder de les hausser vis-à-vis des vaisseaux Etrangers, de peur qu'ils n'aillent se fournir ailleurs : cependant pour donner à cet égard quelque avantage & quelque encouragement à nos vaisseaux marchands , on pourra leur remettre un tiers des droits de sortie ; par exemple , une pipe d'huile de quarante arobes un quart , petite mesure , qui est taxée à quinze piastras de sortie , au moyen de la remise du tiers accordée au vaisseau Espagnol , ne payera que cent cinquante réaux , au lieu de deux cens vingt-cinq que payera l'Etranger ; & cette différence ne sera point ruineuse pour le Fermier , qui en sera dédommagé par l'augmentation de l'exportation.

Il se pourra faire que l'Etranger toujours vigilant pour ses intérêts , hausse  
ses

ses droits d'entrée sur nos denrées importées par nos vaisseaux, d'autant que nous aurons baissé nos droits de sortie en faveur de nos marchands, ce qui rendroit cette faveur sans effet : alors l'Espagne sera obligée de hausser ses droits de sortie vis-à-vis des vaisseaux étrangers, d'autant que leurs droits d'entrée pour nos vaisseaux excéderont ceux qu'ils feront payer aux leurs.

56. Les nations qui ont senti que les manufactures ne se soutenoient que par la grande consommation & le débit de leurs ouvrages, ont accordé aux unes la sortie franche, & sur les autres ont réduit les droits à deux, un, & un demi pour cent ; à leur exemple on établira pour règle générale, que toutes les manufactures d'Espagne ne payeront que deux pour cent de sortie au plus, sur lesquels on fera diminution du tiers aux vaisseaux Espagnols ; abolissant pour jamais le pernicieux usage de percevoir dans nos douanes les mêmes droits indistinctement sur nos manufactures & sur celles de l'Etranger. Il sera à propos de vérifier avec un soin particulier les droits que nos manu-

factures payent dans les douanes de l'Etranger, pour que nous le traitions de même : à ce sujet j'ai conseillé, chapitre VIII de ma première Partie, de régler les droits de toutes les douanes sur le tarif de celle de Séville, c'est-à-dire, sur le pied de dix pour cent, n'étant pas d'avis de les hausser davantage pour le présent; sur quoi il y a deux considérations à faire. La première, c'est que nos manufactures ne sont pas actuellement en état de suffire à la consommation de l'Espagne & des Indes, & que d'autre côté nous n'avons pas de vaisseaux marchands qui puissent tirer les marchandises qui nous manquent, des pays où elles sont au meilleur compte : la seconde, c'est que j'entends que cette disposition ne subsiste qu'autant que les Etrangers traiteront nos manufactures avec la même faveur que nous les leurs, aux termes des traités de paix : & dans le cas où le contraire arriveroit, ils éprouveroit chez nous le même traitement. A cet effet, on fera passer à toutes les nations commerçantes des étoffes de notre fabrique, bien moins pour le

profit de cette exportation, que pour connoître au juste les droits de leurs douanes à notre égard, & pour nous y conformer.

57. Mais nos plus sages mesures seront peut-être sans effet, soit faute de vaisseaux, soit par l'éloignement des Espagnols pour le commerce, dont les Errangers leur enlèvent tout l'avantage. Pour mettre en mouvement une entreprise si considérable, il faudra se servir des vaisseaux qui font le voyage des Indes, employant réciproquement pour le commerce des Indes, par préférence, les vaisseaux marchands qui auront fait un voyage au Nord, au Levant, à Dantzix ou à Messine, dont ils justifieront.

58. Il seroit à propos d'établir dans ces deux villes des Consuls intelligens, choisis & entretenus par le commerce d'Espagne, pour y protéger les intérêts de ses commerçans, & des Facteurs chargés du soin de renvoyer en Espagne les marchandises qui ne seroient pas de prompte défaite, & de faire d'avance les emplettes, pour la prompte expédition des vaisseaux qui seroient

## 68 *Rétablissement des Manufactures*

attendus. On pourroit aussi pour le bien du commerce & des fabriquans, former des compagnies, qui moyennant cinq pour cent de bénéfice, tiendroient magasin des différentes matieres nécessaires aux manufactures, & les fourniroient aux fabriquans au prix marchand à cinq pour cent près : à ce moyen les fabriquans ne feroient pas dans le cas de manquer de matieres, ou d'en faire des provisions ruineuses pour éviter cet inconvénient : ils pourroient sans beaucoup de fonds, & même sans ouvrage de commande, tenir toujours leurs métiers battans ; & le commerçant de son côté seroit toujours prêt à aller charger à Dantzick des lins, des chanvres & des graines de lin, & à Messine des foyes, matieres de la plus grande nécessité pour la consommation de l'Espagne & de l'Amérique : quant aux laines, l'Espagne en recueille en telle abondance qu'elle n'a pas besoin de celles de l'Etranger.

59. Deux considérations se présentent ici naturellement ; la premiere, c'est que le commerce d'Espagne faute de vaisseaux & faute de fonds appar-



tenans aux Naturels, se fait clandestinement pour la plus grande partie par l'Etranger, qui, de concert avec l'Espagnol, expédie sous son nom ses vaisseaux & ses marchandises aux Indes: de-là il est aisé d'imaginer que pour jouir des avantages accordés à la navigation Espagnole dans les autres commerces, l'Etranger empruntera encore le nom de l'Espagnol pour ses vaisseaux: à quoi on peut répondre que si cet abus s'oppose à l'établissement de notre commerce de mer, du moins il n'empêche pas le bon effet des mesures prises pour le bien du commerce intérieur; mais un expédient sûr pour remédier à cet abus, c'est d'ordonner que les matelots, capitaines, pilotes & autres personnes de l'équipage des vaisseaux seront Espagnols, non domiciliés ni naturalisés chez l'Etranger: tout moyen est bon dès qu'il nous procure sûrement l'augmentation de notre marine; & le commerce y gagneroit encore beaucoup, quand l'Espagne ne feroit d'autre profit que celui du fret, sur toutes ses exportations & importations.

60. La seconde considération est qu'il est impossible que nos douanes soient bien administrées, tant qu'elles seront données à ferme ; ainsi qu'a dû nous en convaincre l'expérience, & sur-tout l'exemple des changemens qu'a faits *Eminente* dans nos tarifs, en les baissant de son autorité privée : (a) on ne s'assurera jamais de l'exécution des ordonnances, qu'en établissant une régie pour le compte du Roi ; mais on ne doit la confier qu'à des commis intelligens, qui puissent reconnoître sans y être trompés les étoffes des différentes nations, aux marques dont chacune se sert, à la qualité des étoffes & de leurs matieres, à leur largeur, enfin à la maniere dont elles sont pliées ou emballées ; il faut aussi qu'ils sçachent assez les langues pour connoître par les passeports & les commissions des navires, de quelle nation ils sont, & si leur cargaison est du même pays ou d'un autre, afin de n'être pas obligés

---

(a) Le tarif ainsi réformé par *Eminente*, directeur des douanes, e st connu en Espagne sous le nom de *Combenio de Eminente*.

de s'en rapporter à la bonne foi des marchands, qui ne déposeront jamais contre leurs intérêts : enfin il ne suffit pas de faire d'excellens réglemens, il faut placer dans les douanes des gens qui sçachent les mettre à exécution.

---

## CHAPITRE XII.

*Des avantages que l'Espagne trouveroit  
à établir un commerce direct avec  
les Isles Philippines.*

61. **L'**Établissement d'une navigation directe de tous les ports de l'Espagne aux Isles Philippines, étoit sans contredit le moyen le plus sûr qui fût en sa puissance pour élever ses manufactures, augmenter son commerce & ses hommes, & rendre sa marine florissante ; par quelle fatalité l'Espagne a-t-elle pû renoncer à tant d'avantages ?

62. Il le faut avouer, je n'ai entendu sur aucun point de commerce de raisonnemens plus faux que ceux qu'on fait sur celui-ci, pour prouver que

cette navigation lui seroit pernicieuse ; & que les inconvéniens qu'on en craint sont sans remede ; comme si l'Espagne devoit y trouver sa ruine , tandis que les autres nations y trafiquent heureusement : mais pour dissiper l'horreur avec laquelle on a toujours envisagé ce commerce comme la perte certaine de l'Espagne , & pour excuser ma témérité en le proposant comme très-utile , je rapporterai quelques-uns des griefs qu'on lui oppose ; je pense que si je puis y répondre de maniere à détruire le préjugé de la nation , elle me devra un commerce nouveau , dont les avantages seront sans bornes.

63. Un de ces griefs donc , est que les Philippines étant le magasin général des étoffes de soye & de coton de toutes les nations de l'Orient , & ces étoffes ayant tant de supériorité sur celles d'Europe par la beauté du travail & des couleurs , & sur-tout par leur bas prix , l'Espagne en seroit bientôt inondée , & ses manufactures qui n'en pourroient soutenir la comparaison , en seroient infailliblement ruinées. Cette réflexion seroit très-bonne si l'Espagne,

L'Espagne au lieu de consommer les étoffes de sa fabrique, ne s'habilloit pas uniquement de celles de l'Etranger; je ne crains pas de contredire le zèle que j'ai marqué dans ma premiere Partie pour l'établissement & l'encouragement des manufactures, en soutenant ici, que si l'Espagne devoit rester privée de manufactures, comme elle l'a été jusqu'à présent, ce seroit pour elle un profit certain que de tirer ses étoffes des Philippines. Avec un million de piastras elle y acheteroit ce qui lui en coute quatre dans le Nord, dont les étoffes sont moins belles & plus cheres que celles de l'Orient; elle épargneroit donc trois millions de piastras : & même, attendu qu'à la Chine l'or ne vaut que neuf piastras l'once, l'Espagne en y envoyant quatre millions de ses piastras à changer contre de l'or, feroit sur cette somme un profit de 2400000 piastras, qui payeroit les marchandises dont elle auroit besoin.

64. Mais ce ne sont point là les avantages que je considere pour l'Espagne dans ce commerce, j'y en vois un bien plus intéressant; celui de se

#### 74 *Rétablissement des Manufactures*

procurer en abondance & à bon marché les foyes, les cotons, le poil de chameau nécessaires pour ses manufactures ; c'est de l'Orient que les nations du Nord tirent ces matieres dont ils manquent chez eux ; c'est avec ces secours que leurs manufactures sont parvenues à supplanter les nôtres. L'exemple des autres nations qui ont prohibé les étoffes des Indes comme préjudiciables à leurs manufactures, ne fait rien contre ce que je propose : l'Espagne n'a point de manufactures qu'elle craigne de perdre, & je ne propose pas qu'on tire des Philippines les étoffes de l'Orient, mais seulement les matieres premières nécessaires pour la fabrication des nôtres.

65. Je demande maintenant aux antagonistes de cette navigation, si les nations qui ont prohibé les étoffes des Indes, n'en font pas cependant le commerce, & si elles ne navigent pas dans ces mers ? Personne n'ignore qu'elles y envoient leurs vaisseaux, qui outre les étoffes qu'on y fabrique, en rapportent mille denrées d'un commerce utile, & les matieres premières auxquelles leurs

manufactures doivent leur existence ; aussi ces nations sont si jalouses de ce commerce , qu'elles souffrent impatiemment qu'on le partage avec elles ; témoin l'opposition ouverte qu'a rencontrée de leur part l'établissement de la compagnie d'Ostende & autres exemples qu'on pourroit citer. Après cela , quelle peut être l'excuse raisonnable de l'aversion invincible qui prive l'Espagne d'une navigation qui ne peut nuire aux manufactures qu'elle n'a pas , & dans laquelle sa marine & son commerce trouveroient de si puissantes ressources ?

66. J'ajouterai encore contre l'allégation de ces craintes , une déclaration du 29 Mars 1733, contenant cinquante-huit chapitres , par laquelle S. M. a autorisé l'établissement d'une compagnie formée par des commerçans de Cadix & autres ports , pour le voyage des Philippines ; avec permission par le vingt - sixième chapitre , à chaque vaisseau de charger cinquante tonneaux d'étoffes de la Chine , sous condition qu'elles ne seroient point consommées en Espagne , mais dans l'Etranger &

## 76 *Rétablissement des Manufactures*

aux Indes : sur quoi je remarquerai que la ville de Seville , qui en 1731 présenta au Roi le projet d'une pareille compagnie, contenant trente-huit conditions , que celle de 1733 a adoptées depuis , ne demandoit point la permission de charger des étoffes de la Chine , soit parce qu'elle pensoit qu'il étoit difficile d'en empêcher la consommation en Espagne , si on y en permettoit l'introduction ; soit parce qu'attachée , comme le sont naturellement les villes , au bien général, toujours sacrifié par les commerçans à leur intérêt particulier , Seville considéra que quand même la condition seroit exactement observée , le bien public ne gagneroit rien à cette permission ; qu'au contraire l'Espagne en vendant ces étoffes à l'Etranger , perdrait le profit de sa main-d'œuvre sur une pareille quantité qu'elle auroit fabriquée avec les foyes & le coton des Indes , & qu'elle auroit vendue. Enfin elle pensa qu'une pareille permission quoique très-bornée , pouvoit causer un grand mal , en facilitant la contrebande des nations qui ont permis à leurs sujets le commerce de ces étoffes



en même-tems qu'elles leur en ont prohibé l'usage ; comme il est arrivé à l'égard de la nouvelle Espagne, où le vaisseau de la Chine sert de prétexte à l'introduction excessive qui s'y fait des manufactures de l'Orient, & comme le prouvent les deux paragraphes suivans.

67. Premièrement le navire seul qui ait permission de passer des Philippines à Acapulco, n'emporte qu'une cargaison de trois cens mille piastras, dont partie est en foyes, coton, poil de chameau, porcelaine, cires, poivre, canelle, gérofle, ivoire, thé, café, gingembre & drogues servant à la médecine ; le surplus de la cargaison en étoffes de la Chine, ne peut suffire seul à la consommation exorbitante qui s'en fait à la nouvelle Espagne ; en effet quelque adresse qu'on accorde aux Chinois pour plier leurs étoffes en un volume moindre de moitié que ne feroient les Européens, cette adresse ne s'étend pas à réduire de même leur poids : or il est impossible qu'un seul vaisseau suffise, je ne dis pas à contenir, mais à porter, tout ce qu'il en entre dans ce Royaume.

### 78 *Rétablissement des Manufactures*

68. Secondement, l'Etranger pour éluder les prohibitions de l'Espagne au sujet des étoffes de l'Orient, a établi quatre manufactures de toiles de coton & de toiles peintes, au moyen desquelles il nous vend celles de la Chine pour celles de sa fabrique.

Et à l'égard des foyeries, la Chine contrefaisant dans la plus grande perfection celles de l'Europe, désormais les vaisseaux qui viendront d'Acapulco lui porteront toutes nos étoffes nouvelles pour les imiter, & les vendre ensuite aux nations qui en inonderont nos possessions, en prétextant qu'elles sont de leur fabrique. Ensorte donc que la prohibition de ces étoffes & de cette navigation, ne fait qu'assurer à l'Etranger seul les profits de ce commerce & à diminuer la consommation de nos manufactures : enfin les choses en sont au point, que quand même la peste seroit à la Chine, nous ne pourrions nous défendre de l'entrée de ses étoffes, qu'on nous apporteroit sous le nom de quelque manufacture Européenne.

69. Quelques-uns prétendent fausement que les foyes de la Chine n'ont

pas de qualité , & qu'en les laissant entrer en Espagne , elles feroient perdre aux nôtres toute leur réputation ; ils difent pour preuve , que la France pour cette raison a défendu qu'on en employât dans les manufactures : je veux que cette prohibition existe , & que le prétexte en foit tel , comme l'assure D. G. de Ustariz (a) ; mais je fçais en même-tems que les prétendues mauvaises foyes de la Chine ne font pas des foyes de vers , mais d'une herbe filée si parfaitement , qu'il est très-difficile de la reconnoître ; les Afiatiques étant si habiles à tromper , suivant le témoignage des Hollandois , que quand ils l'ont résolu on ne peut s'en défendre entierement. Il reste donc toujours vrai que la Chine & l'Asie ont des foyes supérieures même à celles de l'Espagne ; & quoiqu'il arrive à quelques-uns d'acheter des fils d'herbe , les pre-

---

(a) L'Auteur veut parler du mélange de la foye crue avec la foye cuite , défendu par nos réglemens , dans certaines étoffes , comme contraire à la bonne fabrication ; pratiqué cependant avec succès dans quelques manufactures de l'Etranger.

nant pour de la foye , ou souvent à dessein de tromper quelque autre , cela n'ôte rien à la bonté des foyes véritables : seulement il faudroit faire brûler celle qu'on reconnoitra n'être que de l'herbe , pour ôter aux uns & aux autres toute occasion de tromperie.

70. D'autres objectent que la navigation directe de l'Espagne aux Philippines , ruineroit le commerce que les galions font au Perou & à Lima par la voie de Carthagene & de Portobelo , par la facilité que les vaisseaux Espagnols auroient d'y introduire les étoffes de l'Orient en contrebande par la côte du Sud. Objection aussi foible que les précédentes , en ce que ces côtes sont très-éloignées de la route que ces vaisseaux doivent naturellement tenir ; d'ailleurs les autres nations n'approchent point de ces côtes , quoique la plupart , sur-tout en tems de guerre , pour éviter les vaisseaux ennemis qui les attendent aux croisières du cap de Bonne-Espérance , prennent leur route par le cap de Horn ou par le détroit de Magellan : nos vaisseaux donc sont-ils plus à craindre pour nous dans ces

mers que ceux de l'Etranger, & ne peut-on empêcher la contravention des uns & des autres par la peine de la confiscation ? Les sujets bien intentionnés de Sa Majesté, ou l'Etranger même en pareil cas, oseroient-ils se plaindre ?

71. Il y en a qui vont jusqu'à douter que l'Espagne fût libre d'établir cette navigation directe : la raison qu'ils en donnent, c'est que les Hollandois étant les maîtres du commerce & des mers de l'Orient, ils s'opposeront avec toutes leurs forces à cette nouvelle entreprise, que notre marine est trop foible pour soutenir malgré eux ; ils ne permettent ce commerce qu'aux Anglois, en considération de l'amitié qui les unit ; & au Portugal, par reconnaissance de la cession qu'il leur a faite de ses possessions dans ces contrées où il trafiquoit seul autrefois.

72. Ceux qui forment ce doute, ignorent apparemment que les Isles Philippines appartiennent à l'Espagne, que ces Isles sont à la tête de l'Asie, & adjacentes à la Chine & au Japon, Royaumes en qui réside tout le commerce de l'Orient, excepté celui des

## 82 *Rétablissement des Manufactures*

épiceries : que toutes les nations de l'Inde ont leurs Ambassadeurs dans ces Isles & y envoient leurs marchandises pour en tirer les piaftres que le vaisseau d'Acapulco y apporte tous les ans, en retour de sa cargaison, & pour le payement des garnisons & officiers que Sa Majesté y entretient. A ce moyen, les marchandises de l'Orient étant à aussi bon marché dans ces Isles, que dans les lieux même qui les produisent, l'Espagne n'a pas besoin de commercer directement dans l'Inde, ce qui peut-être souffriroit quelque difficulté suivant le traité de Munster ; il lui suffit de naviger aux Philippines pour être à même de toutes ces richesses de l'Inde. Mais les Anglois même & les Hollandois à qui le commerce des Philippines est interdit, y viennent chercher nos piaftres sous le nom & sous le pavillon des Puissances Asiaticques dont ils fretent les vaisseaux ; qui pourroit empêcher l'Espagne de se procurer de la même maniere les marchandises qui par hazard ne se trouveroient pas dans ces Isles ?

73. Il semble qu'ils ignorent aussi

que la route d'Espagne aux Philippines, la plus sûre & où l'on rencontre le moins de vaisseaux étrangers, est par le cap de Horn, ou par le détroit de Magellan, ou par l'un des trois passages de le Mayre, de Brovers ou de la Roche, qui sont entre le détroit de Magellan & le cap de Horn, terre déserte, appelée Terre de Feu ou Australe, où l'on trouve de bons havres, du bois, du gibier & du poisson en abondance; l'on fait voile ensuite par la pleine mer, sans toucher terre, jusqu'aux Philippines, sans passer à la vue des Moluques qu'on laisse à la gauche, & même sans s'arrêter aux Isles Mariannes qui sont voisines & qui appartiennent aux Espagnols. Par cette route, la navigation Espagnole dans l'Asie commence par les Philippines d'Orient en Occident, à la différence des autres nations, qui prenant par le cap de Bonne-Espérance, n'arrivent aux Philippines qu'après avoir traversé les mers d'Asie d'Occident en Orient.

74. Il me reste présentement à examiner sur quel prétexte on imagine que les Hollandois empêcheroient les

#### 84 *Rétablissement des Manufactures*

vaisseaux de l'Espagne d'aller librement à ses possessions. Il semble que l'Espagne dans ce cas, pourroit réclamer le droit des gens avec plus de raison & de bonne foi qu'aucune des nations maritimes qui ont voulu l'étendre en leur faveur jusqu'à la liberté de naviger sur nos côtes d'Amérique. Si l'on consulte les traités de paix, je crois que tout ce qu'on trouvera dans celui de Munster de 1648, c'est une permission que l'Espagne accorde aux Hollandois de naviger à leurs possessions dans l'Inde : en quelques termes qu'elle soit conçue, c'est l'Espagne qui permet aux Hollandois la navigation dans l'Inde, permission qu'elle-même n'avoit à recevoir de personne.

La Hollande ne s'exposera point à la représaille, par un procédé violent ; son commerce dans ces mers coureroit de plus gros risques que le nôtre ; d'ailleurs elle n'a pas moins d'intérêt de conserver Curacao petite Isle voisine de notre province des Caraques, qui n'est considérable que par la contrebande immense dont elle est le prétexte & le dépôt, & qu'une querelle aussi



mal fondée pourroit lui faire perdre. Je ne vois donc rien qui s'oppose au droit de l'Espagne, si ce n'est l'intérêt qu'ont les autres nations & le soin qu'elles prennent d'entretenir sa négligence & sa foiblesse, pour s'enrichir de ses dépouilles. Elles sçavent adroitement sans se rendre suspectes, donner du crédit parmi nous aux maximes qui leur sont les plus favorables : leurs défenseurs traitent de folie ou d'obstination le projet d'une nouveauté avantageuse, & donnent pour des difficultés insurmontables de vains préjugés, qu'ils ignorent que la politique de l'Etranger a sourdement répandus. Nos anciens, disent-ils, n'ont point fait cette navigation ; ils avoient sans doute leurs raisons que nous ne connoissons pas. Voilà le dernier retranchement de leur entêtement, dont l'expérience la plus heureuse ne les tireroit pas.



## C H A P I T R E   X I I I .

*De la forme dans laquelle il convient d'établir un commerce direct entre les Philippines & tous les ports d'Espagne.*

75. **A** Près avoir répondu aux difficultés qu'on propose contre ce commerce , je passe maintenant aux moyens & à la forme qui semblent lui convenir le mieux. Il a pour objet l'avantage général de la marine , & non le bien particulier de quelque ville maritime , ou de quelque compagnie ; sa carrière doit donc être ouverte aux vaisseaux de tous les ports d'Espagne : mais pour leur sûreté commune , il seroit nécessaire d'indiquer la baie de Cadix pour rendez-vous général de tous les vaisseaux de cette mer & de la mer Méditerranée ; ayant attention de faire sçavoir dans tous les ports deux mois auparavant , le jour fixe du départ , lequel seroit concerté de manière qu'on pût arriver au cap de Horn durant l'été de ce pays-là , qui est le

tems d'hiver pour l'Espagne : les vaisseaux de Catalogne & de Majorque ayant à faire route seuls jusqu'à Alicante, prendroient quelques hommes de plus & quelques pieces de canon pour leur défense ; d'Alicante, prenant en passant les vaisseaux de Carthagene & de Malaga, ils gagneroient à Cadix réunis en flotte de crainte des pirates ; de là un convoi en tems de guerre les escorteroit jusqu'aux Canaries.

76. Le rendez-vous des vaisseaux des ports de Biscaye & de Galice pourroit être au Ferrol ; d'où, sans attendre les autres, ils se rendroient en droiture aux Canaries, & y prendroient les vaisseaux qui s'y rencontreroient. Ces deux flottes auroient ordre de faire route vers la mer du Sud par le détroit de Magellan, ou autres voisins du cap de Horn. Il leur seroit défendu de rapporter aucunes étoffes de soye & même de coton, si on le jugeoit à propos : quoique cependant tant que l'Espagne, faute de manufactures, sera obligée d'en tirer de dehors, elle ne pût mieux faire que de les acheter de ses commerçans même, soit pour les avoir

### §§ *Rétablissement des Manufactures*

à meilleur marché, soit pour ôter le profit de ce commerce à l'Etranger. Les principaux retours de ces flottes seront en coton & en foyes greges. Les officiers & gouverneurs pour le Roi aux Philippines, auront soin d'empêcher qu'on n'embarque d'étoffes de foye, ni de foyes de mauvaise qualité (a) ; lesquelles devront être brûlées. Ils enverront le certificat du prix des foyes & du coton, pour que le prix de vente & le profit du marchand soient fixés en conséquence : ce profit fût-il de cent pour cent, les fabriquans pourrout encore les avoir à bon compte, même en payant cinq pour cent de plus à la compagnie qui tiendra magasin de ces matieres, & qui fera pour eux les avances de la provision qui leur seroit nécessaire pour entretenir leurs métiers pendant l'intervalle des voyages de ces flottes. Cette compagnie ne pourra vendre à l'Etranger que ce qu'elle se trouvera avoir de reste dans ses magasins d'un voyage à l'autre : & les droits

---

(a) C'est à-dire foyes d'herbe. Voyez p. 79.  
d'entrée

d'entrée & de sortie en seront réglés au plus grand avantage de la chose.

Les vaisseaux reviendront en Espagne avec les mêmes précautions, s'effortant mutuellement les uns les autres jusqu'à l'arrivée de chacun dans son port, où leur cargaison sera vérifiée sur les registres du vaisseau, soit pour le paiement des droits, soit pour examiner la qualité du coton & des foyes avant de les délivrer à la compagnie, qui en payera la valeur comptant.

77. Par le moyen de ce commerce, l'Espagne verra augmenter sa marine; ses manufactures de foye ne seront plus subordonnées à l'incertitude des récoltes du pays, pour la quantité & pour le prix; il s'établira des manufactures nouvelles de coton & de poil de chameau, dont la consommation devient considérable; l'Espagne enfin pourra se procurer les épiceries & autres fruits de l'Orient à meilleur marché: car quoique les Hollandois possèdent presque la vente exclusive de la canelle, du geroffe & de la muscade, par les traités qu'ils ont fait avec les

90 *Rétablissement des Manufactures*

peuples de Ceylan & des Moluques qui les recueillent, du moins les peut-on acheter là d'eux à meilleur marché qu'en Europe, & y gagner les frais du transport & même plus.

78. Nos possessions y trouveront l'avantage d'avoir de la première main les marchandises & les denrées de l'Espagne; mais ce qui est bien plus à considérer, c'est qu'un commerce direct affermira notre Empire dans ces contrées, où une poignée d'Espagnols ne laisse pas de courir quelques dangers, au milieu des Chinois & autres peuples de l'Asie qui remplissent ces Isles, & qui ont plusieurs fois tenté de se révolter contre nous. D'ailleurs quelle consolation d'imaginer que ces pays seront désormais pleins de Missionnaires qui s'y rendront de toute l'Espagne; & pouvons-nous songer sans douleur qu'ils sont maintenant ensevelis dans les ténèbres de l'idolâtrie fautive d'Apôtres, la nouvelle Espagne leur enlevant tous ceux qu'on leur envoie ?

Il seroit à propos en même-tems que l'Espagne fit quelques établissemens sur les côtes des terres immenses &

désertes de Magellan ou de Feu, où les vaisseaux pussent se rafraîchir au milieu de leur route, & se radoubler dans le besoin : il est d'ailleurs intéressant pour la sûreté de ses ports de la mer du Sud, d'empêcher qu'une autre nation ne vienne à se fortifier dans ces terres, & à se rendre maîtresse de la communication des deux mers.

Enfin ce commerce dans la forme que je le propose, est le plus sûr moyen de réparer les pertes immenses qu'ont causées à l'Espagne les trésors de l'Amérique ; ce sont ces trésors, objet de l'envie des nations, qui les ont excitées à ruiner nos manufactures ; ce sont eux dont la possession nous a aveuglés au point de ne pas voir tout ce que nous avons à craindre de leurs efforts ; ce commerce en rétablissant notre marine & nos manufactures, peut nous rendre tout ce que nous avons perdu.



## C H A P I T R E X I V.

*Du commerce de l'Espagne dans l'Amérique , & des causes de sa décadence.*

79. **C'**A été une question très-débatue dans ce siècle , de sçavoir lequel seroit le plus avantageux pour l'Espagne de continuer à envoyer ses flottes à la nouvelle Espagne & ses galions à Terre-ferme , ou d'y faire son commerce par des vaisseaux expédiés séparément , ou enfin d'établir une Compagnie à cet effet. La décadence manifeste de ce commerce a donné lieu à cette question : on a voulu d'abord en rejeter le tort sur les flottes & galions ; comme si la contrebande que les nations y font , n'en étoit pas , de leur propre aveu , la cause trop certaine. Il n'est du moins plus permis d'en douter maintenant qu'on sçait que les motifs de la guerre présente sont , la prétention des Anglois d'envoyer leurs vaisseaux dans ces mers , sans qu'on puisse leur demander compte de



la contrebande qu'ils y font, ni employer contre eux aucun des moyens usités pour l'empêcher, & leur refus de se soumettre à la visite des gardes-côtes, dont tel est le devoir & l'institution. Depuis qu'on a reconnu cette vérité, & qu'on a vû que la méthode des flottes & galions étoit la plus avantageuse pour ce commerce, il a été résolu qu'on s'y tiendrait, & qu'on aviseroit sérieusement à réprimer les abus qui s'y étoient introduits : mais les efforts des nations qui ont un intérêt opposé, ont redoublé en même-tems que les nôtres, & en ont balancé l'effet. Leurs avantages ont toujours été croissant, sur-tout par le traité de l'Assiente des Nègres, le plus fatal pour l'Espagne que ses ennemis aient pu imaginer : en effet sous ce prétexte ils tiennent en Amérique des facteurs pour leur donner avis des marchandises que leur rareté y fait augmenter, & pour les y introduire par divers moyens ; ainsi qu'on peut le voir dans un papier public, intitulé *Avisos con noticias del Peru*, dont l'Auteur mérite toute confiance pour sa ca-

#### 94. *Rétablissement des Manufactures*

pacité, & pour avoir été pendant plusieurs années témoin oculaire de ce qu'il rapporte. Le traité par lui-même est sans doute d'un grand préjudice pour l'Espagne, mais ce n'en est peut-être pas un moindre, que la connoissance intime qu'il a mis les Anglois à portée de prendre de la situation, du fort & du foible de nos colonies & de nos places dans les Indes, des mers & des côtes, ainsi qu'il est mieux & plus au long rapporté dans le mémoire ci-dessus, & dans mon chapitre iv. paragraphe 16. Si l'on veut en sçavoir davantage, qu'on consulte les comptes de cette compagnie, & on ne sera point étonné après cela des dépenses qu'elle a faites dans la première année, & de ses profits excessifs, malgré les avances considérables qu'elle a été obligée de faire pendant le cours du traité.

80. Il est nécessaire de dire, du moins en passant, de quelle maniere l'Espagne a fait précédemment son commerce à la nouvelle Espagne, au Perou ou à Terre-ferme : quant à la forme, il subsiste depuis long-tems le même que nous le voyons encore au-

jourd'hui ; mais les choses d'ailleurs ont tellement changé de face , que ceux qui recommenceroient maintenant la même navigation & les mêmes affaires qu'ils y auroient faites dans le siècle passé , ne reconnoîtroient ni ce commerce , ni les lieux même qu'ils auroient fréquentés ; il n'y a peut-être pas de village en Espagne où l'on ne trouvât gens qui ont fait le voyage d'Amérique , & en état de faire cette comparaison. Ceux qui n'ont pas vû le tems dont je parle , quoique assez moderne , sont tentés de prendre pour des fables tout ce qu'on raconte de la facilité , des grands succès & de l'immensité de ce commerce , & du grand concours des commerçans de Lima , du Perou & des Espagnols venus par les galions à la foire célèbre de Portobelo, où se négocioient toutes les affaires de ces Royaumes ; comme on le verra exactement déduit dans les paragraphes suivans. (a)

---

(a) Il est survenu des changemens à la forme du commerce d'Espagne en Amérique depuis 1740 , tems auquel l'Auteur écrivoit : la flotte partie pour la Vera-cruz en Novembre 1735 , a été la dernière ; la dernière expédition des

## 96 *Rétablissement des Manufactûres*

81. Ce commerce dans ses commencemens employoit quelques vaisseaux de registres qui s'expédioient d'Espagne, sans observer de tems fixe pour leur départ, & sans attendre le retour les uns des autres. Divers inconvéniens, & le préjudice notable du commerce, de la fortune des particuliers & des revenus du Roi, firent abandonner cette méthode pour essayer celle d'envoyer des flottes à la nouvelle Espagne & à Terre-ferme : l'expérience en fut si avantageuse, que D. Gomez Reynel, par le septième article du bail qu'il prit des Almojarifazgos de Seville & des Indes pour neuf ans, finissant avec l'année 1613, stipula que sur les trois cens cinquante-un millions de maravedis, prix de son bail, on lui

---

galions, sous le nom de *demi-galions*, est de 1737, au mois de Février : depuis ce tems ce commerce ne s'est plus fait que par vaisseaux détachés, munis de permissions de la Cour d'Espagne : système qui dans le cas de guerre, donne moins de prise à l'ennemi, que des galions sujets à être bloqués ou interceptés par une escadre : il semble au reste qu'il n'est pas décidé qu'on s'en tienne à cet arrangement.

feroir

feroit une diminution de deux mille ducats par chaque vaisseau à qui on accorderoit permission de porter des marchandises aux Indes séparément de la flotte, ou qui iroit à la nouvelle Espagne de conserve avec la flotte destinée pour Terre-ferme, ou à Terre-ferme avec la flotte de la nouvelle Espagne. On voit par un autre bail de 1595, qu'il avoit été stipulé que les galions seroient expédiés d'Espagne tous les ans ou au moins tous les dix-huit mois, comme le prouvent encore les douze flottes expédiées du 4 Août 1628 au 3 Juin 1645. Ces flottes portoient ordinairement la valeur de huit, dix à douze millions de piastras en marchandises d'Europe de toutes sortes : en retour elles rapportoient de la foire de Lima, pour trente à quarante millions de piastras en or, argent, laine de Vigogne, cacao & autres fruits précieux de ces Royaumes. Le voyage se faisoit d'Espagne en droiture à Carthagene, où quelques marchands descendoient à terre avec une provision suffisante de marchandises pour la consommation de cette Province & du

### 98 *Rétablissement des Manufactures*

nouveau Royaume. (a) La flotte continuoit sa route vers Portobelo , où les députés du commerce de Lima se joignant à ceux d'Espagne , convenoient ensemble pour fixer le prix des marchandises & des denrées de l'Espagne & de l'Amérique dont l'échange étoit à faire , estimation qu'ils faisoient non pas eû égard à la valeur intrinseque de chaque espece , mais à l'abondance ou à la disette connue ou prévue de celles du pays , & à la quantité de celles d'Espagne , dont les factures & les registres des flottes faisoient foi.

82. Il arrivoit quelquefois de - là qu'un marchand qui faute de fonds considérables pour charger des especes cheres , ne portoit à l'Amérique que des choses d'un prix & d'une qualité des plus communes , gagnoit dessus cinq cent pour cent , tandis que les marchandises de prix ne donnoient que cent pour cent , ce qui étoit le profit ordinaire & assuré de ces voyages. Sur le fort différent des marchandises vendues à chaque foire , les com-

---

(a) La nouvelle Grenade.

merçans faisoient pour le chargement des prochains galions des spéculations très-justes, mais que l'événement déconcertoit quelquefois. Par exemple, il étoit naturel de penser que les articles qui par leur rareté s'étoient le mieux vendus à une foire, se soutiendroient encore chers à la foire suivante. Le raisonnement étoit bon & sûr de la réussite, si tous n'eussent pas raisonné de même. De retour en Espagne, chacun poursuivant la même idée faisoit ses emplettes pour le voyage prochain, sans communiquer les uns avec les autres sur leurs achats, & sans avoir le tems d'en prendre connoissance, étant obligés de repartir dans cinq semaines : alors il arrivoit que tous se rencontrant à charger la même espece de marchandises, celle qui avoit eu le plus de faveur la foire précédente, se vendoit fort mal celle d'après, & que celle qui n'avoit point excité une ambition aussi générale, trouvoit un débit très-favorable.

83. Aucun Monarque ne possédoit dans ses Etats, de foire aussi considérable, ni plus enviée des nations, que

celle qui se tenoit à Portobelo chaque année : on y voyoit échanger chaque fois entre les marchands de Lima & du Pérou, & ceux d'Espagne, la valeur de vingt, trente, jusqu'à quarante millions de piastras en marchandises d'Europe, dans un espace de tems si court, que du départ des galions des ports d'Andalousie à leur retour, il ne se passoit jamais plus d'un an : on en a vu revenir dans les dix & onze mois, & même dans les huit mois, chargés autant & plus richement qu'ils l'eussent jamais été ; car la bonté des foires ne consistoit pas dans le tems de leur durée, mais dans l'abondance d'argent que les marchandises y trouvoient, en telle proportion, que l'échange fait il ne se trouvât ni de marchandises invendues faute d'argent, ni d'argent sans emploi faute de marchandises ; ce qui étoit en même-tems une preuve & de l'habileté des députés, & de la bonté des foires.

84. Cette fixation du cours des marchandises se faisoit, comme je l'ai déjà dit, par les députés, de concert, pour le plus grand avantage & la plus



prompte expédition des foires, sur un état certain qu'ils avoient du total de l'or & de l'argent apportés de Lima & du Pérou, & sur l'état des marchandises de la flotte tiré des factures & registres de chargement, tellement combinés ensemble que la cargaison entière, au prix taxé, absorbât tous les trésors voiturés à Portobelo. A cet effet, il y avoit des articles fixés à cent pour cent de bénéfice, d'autres à cent cinquante, quelques-uns jusqu'à trois cent pour cent. L'état des prix étant rendu public, on commençoit à entrer en négociation, le marchand du Pérou & celui d'Espagne faisoient aisément leurs comptes respectifs sur les prix taxés, alors l'échange des marchandises se faisoit contre l'argent en barres & en piastras avec tant de bonne foi, qu'on n'ouvroit pas même les caissons de piastras & qu'on ne vérifioit pas le contenu des ballots : confiance réciproque qui n'étoit jamais déçue, puisqu'au contraire on a trouvé plus d'une fois des sacs d'or mêlés par erreur parmi ceux d'argent, & dans la livraison des marchandises, des arti-

cles qui n'étoient point portés sur les factures : l'erreur reconnue avant le départ des galions , étoit exactement suivie de la restitution ; ou si les galions étoient partis , elle étoit remise à leur retour.

Un événement singulier montra combien la réputation de la bonne foi de ce commerce étoit solidement établie. En 1654 le Marquis de Villa Rubia ayant conduit les galions , il se trouva que presque toutes les piastres de plate-double qui avoient eu cours dans la foire , ne contenoient à l'essai que quatre cinquièmes d'argent , le reste en alliage : la perte en fut supportée par les commerçans Espagnols ; mais comme le trésorier de la monnoye du Pérou fut reconnu pour l'auteur de cette malversation , & comme tel brûlé , les marchands Péruviens qui n'y avoient point participé , ne perdirent rien pour cela de leur crédit.

85. Les guerres de la fin du siècle passé & du commencement de celui-ci font l'époque de la décadence de ce commerce , qui avoit conservé jusquelà toute sa réputation & sa grandeur :

elles ouvrirent la porte à la contrebande des nations qui n'avoit encore fait que de légers progrès ; on vit depuis nos galions à Portobelo , & une flotte étrangere dans la baye de Bastimentos qui est voisine , vendre concurremment leurs marchandises dans notre foire. Le sac de Panama en 1670, par le pirate Jean Morgan Anglois , fut encore la cause d'un changement bien préjudiciable à ce commerce ; depuis ce tems , de crainte de surprise , les marchands de Lima & du Pérou n'y envoyèrent plus leurs fonds d'avance pour la foire , mais seulement après l'avis de l'arrivée des galions à Carthagene. Ce retard qui commença à prolonger les voyages des galions un peu au-delà de l'année , a été depuis en augmentant : les galions qui sont actuellement (en 1740) à Carthagene , sont partis d'ici il y a eu trois ans au mois de Mars , sans compter l'intervalle qu'il y eut entre leur départ & le retour des précédens , & le tems qui s'écoulera encore avant leur arrivée. En même-tems les cargaisons de nos flottes diminuent tous les jours de ce

qu'elles étoient autrefois, tandis que de l'aveu de tout le monde, les mines rendent plus qu'elles n'ont jamais fait, preuve incontestable de l'augmentation du commerce illicite des nations étrangères, qui tirent de nos mines directement en échange de leurs marchandises, tout l'argent qui vient en Europe par autre voie que celle d'Espagne. Cependant l'Angleterre qui réclame si hautement la liberté de la navigation en Amérique, c'est-à-dire, le droit d'y faire librement la contrebande, voit avec douleur s'approcher la fin du traité de l'Asiente, qui lui étoit un prétexte si commode à dépouiller les possessions de l'Espagne; tel est le vrai motif des plaintes que sa voix fait entendre par-dessus celles des autres nations : semblable au crocodile qui près du cadavre dont il n'a laissé que les os, pousse des cris non de pitié, mais de désespoir de n'avoir plus de pâture.

.86. Les guerres que l'Espagne & la France eurent à soutenir contre presque toute l'Europe depuis 1702 jusqu'à la paix d'Utrecht, couvrirent les

mers de pirates & d'ennemis : la communication de l'Espagne & des Indes en fut interrompue ; & dès la première année , les galions furent brûlés à leur retour dans le port de Vigo. Les Indes Espagnoles entrèrent alors en commerce avec l'Etranger pour les besoins de leur consommation ; & ce parti étoit presque indispensable dans ces circonstances. Quelques vaisseaux de Saint-Malo profitèrent de ces tems de désordre , pour passer à Lima par le détroit de Magellan : comme le pays étoit dépourvu de marchandises , ils firent sur celles qu'ils y portèrent des profits incroyables , & gagnèrent jusqu'à huit cent pour cent. La réputation qui s'en répandit excita tellement l'empressement & l'avidité des autres armateurs , que plus de deux cents vaisseaux marchands passèrent à Callao de Lima , & aux autres ports du Pérou , sans qu'il y eût entre l'arrivée des uns & des autres , seulement l'intervalle du tems nécessaire pour décharger leurs marchandises : elles s'y accumulèrent par-là de telle sorte , que le prix en baissa même au-dessous de ce qu'elles

coûtoient dans la fabrique ; les marchands du pays qui avoient acheté les premiers à des prix exorbitans , perdant par cette diminution plus des trois quarts à la vente , furent obligés de faire banqueroute : ceux qui avoient des fonds de reste cessèrent d'acheter , craignant que les marchandises ne vinssent encore à baisser davantage ; en sorte que quelques-uns des marchands François ne trouvant point à vendre , brûlèrent partie de leur cargaison plutôt que de la rapporter en France , où à leur arrivée ils firent aussi banqueroute. L'exemple de ceux-ci rendit plus prudents & plus circonspects ceux qui les suivirent ; car ces mers continuèrent d'être fréquentées jusqu'à l'arrivée de l'escadre de M. Martinet que l'Espagne prit à sa solde pour y envoyer , & à qui succéda l'escadre de la mer du Sud , qui se forma , & est encore composée des vaisseaux que la précédente escadre s'étoit obligée d'y laisser. Mais l'Espagne mit le comble à ses pertes , quand elle accorda par le traité d'Utrecht à l'Angleterre , un navire de permission , & l'Assiente des

Nègres ; & au Portugal , la colonie du Saint-Sacrement , située sur la rivière de Plata , vis-à-vis de Buenos-Ayres. C'est par ces moyens que les Royaumes de Pérou & de Lima , sont fournis de marchandises étrangères , au préjudice de leurs galions retenus depuis trois ans à Carthagene , sans sçavoir quand les marchands de Lima enverront des fonds pour la foire. C'est ainsi qu'ont déperî ces fameuses foires , si enviées des nations , & qui n'avoient point de pareilles dans le monde ; mais la ruine de ce commerce n'est que trop évidente , passons à celui d'un autre Royaume.

87. Le commerce de la nouvelle Espagne se faisoit & se fait encore maintenant par les flottes qu'on expédie au port de la Vera-cruz , & qui font de l'eau & se rafraîchissent à Puerto-Rico ; ses retours n'ont jamais été aussi riches que ceux de Terre-ferme , à cause des marchandises de la Chine que verse chaque année le vaisseau des Philippines dans le port d'Acapulco sur la mer du Sud , & de la contrebande qui s'y fait de tout tems par la mer du

Nord. Cependant ils étoient ordinairement de dix à quinze millions, & les voyages n'étoient pas plus longs que ceux des galions avec qui cette flotte partoît souvent de conserve. Les vaisseaux de registres qui s'expédient pour Campeche, Tabasco & Honduras font aussi du commerce de la nouvelle Espagne : ces vaisseaux souffrent par les mêmes causes dans leur expédition & dans leurs voyages, le même dommage que le reste du commerce de l'Amérique ; les Anglois nous ont presque tout enlevé celui de Campeche, d'où ils tirent, en échange des marchandises d'Europe, le bois dont ils fournissent toutes les nations.

Enfin la consommation du vif-argent dans les mines de la nouvelle Espagne a tellement augmenté, que dans l'intervalle d'une flotte à l'autre, on est obligé d'y en envoyer par deux vaisseaux de guerre, lesquels n'y portent d'ailleurs aucunes étoffes pour ne pas préjudicier à la vente de la flotte, mais seulement quelques fruits : on peut conclure de-là que le produit des mines est considérablement augmenté, &



que l'argent en est détourné , puisqu'il ne passe pas en Espagne.

88. J'ai dit qu'outre les flottes & les galions , l'Espagne expédioit des vaisseaux de registres à divers ports des Indes ; les uns seuls , les autres en compagnie des flottes & galions. Les vaisseaux qui vont toujours seuls , sont ceux de Buenos-Ayres , qui ne peuvent aller de conserve avec les flottes que jusqu'à la hauteur des Isles ; là ils se séparent , passent la ligne , & gagnent les 35 degrés de latitude méridionale. Ils reviennent de même seuls , ne touchant point à la Havanne , rendez-vous général des registres & des flottes , & faisant une route différente de la leur. Les vaisseaux de Honduras , les registres de Campeche & de Tabasco & autres qui veulent revenir avec convoi , attendent à la Havanne la première flotte pour mettre à la voile avec elle. Il part aussi des registres pour quelques autres ports d'Amérique , comme Sainte-Marthe , Cumana & les Caraïques , quoique cependant ce dernier soit maintenant réservé à la compagnie de Guipuscoa qui en fait le commerce.

Registre est tout vaisseau qui a permission de porter des marchandises aux Indes & d'en rapporter de l'argent & de la cochenille en retour, à la différence des *Avisos* (a) qui ne peuvent charger ni étoffes, ni argent, le premier pour ne pas nuire au commerce des flottes, le second pour ne pas exposer à trop de risques une cargaison précieuse.

---

## CHAPITRE XV.

*Premier moyen de remédier aux dommages que souffre le commerce d'Amérique.*

89. **L**E remede le plus sûr sans doute & le plus efficace contre un si grand désordre, seroit d'éloigner de l'Amérique les autres nations & de réduire à leur premier état leurs colonies & leurs possessions : mais ce changement ne peut être que l'ouvrage du tems, & de diverses conjonctures

---

(a) Vaisseaux d'avis.

qu'on ne peut deviner ni prévoir ; en attendant, s'il n'est pas possible de réparer dès à présent tout le mal, on peut du moins s'opposer à la ruine totale dont le commerce est menacé, & tenter de rétablir quelqu'une de ses branches, particulièrement celle du Pérou, la plus précieuse sans doute pour l'Espagne, & qu'on a le plus mal réussi à défendre.

Quelques-uns proposent de faire désormais ce commerce par vaisseaux détachés, ou de le réduire en compagnies. Dans le premier cas, les choses peut-être tourneroient plus mal ; ou si le contraire arrivoit, de trop grands succès seroient suivis des mêmes malheurs qu'éprouva Saint-Malo. Quant aux compagnies, outre que c'est une espece de monopole sûrement préjudiciable au bien général du commerce Espagnol, on ne peut gueres espérer qu'elles fussent plus heureuses qu'on ne l'a été jusqu'à présent à empêcher la contrebande de l'Etranger : cette nouveauté n'auroit sans doute d'autre effet que de contredire une méthode pratiquée si long-tems avec

## 112 *Rétablissement des Manufactures*

le succès le plus complet, dont malheureusement il ne nous reste que la mémoire & les regrets.

90. J'ai déjà dit qu'il y a eu trois ans au mois de Mars de cette année 1740, que les derniers galions partirent pour Carthagene, & quoique leur cargaison fût seulement de deux mille tonneaux de marchandises, ils y attendent encore que les commerçans de Lima soient descendus à Portobelo pour aller les joindre; cependant les vaisseaux sont attaqués des vers, les marchandises s'avarient, & les marchands consomment leurs profits & leurs capitaux. Il semble que de mauvais succès aussi répétés devroient les dégoûter pour jamais de ce commerce; mais le souvenir de son ancienne faveur, la confiance dans les soins qu'on donne, quoique sans effet, à son rétablissement, engagent toujours quelques-uns à faire de nouvelles tentatives. C'est inutilement qu'on propose de mettre un grand intervalle entre une expédition des galions & la suivante, comme un moyen d'éviter dans leurs voyages une attente longue & ruineuse,

ruineuse, puisque les précédens galions étoient sortis de Cadix au mois de Juin 1730 : ce retard ne sert au contraire qu'à faire languir le commerce, & à perpétuer la contrebande dont il a été la première cause : en effet il est évident que le commerce de contrebande étant incertain & dangereux, il ne doit pas naturellement avoir la préférence sur le commerce permis d'Espagne ; mais comme il procure les marchandises à plus bas prix, plusieurs prenant ce bon marché pour un profit certain, en achètent, & ruinent sûrement ceux qui ne prennent pas le même parti ; c'est ainsi que la contrebande devient nécessairement générale. Cependant comme les occasions n'en sont pas réglées, les spéculations de ce commerce ne peuvent être certaines, les marchandises qui succèdent aux dernières achetées peuvent être à meilleur marché encore, & causent une perte nécessaire sur ce qui en reste. Les exemples sont sans doute communs des banqueroutes considérables que ces inconvéniens ont produites, & qu'on n'éprouve pas dans le commerce permis ; mais on a en même-

tems la triste expérience, que plusieurs s'en tenant au commerce permis ont été ruinés par le bas prix auquel le commerce illicite a fait tomber leurs marchandises; enforte que pour éviter de perdre, bien moins que pour gagner, tous sont obligés de suivre le torrent.

91. De-là vient que les galions précédens ne purent vendre en foire la moitié de leur cargaison, & que les députés du commerce d'Espagne furent obligés de demeurer avec les marchandises qui restoient, tous les fonds recueillis à Portobelo par les soins infatigables du Vice-Roi, ne suffisant pas à acheter le total des marchandises même à la moitié du prix coûtant en Espagne. C'est la même difficulté qu'éprouvent actuellement les derniers galions; & comme la contrebande ne cesse de remplir le pays, on ne doit pas mieux espérer de ce voyage que de l'autre.

92. Pour commencer à apporter quelque remede à ces désordres, il faut que les galions partent tous les ans à un tems fixe, qui sera l'hiver, sans

attendre le retour des autres : que leur cargaison soit fixée , par exemple à six mille cinq cens tonneaux , plus ou moins , enforte qu'il ne soit rien chargé au-delà par les vaisseaux ou frégates de convoi , qui prendront néanmoins leur part de ladite cargaison : qu'après avoir fait route ensemble jusqu'aux Canaries , le partage s'en fasse ainsi ; sçavoir , deux mille tonneaux pour Carthagene , la nouvelle Grenade & les terres qui ont coutume de s'y fournir : dans ces deux mille tonneaux sera comprise la cargaison que pourront prendre les deux vaisseaux de guerre qui les convoyeront , lesquels demeureront pour la garde des côtes : ceux de l'année précédente reviendront avec les vaisseaux des particuliers , & seront de retour en Espagne dans l'année de leur départ. On fera un état exact des marchandises qui resteront invendues , & les retours en seront rapportés par les vaisseaux du voyage suivant. Les ventes n'éprouveront plus de si longs retardemens à Carthagene ; l'introduction des marchandises en fraude n'y est pas facile quand le Gouverneur &

les Officiers du Roi veulent l'empêcher ; & elle sera moindre encore quand le traité de l'Assiente , qu'il ne fera pas aisé de renouveler sur l'ancien pied , ne subsistera plus avec l'Anglois ni avec aucune autre nation , & tant qu'il n'y aura pas de nouvelle occasion pour détourner l'argent des mines.

93. On destinera quinze cens tonneaux de marchandises pour la consommation de Buenos-Ayres, du Tucuman & du Paraguay ; on renouvelera de vigilance pour empêcher qu'il ne s'introduise des marchandises par cette voie au Pérou & au Chili , où il en est passé jusqu'à présent en abondance de la colonie du Saint-Sacrement & de la factorie Angloise de l'Assiente : le retour en Espagne , & le reste réglé comme pour Carthagene.

94. Les autres trois mille tonneaux complément des six mille cinq cens , iront en droiture à Callao de Lima par le détroit de Magellan , ou par quelque'un des autres passages du Sud , laissant à Baldivia la portion destinée pour le Chili : les vaisseaux qui auront con-



voyé ces galions , releveront pareil nombre de vaisseaux de l'escadre de la mer du Sud , c'est-à-dire , ceux qui auront le plus séjourné dans ces mers en fonction de garde-côtes ; à moins que pour exercer d'autant notre marine , on n'estimât plus à propos de donner aux galions assez de vaisseaux de convoi pour relever ladite escadre toute entière à chaque voyage.

95. Au retour , ces galions , pour repasser le détroit de Magellan au printemps qui correspond au tems de notre hiver , partiront au mois de Décembre ou de Janvier d'après leur arrivée à la mer du Sud ; c'est-à-dire , après un an de voyage & de séjour suffisant en Amérique pour faire leur vente , étant partis d'Espagne sur la fin de l'année précédente. Ceux à qui il restera des marchandises invendues , ou qui ne feront pas de défaite , pourront en confier la vente à quelqu'un , ou rester pour les vendre attendant les premiers galions pour s'en revenir avec eux , à moins qu'ils ne veuillent tenter de s'en défaire au retour à Baldivia , comme les flottes & galions le pratiquent à

### 118 *Rétablissement des Manufactures*

l'égard de la Havanne , où ils ne portent en revenant que le rebut & le reste de leurs marchandises , ne trouvant dans cette Isle que des sucres & du tabac en retour : comme le Chili est le pays le plus fertile de l'Amérique , ils trouveront aisément des échanges plus utiles à y faire.

96. Toutes ces dispositions n'étant relatives qu'aux pays où les galions & les regîtres de Buenos-Ayres portent présentement des marchandises , il reste à parler de ceux qui en sont fournis par la flotte de la nouvelle Espagne & les regîtres de Honduras. A l'égard des flottes , leur départ sera à la fin de Juillet , sans attendre le retour de la précédente : leur cargaison , conformément au projet du 21 Janvier 1735 , sera de trois mille tonneaux , dont mille en fruits , deux mille en marchandises. Par cet arrangement , on sera dispensé d'envoyer dans l'intervalle d'une flotte à l'autre des vaisseaux chargés de vif-argent , lesquels chargent toujours des marchandises , quoiqu'ils n'aient permission de porter que des fruits , ce qui fait tort à la vente de la flotte sui-

vante , & au reste invendu de la précédente. Le retour annuel de ces flottes empêchera que la disette de certains articles ne les fasse monter à un prix excessif, qui avertit l'Etranger d'introduire les marchandises dont ses magasins sont toujours fournis pour profiter de ces occasions : alors les naturels du pays poussés par l'avidité du gain , risquent tout pour en faciliter l'introduction ou corrompent ceux qui pourroient s'y opposer : ainsi la contrebande entre de toutes parts , & les vaisseaux d'Espagne qui arrivent , trouvent le pays rempli des mêmes marchandises qui peu de tems auparavant étoient rares & cheres. Pour remédier à cet inconvénient , il faudroit établir à Jalapa où se tient la foire , des magasins assortis de denrées & marchandises d'Espagne , où les marchands pussent se fournir pendant l'intervalle d'une flotte à l'autre , au lieu de recourir à l'Etranger. Alors l'introduction illícite diminuant nécessairement par ce moyen , les flottes se succédroient régulièrement sans faire de tort aux ventes les unes des autres ; les marchands

## 120 *Rétablissement des Manufactures*

de Jalapa obtiendroient des prix raisonnables de leurs marchandises , rien ne les forçant de les donner à vil prix ; & les naturels viendroient enfin à comprendre qu'un profit modéré souvent répété , vaut mieux qu'un profit excessif qui n'a point de durée : ces deux principes opposés sont le fondement l'un du commerce permis , l'autre du commerce illicite.

97. Quant aux régîtres destinés pour la baye de Honduras , Campeche & Tabasco , c'est particulièrement dans ces Provinces que les intérêts de l'Espagne ont le plus souffert : les choses sont portées à un tel point de scandale , que les Anglois se sont persuadé que le territoire & le commerce du bois de Campeche , & la baye ou lac de Terminos leur appartiennent , sous prétexte d'une prétendue possession qui n'a d'autre fondement que le peu d'opposition qu'ils ont rencontrée de notre part dans leur navigation à cette côte , les coupes de bois qu'ils y ont faites & autres infractions des traités. Ils veulent faire oublier que ces Provinces sont les premières que conquit & peu-  
pla

pla Cortès après s'être rendu maître du Mexique ; que les Capitaines à qui il en avoit confié le gouvernement s'étant révoltés, il s'y transporta en personne par terre avec son armée, & réduisit les rebelles. Ce fut dans cette marche que cet illustre Conquérant rencontra tant d'obstacles à vaincre dans les lacs & les marais qu'il lui fallut traverser ; on voit encore des ponts immenses de bois, qu'il fit construire pour cet effet, monumens merveilleux que la longueur des tems a respectés, ainsi que sa mémoire.

98. J'ai déjà dit au chapitre vi, paragraphe 23, que ce grand commerce de l'Espagne dans ces deux Royaumes d'Amérique, si envié des nations, & en même-tems si diminué lorsqu'il devoit être le plus florissant, ne consiste que dans la cargaison d'environ quarante vaisseaux qu'elle y envoie tous les ans ; tandis que le nombre des vaisseaux étrangers qui y vont, passe trois cens : ce qui pourroit être pris pour une exagération téméraire, si on ne lisoit pas dans le Mercure historique Espagnol du mois d'Août 1738, un

article étranger qui déclare qu'en 1717 il entra en Angleterre 17589 tonneaux de bois de Campêche, qui font la charge de trente-cinq vaisseaux à cinq cens tonneaux chaque, sommes immenses enlevées par cette extraction aux commerçans & au Roi d'Espagne. Mais pour considérer une perte plus certaine & plus positive, qu'on estime tout ce que la cargaison de trente-cinq navires de cinq cens tonneaux ont fait perdre au commerce & au Roi, sur les ventes des flottes, sur les droits que les marchandises & les bois auroient payé, sans compter l'argent en lingots dont il n'est pas fait mention. Peut-on trop-tôt pour l'honneur de la nation & pour la conservation d'une colonie aussi ancienne que Campêche, s'opposer fortement à l'insolence avec laquelle les Etrangers y font des descentes continuelles, coupent & détruisent les forêts de ces bois précieux, forcent les Espagnols même à leur servir d'esclaves, dissipent enfin & ruinent les habitations, pour ne pas laisser de témoins de leurs excès.

99. Loin de remédier au mal, rien

ne feroit plus propre à ruiner le commerce des flottes de la nouvelle Espagne, que la permission qu'on donna à la compagnie de Galice établie en 1734, de vendre à la Vera-cruz ce qui resteroit de la cargaison des deux navires qu'elle enverroit à Campêche ; permission contraire à l'usage ordinaire qui restraint le commerce des vaisseaux de regître aux lieux pour lesquels ils sont destinés, & qui s'observe de Royaume à Royaume. Au reste ce ne sera point avec des vaisseaux seuls qu'on viendra à bout de détruire un commerce que les Anglois font à force ouverte, mettant à terre sous prétexte de la coupe & du chargement des bois, mille ou quinze cens hommes armés, qui n'y trouvent point de résistance : si les deux navires de la compagnie osoient en faire, les Anglois revenant avec quatre des gardes-côtes de la Jamaïque, auroient bientôt décidé le différend. Il faut donc nécessairement des troupes de terre répandues sur cette côte, qui puissent faire craindre aux Anglois de tomber dans quelque embuscade à leur descente, & de la cava-

lerie pour leur couper le passage de la mer aux bois.

100. L'Espagne ayant besoin d'un certain nombre d'hommes pour couper le bois de Campêche, il faut que le Roi ou le Commerce d'Andalousie entretiennent toujours dans les bois & sur les côtes, mille ou quinze cens bucherons bien armés, avec quelques Officiers à leur tête, lesquels choisiront pour leur habitation l'endroit le plus fort & le plus commode par sa situation pour aller à la coupe des bois tout armés; enforte que ce fort puisse aussi défendre & protéger les embarquations qui chargeront & conduiront le bois à la Havanne. Que pour le transport des bois de la forêt à bord, on choisisse deux à trois cens chevaux, dont on puisse dans le besoin former un corps de cavalerie avec les hommes employés à conduire, charger & décharger les bois. Que pour éviter les surprises, ils établissent d'endroits en endroits des vigies ou tours d'observation & de signal: qu'on bâtitse un fort à l'entrée de la baye, pour que les vaisseaux qui en sortant auront vû des



pirates en mer, puissent s'y réfugier en sûreté : que ceux qui entreront dans la baye donnent aussi avis des ennemis dont ils auront eu connoissance, pour les attaquer ou les éviter suivant leurs forces : que quand il entrera quelque Etranger dans la baye, on le fasse sçavoir au fort des bucherons & dans tous les quartiers, pour que les embarquations dispersées se réunissent pour aller à l'ennemi si elles sont en force, & pour que les troupes de terre se rassemblent & demandent un prompt secours aux quartiers voisins, & à la ville de Campêche qui y enverra ses milices. Après avoir pourvû aux moyens de défendre ces côtes des descentes de l'Etranger, il reste à prendre de justes mesures pour que le commerce de Campêche ne nuise point à celui des flottes, en considération desquelles il a été abandonné : cet objet doit être sans doute le plus cher à l'Espagne, & mérite les soins les plus particuliers.

101. J'ai dit précédemment, que l'on expédie des vaisseaux de regître à Campêche, à Honduras & à Tabasco ports de la nouvelle Espagne. Lorsque

## 1326 *Rétablissement des Manufactures*

ces vaisseaux ne partent pas de conserve avec les flottes, ou dans le même tems qu'elles, ils leur causent un dommage certain, en ce qu'arrivant souvent dans le tems que le retard des flottes a fait enchérir excessivement quelque denrée à la Vera-cruz, ils y font passer leurs marchandises malgré la loi qui défend qu'un registre empiète sur le territoire d'un autre. On éviteroit les occasions de cette communication frauduleuse, en faisant partir ces vaisseaux en même-tems que les flottes, ce qui établiroit dans les mêmes tems les marchandises aux mêmes prix, dans ces différens lieux.

Mais le meilleur & le plus sûr sera après l'expiration des permissions particulières qui ont été données pour un tems, de n'en pas accorder de nouvelles; & de faire partir en même-tems que la flotte de la nouvelle Espagne, sous convoi de deux frégates de quarante canons, les vaisseaux destinés pour Honduras, Campêche & Tabasco, dont la cargaison n'excédant pas quinze cens tonneaux, fera un tiers en fruits & deux tiers en marchandises :

les frégates en chargeront une partie , fans compter ce qu'elles prendront pour le compte du Roi , de papier timbré , de bulles (a) , de vif-argent & de munitions de guerre , enforte néanmoins que le service de leur artillerie n'en soit point incommodé.

Cette flotille restera le tems nécessaire pour répandre ses marchandises dans le district des trois ports , & pour charger du bois de Campêche en retour : mais comme elle ne suffiroit pas à transporter tout ce qu'en pourront couper les quinze cens hommes desti-

---

(a) La bulle dite de la *Croisade* , accordée par les Papes aux Rois d'Espagne à l'occasion de leurs guerres contre les Infidèles , se publie chaque année en Espagne & dans les terres de sa domination. Cette bulle , outre plusieurs indulgences , donne la permission de manger des œufs & toute sorte de laitage en Carême & autres tems de jeûne. Chacun est obligé d'en acheter une nouvelle tous les ans , & la taxe en est d'un réal de plate en Espagne , & d'une piastre aux Indes , plusieurs même la payent plus cher suivant leur dévotion. On conçoit que le produit en est grand , & que la quantité de bulles nécessaires pour les Indes Espagnoles peut occuper dans une cargaison un volume considérable.

## 28 *Rétablissement des Manufactures*

nés à ce travail & à la défense de ce terrain, à son premier voyage, au lieu de deux frégates, on lui en donnera quatre, dont deux reviendront avec les vaisseaux marchands dans l'année de leur départ d'Espagne; les deux autres resteront dans ces mers pour la sûreté des ports & des côtes, & pour convoier les balandres & embarquations qui conduiront chaque mois le bois coupé à la Havanne, où les flottes & galions à leur retour en chargeront une partie: mais lorsque l'abondance des sucres & des tabacs de la Havanne empêchera qu'on ne charge des bois, enforte qu'ils s'y amasseroient en trop grande quantité, tandis que l'Espagne en manqueroit pour sa consommation & pour son commerce avec l'Etranger, alors on enverra à la Havanne quelques vaisseaux de Cadix chargés seulement de fer & de fruits, avec ordre exprès de n'en rapporter en retour que des bois, ou des fruits des ports en question.

Et quant au second voyage de la flotille, les deux frégates de convoi relèveront les deux précédentes qui la ramèneront; & ainsi de suite.

102. A l'égard des droits & du fret en ce qui concerne ces flottes, on peut suivre ce qui a été réglé par le projet de 1720. Quant aux droits sur les bois de Campêche à la sortie d'Espagne, ils doivent être très-modiques pour en favoriser l'exportation, & pour que les nations en soient moins tentées de venir le couper & l'enlever à force ouverte. De plus pour l'avantage de la marine & du commerce d'Espagne, il faut accorder aux vaisseaux Espagnols qui en feront l'exportation, une diminution sur les droits de sortie qui seront payés par les vaisseaux Etrangers, comme je l'ai dit au chapitre deux; c'est-à-dire, que si l'Etranger paye cinq pour cent au plus de droits de sortie, l'Espagnol n'en payera que deux ou deux & demi.

Quelques-uns pourroient penser que quinze cens tonneaux de marchandises feroient plus qu'il ne faut pour la consommation de la nouvelle Espagne; mais cette cargaison ne paroîtra point excessive, quand on fera attention qu'il ne sera accordé de permission à aucuns autres regîtres pour les ports de la nou-

velle Espagne, (non plus que de Terre-ferme) & sur-tout quand on considérera que les Anglois ont mené une cargaison de dix-sept mille cinq cens tonneaux pour aller chercher leur provision de bois de Campêche. Il faut nécessairement opposer l'importation de nos marchandises dans ces pays à l'introduction illicite des leurs : c'est le seul moyen de la diminuer ; & il n'y a pas de doute que si on parvenoit à l'arrêter entierement & à empêcher l'extraction illicite des denrées de ces pays, il ne fallût doubler la cargaison annuelle de ces régîtres pour suffire à la consommation augmentée ; augmentation que la flotte éprouveroit de son côté. Mais tant que par les soins de nos voisins, nos possessions se trouveront fournies abondamment de marchandises, toutes les mesures les plus sages d'ailleurs & les plus efficaces que nous prendrons pour le bien de notre commerce, seront toujours renversées par les efforts des nations, & nous nous en prendrons faussement à leur insuffisance.

CHAPITRE XVI.

*Solution de quelques difficultés qui s'opposent au premier expédient proposé dans le précédent chapitre.*

103. **S**UR ce qu'il a été proposé de partager les galions en trois escadres, qui se séparent à la hauteur des Canaries pour suivre chacune leur route, l'une à Carthagene, l'autre à Buenos - Ayres & l'autre à Lima, il s'offre plusieurs considérations, dont les unes regardent le commerce du Pérou, les autres celui d'Espagne.

Quant au premier, on pourra objecter que les marchands du Pérou sont en possession de descendre à Panama pour y acheter des marchandises & de gagner cent pour cent à ce voyage ; que le commerce d'Espagne venant désormais directement à Callao de Lima, leur enlèvera ce profit, sur-tout en laissant à terre des commissionnaires Espagnols avec les marchandises invendues, de sorte que pendant l'inter-

valle d'une flotte à l'autre, les habitans des terres viendront se fournir aux magasins de la flotte au lieu d'acheter des commerçans de Lima : ce qui est une nouveauté précisément contraire à l'article IV de la déclaration de Sa Majesté datée du Pardo le 21 Janvier 1735.

104. Je prendrai ma réponse dans l'article 11 de cette même déclaration, qui ordonne que sept mois avant le départ de la flotte d'Espagne, on dépêchera un vaisseau d'avis à Lima, pour que la flotte de la mer du Sud puisse être rendue à *Puerto-perico* de Panama, dans le même tems que celle d'Espagne arrivera à Carthagene, afin d'éviter les retards que les foires ont éprouvé jusqu'ici à leur grand préjudice. Qu'on demande maintenant aux commerçans de Lima, s'ils n'ont pas reçu en 1737 avis de la cargaison de deux mille tonneaux qui est à Carthagene depuis trois ans, ou du moins si depuis ce tems ils n'en ont eu aucune connoissance ? Cependant leurs vaisseaux n'ont point encore paru à Panama ; & voilà l'inconvénient auquel il faut remédier de quelque maniere que ce soit.



Par l'article IV, il est défendu aux habitans du Pérou & de Lima ( & aux Mexiquains aussi ) d'envoyer des fonds en Espagne pour en tirer des marchandises en droiture : supposé maintenant qu'ils aient observé cette loi à l'égard de l'Espagne, qu'on leur demande s'ils n'ont pas fait de remises à Londres par les facteurs de la compagnie Angloise, pour en recevoir des marchandises en contrebande ? Quelle que soit leur réponse, la vérité est qu'ils sont abondamment fournis d'étoffes étrangères, qu'il y faut remédier, & les mettre plutôt dans le cas de remettre leurs fonds en Espagne pour leurs emplettes ; car cette défense a eu principalement pour objet de distinguer les commerçans appartenans au Pérou, & ceux appartenans au commerce d'Espagne. Lors donc que les flottes d'Espagne se rendront directement à Lima, il sera inutile de défendre à ses marchands de venir en Espagne faire leurs achats, & de les rapporter par voie des galiions ; ils seront pour lors comme tous les autres marchands du commerce d'Espagne, faisant le voyage du Pérou

allant & venant , & traités comme tels. Le commerce , loin de s'en plaindre , doit reconnoître deux grands avantages qui en reviendront à l'Espagne : le premier , c'est que les richesses de l'Amérique ne passeront plus aux colonies de l'Etranger ; le second , qui n'est pas moindre , c'est que les galions ne seront plus , comme par le passé , presque aux trois quarts chargés avec les fonds de l'Etranger , à défaut de fonds appartenant à l'Espagnol. C'est inutilement que pour parer cet inconvénient on a exclu de ce commerce les enfans de l'Etranger (a) : les marchandises , les vaisseaux de l'Etranger passent librement dans ces mers sous le nom des Espagnols ; mais les commerçans de ces Royaumes d'Amérique sont Espagnols francs , & on ne peut pas moins *Genizaros* , puisque les Etrangers n'ont pas la permission de s'y établir.

Ainsi donc les deux commerces trouveront un avantage réciproque à mêler ensemble leurs fonds , dont les uns sup-

---

(a) *Genizaros*. Nés d'un Etranger & d'une Espagnole , & réciproquement.

pléeront au défaut des autres : ce qui doit être naturellement , d'après la définition suivante : „ Qui sont les com-  
„ merçans appartenans au commerce  
„ du Pérou & de Lima ? Ce sont des  
„ Espagnols non *Genizaros* , qui après  
„ avoir fait librement le commerce des  
„ Indes en Espagne , se sont fixés en  
„ Amérique , y ont formé leur établis-  
„ sement , & exercent dans les Indes ,  
„ ainsi que leurs enfans que nous nom-  
„ mons *Criollos* (a), le commerce qu'ils  
„ ont appris en Espagne. „ On ne voit  
rien en tout cela qui doive les exclure  
de cette carrière plutôt que les autres  
Créoles fixés & établis en Espagne , à  
qui on ne peut l'interdire. Il n'y a pas  
plus de raisons pour défendre à l'Es-  
pagnol de Lima de faire son commerce  
en personne & avec ses fonds sur les  
galions , que pour empêcher un Espa-  
gnol d'Andalousie de s'établir à Lima.

105. Une autre objection , c'est que  
Portobelo & Panama qui jusqu'ici ont  
été les portes par où les marchandises

---

(a) *Crioles* ou *Créoles* , fils d'Espagnol , nés  
aux Indes.

### 136 Rétablissement des Manufactures

d'Espagne ont passé en Amérique, & les richesses du Pérou en Espagne, seront ruinées par le voyage des galions en droiture à Lima; mais c'est bien plutôt le commerce illicite de l'Etranger qui ruine d'avance ces deux ports, en les privant de la présence de ces flottes qu'ils voyoient autrefois revenir presque tous les ans. Il y a long-tems qu'on peut dire en montrant ces villes, *Campos ubi Troja fuit*; & elles seroient tout-à-fait désertes, si leurs habitans n'avoient point eu d'autre ressource pour subsister.

D'ailleurs si ces ports sont désormais privés du passage & de l'échange des marchandises & des richesses de l'Espagne & du Pérou, ce qui donnoit lieu à l'Etranger de faire la contrebande par la baye de Bastimentos sous le nom de régîtres Espagnols, il leur restera encore l'avantage de faire passer à la Havanne tout le cacao qui se recueille en abondance dans la province de Gayaquil qui n'est pas loin de-là, & dont l'Espagne éprouve la disette. Jusqu'à présent le trajet de terre qu'il y a de Panama à Portobelo, quoiqu'assez court,

court, a toujours été couteux, les gallions faisant renchérir le prix des voitures; ces frais déformais seroient modérés, puisque ce passage ne serviroit plus que pour le cacao, & l'exportation de ce fruit augmenteroit par cette raison.

106. On objectera encore que notre marine du Sud perdra beaucoup en perdant l'occasion de s'exercer dans les voyages de Lima à Panama : mais le commerce illicite de l'Etranger la prive déjà depuis long-tems de cet avantage ; d'ailleurs le commerce direct & les voyages de ces mers en Espagne, instruiront au contraire & formeront les matelots d'Amérique, & les mettront en état d'entreprendre quelque trafic ou quelques pêcheries sur les côtes inconnues de la nouvelle Espagne, comme en ont établi avec succès les autres nations dans la mer du Sud ; entreprise qu'il ne faut pas attendre maintenant des matelots de la mer du Sud, qui en navigeant seulement le long des côtes, se perdent avec les passagers qu'ils transportent. Ces accidens sont malheureusement si fréquens, qu'ils suffi-

138 *Rétablissement des Manufactures*

roient pour faire perdre à cette mer le nom de Pacifique, si l'on ne connoissoit l'ignorance & la mal-adresse de la marine d'Amérique.

107. Par rapport au commerce d'Espagne, on opposera d'abord la longueur de cette navigation, les dangers du détroit, les courans & les gouffres, le malheureux succès des colonies qu'on a voulu y établir : on ajoutera que le détroit étant long de deux cens lieues, large au plus de huit, & de deux seulement dans son plus étroit, on est incontestablement porté sur l'une ou l'autre côte, ou par les bourasques causées par les vents contraires, ou par les courans & les tourbillons qu'on rencontre dans cette mer, suivant le témoignage de quelques Voyageurs ; sans parler du danger des pirates & des ennemis qui peuvent attendre à ce passage les galions, sans que ceux-ci puissent les éviter.

108. On ne peut nier que le voyage à la mer du Sud ne soit plus long, & même double de celui de Buenos-Ayres ; mais celui de l'Inde est encore plus long, & on l'entreprend ; celui

des galions d'aujourd'hui est bien plus long encore , puisqu'après être arrivés à Carthagene en quarante jours , ils y sont arrêtés depuis trois ans. Ne gagneroit-on pas beaucoup si l'on évitoit un pareil retardement , au moyen d'un voyage de trois , quatre ou cinq mois , qui procureroit d'ailleurs aux marchandises un débit plus prompt & un prix plus avantageux ? Sans compter qu'on épargneroit par-là les frais & les risques du transport des trésors , des fruits & des marchandises de Lima à Portobelo , & de Portobelo à Lima.

109. Quant aux dangers du détroit de Magellan , on pourroit répondre , qu'apparemment ils existent pour l'Espagne seule , puisque tant de navires étrangers l'ont passé heureusement au commencement du siècle ; mais si on veut l'éviter , on peut aller chercher quarante lieues plus au Sud , le passage *de le Maire* qui n'est que de 12 lieues , & deux autres passages qui ne sont pas loin , celui d'*Abrobes* & celui de la *Roche* : enfin à quatre-vingt lieues au-delà du détroit on trouve le cap de Horn & la pleine mer , sans canal ni détroit , à

56 degrés 42 minutes de latitude méridionale , ce qui correspond au climat de l'Angleterre vers l'autre pôle. On risquera moins de rencontrer des pirates dans cette mer , & ils ne feroient pas plus à craindre dans le détroit & dans les autres passages , si on y avoit quelque établissement : alors aucun bâtiment ennemi n'y entreroit qu'on n'en eût connoissance ; les Etrangers n'ayant ni ports ni lieux de rafraîchissemens dans ces mers , ne pourroient les tenir avec leurs flottes comme ils font maintenant que les côtes , les ports & les terres sont communes & ouvertes à tous. La mer du Sud même seroit alors plus sûre qu'elle n'est ; on n'y apprend aujourd'hui la présence des pirates , que par les excès qu'ils ont commis ; & quand on se prépare à leur donner la chasse , ils sont déjà bien loin avec leurs prises.

110. On dira encore que les voyages des galions répétés tous les ans avec une cargaison si considérable , même sans attendre le retour des précédens , feront tomber à vil prix en Amérique les marchandises devenues trop abon-



dantes : que les commissionnaires qui trouvent toujours un profit certain à vendre & à remettre les retours , les vendront au prix les plus courans des foires , même à perte : c'est pour parer cet inconvénient , que l'on attend prudemment pour expédier les flottes & galions , qu'il ne reste rien à vendre des précédentes , & qu'on fixe leur cargaison au nombre de tonneaux qu'on estime pouvoir vendre en foire à un prix avantageux.

III. L'expérience nous apprend que cette méthode réussit , tant que l'Amérique fut fermée au commerce illicite des nations ; mais depuis que pour nous enlever les profits immenses que nous y faisons , elles ont employé la force & la ruse pour nous en chasser , ou pour s'y établir au milieu de nous , ces mêmes mesures si propres à soutenir notre commerce , tournent contre nous , en donnant plus de facilité aux Etrangers de remplir nos colonies de marchandises , & sur-tout de celles dont ils ont avis qu'elles manquent : les naturels qui y trouvent un avantage présent , les favorisent , en leur don-

nant rendez-vous dans certaines cales d'où les gardes-côtes sont alors éloignés ; quelquefois même des balandres légères font la contrebande à la vûe des gardes-côtes qui ne peuvent approcher de la terre autant qu'elles ; & si l'on envoie contre elles d'autres balandres armées , alors quelques vaisseaux ennemis détachés donnent bientôt la chasse à celles-ci : d'ailleurs les côtes sont d'une telle étendue que deux gardes-côtes ne peuvent suffire à les garder toutes en même tems. Il est évident que dans l'état présent des choses, le retard de nos flottes ne sert qu'à donner à l'Etranger l'occasion d'introduire une plus grande quantité de ses marchandises & à un prix plus avantageux : la preuve en est , que les galions qui n'ont encore pû entrer en vente depuis trois ans qu'ils sont à Carthagene , avec une cargaison à peine suffisante pour le nouveau Royaume , n'ont été expédiés que sept ans après le départ des précédens , que conduisit Dom Manuel Lopez Pintando , Marquis de Torre - Blanca , Lieutenant - général : pendant cet intervalle l'Etranger a eu

la facilité d'introduire trente mille tonneaux de ses marchandises, tandis que nous ne pouvons trouver le débit seulement de deux mille.

112. Pour répondre à ce qu'on a dit que les commissionnaires vendront même à perte par l'avidité de gagner les neuf pour cent qui leur reviennent, il suffit de sçavoir, qu'ils ne peuvent vendre que conformément aux ordres que les commettans leur donnent ; & que lorsqu'on leur a fixé un prix de vente, s'ils vendent au-dessous, la différence est à leur perte ; qu'ils ne peuvent point alléguer en ce cas qu'ils ont vendu au prix courant de la foire, qui ne doit être leur règle, que quand leurs ordres sont tels. Si l'on prétend que les marchandises vû leur abondance, se vendront au même prix qu'en Espagne, on répondra encore que les commissionnaires & les propriétaires qui feront sur la flotte, ne pouvant ni ne voulant vendre à ce prix, il faudra que les acheteurs du pays en viennent à des offres raisonnables : ( on suppose avec raison que la contrebande n'a pas encore tant d'empire qu'elle se fasse im-

punément en présence des intéressés & sans qu'ils s'y opposent.) Jugeons de ce qui arriveroit en ce cas, par l'exemple de ce qui se passe à nos yeux dans la baye de Cadix, que nous voyons souvent pleine de vaisseaux chargés de marchandises de toute sorte ; elles s'y soutiennent néanmoins à un certain prix, ou si elles viennent à tomber au-dessous & que la vente languisse, alors les propriétaires les déchargent dans les magasins qu'ils ont à terre & les confient à leurs facteurs pour attendre une occasion favorable de vente. C'est ce que pourront faire plus commodément encore aux Indes les marchands de la flotte, qui sont ordinairement intéressés sur la suivante. Il en pourra seulement arriver qu'au lieu de vendre à des prix exorbitans, ils ne feront qu'un profit honnête ; ce qui sera très-propre à détruire le commerce illicite, puisqu'entre le prix de la flotte & celui de l'Etranger il n'y aura plus une différence assez grande pour compenser les risques auxquels le marchand du pays s'exposeroit en faisant la contrebande, & les pertes que causeroit  
à.

à l'Etranger la vigilance des gardes-côtes.

113. Je veux prévenir une difficulté qu'on pourroit fonder sur le froid excessif qui regne, dit-on, vers le cap de Horn, qui rend cette navigation impraticable & cause des maladies inconnues en Europe, dont on guérit pourtant dès qu'on a touché terre.

Je pense qu'aucun des Espagnols qui tiennent ces discours, n'a passé par le cap de Horn, & n'en parle que sur rapport. A consulter les relations des premières découvertes de ces terres, nous trouverons qu'elles sont peuplées suivant les unes, de géans, suivant les autres, de pigmées à qui les grues font la guerre, & cent autres fables qui sont suffisamment contredites par les voyages & les conquêtes qu'on a faites depuis, sans y rencontrer de géans ni de pigmées: de même si l'on se fût arrêté aux contes qu'on fit sur les premiers passages de la ligne, qui effrayent encore les petits enfans, on eût abandonné toutes les navigations au-delà de l'équateur; mais l'expérience a dissipé toutes ces vaines frayeurs, on a

## 146 *Rétablissement des Manufactures*

trouvé des remèdes contre le scorbut & contre les autres accidens ordinaires dans ces voyages.

On nous a cent fois de même fait peur de déserts impraticables, qui n'ont pas empêché le commerce de s'établir.

114. Je ne sçais sur quel fondement on prétend que le froid est insupportable dans cette mer, tandis que l'Angleterre, comme je l'ai dit, est au même degré & à la même distance de la ligne, ce qui doit faire le même climat. (a) Si l'on dit pour raison, que le soleil dans son cours annuel, demeure sept jours de plus dans la bande du Nord que dans celle du Sud, on en peut seulement conclure que l'hiver sera seulement de sept jours plus long au cap de Horn qu'en Angleterre; mais cette différence ne peut causer des froids si excessifs que la navigation en devienne impraticable. On sçait d'ailleurs que ces terres sont habitées, & par des peuples qui vont nuds comme

---

(a) Lisez sur cela le Voyage autour du monde, par le Lord Anson, édition in-4<sup>e</sup>, pag. 145 & suiv. Liv. II.

les autres peuples d'Amérique ; peut-on croire qu'un froid dont ils ne cherchent point à se garantir , soit insupportable aux Européens ?

115. D'autres imagineront des difficultés pour le retour , se persuadant que les matelots ne pourront se résoudre à quitter des pays si fertiles & si délicieux dès qu'ils en auront goûté les agrémens ; mais le même inconvénient a dû arriver en pénétrant dans ces terres par la mer du Nord : cependant on n'a jamais manqué de matelots au retour des voyages , on en a trouvé même pour amener en Europe des vaisseaux construits aux Indes ; l'équipage du navire qui part avec chaque flotte , condamné à être dépecé aux Indes , suffit à tout , même au remplacement des morts.

Mais quand même pour quelque raison inconnue il resteroit en Amérique plus de matelots par cette route que par l'autre , la mer du Sud possède une marine qui ne laisseroit pas manquer de matelots les galions pour leur retour. Ce que j'ai dit de l'ignorance de cette marine doit s'entendre des

pilotes, en qui réside la science de commander & de prendre bien les vents, & non des matelots qui n'ont qu'à faire la manœuvre sous les ordres du pilote; les matelots de la mer du Sud remplaceroient donc bien ceux d'Espagne, & les pilotes retenus parce qu'il leur feroit dû de gages sur leur voyage, n'abandonneroient pas leurs vaisseaux. Enfin bien loin que cet échange de matelots fût préjudiciable, il en naîtroit beaucoup d'avantages pour la marine du Sud & la population de ces colonies; les voyages deviendroient plus communs, ils seroient exempts de la mortalité qu'on a éprouvée dans tous ceux qu'on a fait à Portobelo, ville qui n'a jamais pû se peupler, & qui malgré les fréquens voyages de nos flottes, a toujours conservé la réputation d'être le plus mauvais séjour des deux Royaumes, propre seulement pour le commerce illicite, les contrebandiers n'y ayant d'autres rémoins de leur fraude qu'eux-mêmes. En effet les flottes n'ont pas plutôt mis à la voile, que les habitans abandonnent cette ville, dont l'air pernicieux



& mortel semble dévorer les hommes & s'opposer même à leur propagation. C'est cette désertion qui rend cette place si aisée à surprendre par les pirates ou ennemis qui y descendent : on l'a vûe se rendre en 1739 à six embarquations Angloises, qui n'étoient point venues dans le dessein de la prendre, & n'avoient fait aucuns préparatifs pour cela.

---

## CHAPITRE XVII.

*Second moyen pour arrêter le commerce  
illicite qui se fait dans l'Amé-  
rique Espagnole.*

116. **J**E viens de répondre aux objections qu'on pourroit faire contre le moyen que j'ai proposé dans le quinzième chapitre; cependant comme je n'ose me promettre que ce remède soit proportionné à l'étendue du mal, j'en présenterai ici un second, afin qu'on choisisse celui des deux qui paroîtra le plus efficace, ou qu'on les emploie l'un & l'autre, pour réussir

150 *Rétablissement des Manufactures*  
plus sûrement dans un objet aussi important.

117. Il n'est pour nous qu'un retranchement contre toutes les ruses & les efforts que les Etrangers employent pour nous enlever les richesses & les trésors de l'Amérique dans la mine même. Leur avidité en effet & leur injustice sont étranges. Ils trouvent en nous des voituriers exacts & d'une bonne foi à laquelle ils ne peuvent refuser leurs éloges : la flotte de Vigo en fournit un exemple fameux en 1702, l'Espagnol aima mieux prendre sur lui la perte toute entière, que de trahir la confiance publique, en révélant les affaires des nations qui y étoient intéressées. Mais ils nous payent à regret les droits d'entrée en Espagne, les droits de sortie aux Indes, & ceux d'indult sur les trésors qui en reviennent, qui en tout peuvent monter à vingt-cinq ou trente pour cent : ils ne veulent pas même laisser ce profit aux maîtres de ce commerce, ni la liberté de préférer les marchandises d'une nation à celles d'une autre. Pour s'affranchir de toute gêne, chacun d'eux cher-

che à fonder des colonies, dans la vûe seule d'établir un commerce illicite aux dépens du nôtre & des autres nations, qui faute de possessions en Amérique, ne peuvent prendre part à son commerce que par voie d'Espagne.

118. Ce retranchement, c'est la prohibition absolue des étoffes de l'Etranger par toute l'Amérique, avec défense d'y en vendre d'autres que de fabrique Espagnole, après le tems accordé pour la consommation de ce qu'il pourra y en avoir lors de la prohibition, passé lequel ce qui en resteroit seroit brûlé : dans laquelle prohibition seroient compris tous les métaux dont la fabrique seroit reconnue pour étrangere. On pourra prétendre que cette prohibition seroit contraire aux traités de paix, mais sans fondement ; car ces traités ne regardant que le commerce des nations avec la presqu'isle d'Espagne, les Isles adjacentes & les Canaries, il semble avec raison que cette prohibition ne peut souffrir par rapport à eux aucune difficulté. Si d'ailleurs cette nouveauté paroît contraire à l'usage que l'Espagne a fait jus-

## 152 *Rétablissement des Manufactures*

qu'ici des marchandises qu'elle a reçues de l'Etranger, son objet n'est que d'en empêcher l'introduction illicite dans ses possessions; & les nations ne doivent s'en prendre qu'aux excès de leur contrebande qui ont renversé toutes les mesures que notre modération leur a opposées, sans respect pour ces mêmes traités de paix & de commerce avec l'Espagne, qui n'ont jamais reçu de sa part aucune atteinte.

119. La plupart des colonies de l'Etranger dans l'Amérique ne valent pas les frais de leur entretien, si l'on en ôte le commerce illicite dont elles font le prétexte: si donc les nations perdant plus à la prohibition de leurs marchandises dans nos Indes, qu'ils ne feroient en perdant leurs établissemens même & leur navigation dans ces mers, venoient à abandonner l'un & l'autre, alors il n'y auroit point d'inconvénient à abolir cette prohibition.

On opposera sans doute à cet expédient plusieurs difficultés, entre lesquelles deux seulement méritent d'être traitées en deux chapitres différens, soit parce que ce sont celles qui

semblent avoir le plus de force , soit afin d'y répondre dans une étendue qui ne laisse aucun doute sur sa possibilité. La premiere , c'est que l'Espagne ne pourra établir chez elle un nombre suffisant de métiers pour fournir seule à la consommation de l'Amérique. La seconde , c'est que quand même le nombre de ses habitans & les plus sages réglemens de commerce lui rendroient cet établissement possible , la gravité & la nonchalance du caractère Espagnol en empêchera toujours la réussite.

Je passe aux autres difficultés qui ne demandent qu'une courte réponse , pour venir ensuite aux deux premieres.

Les nations , dira-t-on , pour rendre la prohibition sans effet , ne manqueront pas d'imiter nos étoffes pour substituer leurs manufactures aux nôtres. Je conviens qu'elles pourront prendre connoissance des différentes marques générales & particulieres que nous inventerons pour les distinguer , & contrefaire leur forme , leurs dimensions , même les matieres dont elles seront fabriquées ; mais personne n'ignore

#### 154 *Rétablissement des Manufactures*

que les objets de la plus grande importance sont sujets à être contrefaits. Nous sçavons que l'Etranger pour faire sur nous le profit du monnoyage, frappe des especes à notre coin, qu'il apporte en Espagne quelquefois tellement chargées d'alliage, qu'il nous donne du cuivre pour de l'argent ; cependant nos monnoyes cessent-elles de travailler pour cela ? Loin de perdre à cette imitation de nos étoffes, j'y prévois pour nous deux avantages ; le premier, c'est que comme il est impossible de contrefaire tout si parfaitement que la fraude ne se décele par quelque endroit, nous aurons la confiscation des étoffes qui seront jugées être dans le cas.

Le second, c'est que jusqu'à présent nos ouvriers n'ayant visé qu'à imiter les manufactures de l'Etranger, pour flatter notre goût, qui sans examen leur donne la préférence sur toutes les autres ; si l'Etranger pour nous tromper tâchoit à son tour à imiter nos étoffes, ce seroit pour nous un grand bonheur qu'il y réussît assez parfaitement pour que nous puissions prendre

nos étoffes pour les siennes; si d'un côté cette méprise lui procuroit dans nos possessions quelque débit de ses étoffes, nous en serions dédommages par la moindre consommation qui s'en feroit en Espagne par cette même méprise, dont l'effet seroit au moins de nous guérir de notre passion pour les étoffes étrangères, qu'on ne distingueroit plus des nôtres.

120. On objectera encore, le retard qu'un pareil examen apporteroit à l'expédition des flottes & galions, inconvenient qui a donné lieu à la forme du droit de *Palmeo* (a) qu'on perçoit lors du chargement, sans être obligé d'ouvrir les balles, caisses & frangottes. Je réponds à cela, que c'est autre chose d'ouvrir des balles pour reconnoître seulement de quelle fabrique sont les marchandises, ou de les ouvrir pour régler les droits qu'elles doivent par pieces ou par varres : & comme il faut qu'on les ouvre aux Indes pour le payement des deux pour cent d'Alcavala,

---

(a) Voyez la note sur le nombre 39 de la premiere Partie,

## 156 *Rétablissement des Manufactures*

il suffiroit qu'on en fît alors l'examen , & on se contenteroit ici de la déclaration & du serment des propriétaires , qui dans le cas de contravention seroient punis par la confiscation ; d'ailleurs de quoi sert-il que nos flottes soient promptement expédiées de nos ports , si au milieu de leur voyage elles doivent éprouver un aussi long retardement ? Sur un tems aussi considérable , que seroit-ce qu'un mois de plus qu'on employeroit à s'assurer avec la dernière exactitude que la prohibition seroit scrupuleusement observée ? On en seroit amplement dédommagé par les prix excessifs auxquels nos marchandises se vendroient en Amérique , comme y étant les seules & dans une quantité modérée. Alors nos manufactures gagneroient doublement , puisqu'en même-tems l'exécution des regles que j'ai proposées dans ma premiere Partie pour le rétablissement de notre commerce de terre , mettroit nos ouvriers en état de donner leurs étoffes à meilleur marché qu'à présent , comme l'exemple de la Hollande permet à l'Espagne de l'espérer , sans trop présumer de ses avantages.



CHAPITRE XVIII.

*Réponse à la première objection contre la possibilité de fournir à l'Amérique toute sa consommation, en marchandises de fabrique Espagnole.*

121. JE prétends que l'Espagne avec les étoffes seules de sa fabrique est en état de suffire à la consommation de toutes ses possessions en Amérique : la décadence actuelle de ses manufactures est sans doute un grand préjugé contre mon sentiment, aussi ne parle-je pas de ses manufactures dans l'état où elles sont, mais dans l'état où elles ont été & qu'il est aisé de leur rendre par les moyens que j'ai proposés. La Hollande dans un terrain grand comme la Galice, qui ne produit pas la dixième partie de tout ce qu'elle consomme & emploie, a trouvé le secret d'établir des manufactures qui pourroient fournir ensemble l'Europe & l'Amérique ; elle donne ses marchandises à meilleur marché que

### 158 *Rétablissement des Manufactures*

toutes les nations d'Europe , malgré les droits de sortie qu'elle a à payer , sur les différentes matieres qu'elle tire de nous ; pourquoi seroit-il impossible qu'avec les avantages que nous possédons au-dessus d'elle , nous fissions ce qu'elle a pû faire ?

122. Mais si je ne démontrerois pas ce que j'avance , je ne mériterois pas plus de croyance que mes adversaires , quand ils raisonnent ainsi : „ L'Es-  
„ gne , disent-ils , ne suffit pas même  
„ à sa propre consommation , puis-  
„ qu'elle la tire de l'Etranger ; or  
„ celle de l'Amérique étant bien plus  
„ grande , comment à plus forte rai-  
„ son ses manufactures pourroient-  
„ elles y fournir ? D'ailleurs , ajoutent-  
„ ils , la petite quantité qu'elle seroit  
„ en état de fournir à l'Amérique , elle  
„ ne pourroit jamais la fabriquer à  
„ aussi bon marché que les autres na-  
„ tions : ainsi il est inévitable que les  
„ marchandises étrangères s'y intro-  
„ duisent & s'y consomment , que nos  
„ manufactures restent oisives & que  
„ l'Etranger nous enleve nos matieres  
„ pour les employer.

Quelle simplicité ! Peut-on avancer de pareilles propositions, sans chercher seulement pourquoi ce qui est possible aux autres nations ne le seroit pas à l'Espagne, qui leur fournit elle-même des matieres ? En effet, si l'on trouvoit que cela provînt du haut prix des journées, ou de quelque autre cause, il ne s'agiroit plus alors que d'en chercher la raison & d'y apporter le remede. Mais sans m'arrêter davantage passons aux preuves.

123. Dans le chapitre xv, j'ai fixé le nombre de tonneaux de marchandises qu'il convient d'envoyer en Amérique, à une quantité qui excède, dit-on, des trois quarts celle des expéditions ordinaires : c'est de ce nombre de tonneaux que je dois partir, & il me semble que si je prouve qu'il est possible que les manufactures d'Espagne fussent à le remplir, j'aurai démontré ce qui est en question.

J'ai destiné 6500 tonneaux par an pour la consommation du Pérou, de Carthagene, de Buenos - Ayres, & 5000 tonneaux pour la nouvelle Espagne sur la flotte de la Vera-cruz, &

sur la flotille pour Honduras, Campêche & Tabasco. Sur lesquels 5000 tonneaux ôtant un tiers pour ce que Séville, en vertu de ses privilèges, a droit de charger de ses vins, vinaigres, eaux-de-vie & huiles, reste 3334 tonneaux, lesquels joints aux précédens 6500, font 9834 tonneaux à remplir, non pas en étoffes seulement, mais en autres denrées & marchandises de toutes sortes qui ne sont point ouvrages de métier, comme sont la cire, le papier, les livres, les fils, chaufferettes, bas, passemens, chapeaux, boutons, la canelle, le safran, le poivre, & drogues servant à la médecine, les ouvrages de fer & d'acier, les fers-blancs, cuirs de Moscovie, le soufre, la coupérose, le camphre; pour lesquels articles je pense que sur les 9834 tonneaux ci-dessus, je peux sans exagération ôter le quart; les trois autres quarts effectifs restant à remplir en marchandises.

124. Orant donc  $2458\frac{1}{2}$  sur 9834, restent  $7375\frac{1}{2}$  tonneaux à répartir en trois classes d'étoffes, sçavoir, de soye, lin & laine, ce qui fait pour chacune

2458

245  $8\frac{1}{2}$  tonneaux. La fabrique & la consommation de ces trois espèces n'existe point sans doute dans le fait par parties égales, & même dans ce calcul on a omis de comprendre les étoffes de coton & de poil de chameau, mais l'exactitude de leurs proportions est à peu près indifférente au nombre des métiers qui les fabriqueront, & au nombre des tonneaux, l'excès & le défaut dans les quantités supposées se compensant mutuellement.

125. Je partage ensuite les 245  $8\frac{1}{2}$  tonneaux qui appartiennent à chaque classe, en trois autres différentes classes; l'une, comprenant les étoffes les plus grossières & du plus gros volume; l'autre, celles de la plus fine qualité; & la troisième, celles qui sont entre deux.

J'estime le tonneau à 150 palmescubes de marchandises, je le divise en quatre *frangottes* (a) de  $37\frac{1}{2}$  palmescubes chacune, subdivisées en centièmes pour la commodité de ma preuve & du calcul des droits & du fret.

---

(a) Ou gros ballots.

## 162 Rétablissement des Manufactures

Je commence par la classe des étoffes de foye ; je divise ses 2458 $\frac{1}{2}$  tonneaux en quatre parties égales de 614 tonneaux 2 frangottes  $\frac{50}{100}$  de frangotte. Sçavoir :

Un quart en velours ou étoffes équivalentes pour la qualité, le volume & la main-d'œuvre.

Un quart en taffetas simples, *mantos*, & autres étoffes légères.

Un quart en étoffes à fleurs d'or & de foye.

L'autre quart de taffetas doubles, ce qui comprend toutes les qualités des étoffes de foye, les deux premiers quarts étant composés des étoffes les plus épaisses & les plus légères, & les deux derniers quarts des étoffes entre deux.

126. Maintenant, trente pièces de velours à 65 varres chaque, font 1950 varres, lesquels occupent un volume de 150 palmes cubes, c'est-à-dire, d'un tonneau : ainsi il faut 198518 $\frac{3}{4}$  varres pour remplir les 614 tonneaux 2 $\frac{1}{2}$  frangottes. En fixant la journée d'un ouvrier à  $\frac{3}{4}$  de varre seulement, 300 jours ouvrables donneront par chaque mé-

tier 225 varres, & 5327 métiers donneront par an 1198575 varres, c'est-à-dire,  $56 \frac{1}{4}$  varres par-delà le volume des 614 tonneaux, &c.

127. Des taffetas simples & autres, dont il faut 231 varres  $\frac{1}{6}$  de varre pour faire une palme cube, le tonneau de 150 palmes en contiendra 34775 varres, ce qui fera pour les 614 tonneaux, &c. 21373584  $\frac{3}{8}$  varres; lesquelles, moins 84, feront le produit de 14249 métiers par an de 300 jours ouvrables, la journée d'un ouvrier estimée à 5 varres.

128. Des étoffes à fleurs d'or & d'argent & autres étoffes pareilles, chaque métier à 3 varres par jour, en produira 900 varres par an, & 4789 métiers donneront par an 310500 varres, c'est-à-dire,  $42 \frac{3}{16}$  varres de plus que le nombre demandé, à raison de  $46 \frac{3}{4}$  varres pour un palme cube.

129. De taffetas doubles de Séville & autres pareils, il faut 6453562  $\frac{1}{2}$  varres pour les 614 tonneaux, &c. à 70 varres pour une palme cube, & 10500 varres par tonneau : 4303 métiers à 5 varres par jour chaque, don-

164 *Rétablissement des Manufactures*

neront par an 6454500 varres, c'est-à-dire, 937  $\frac{1}{2}$  varres plus qu'il ne faut.

130. Ainsi les 2458  $\frac{1}{2}$  tonneaux qui appartiennent à la classe des étoffes de foye, contiendront 33335723  $\frac{1}{2}$  varres, dans les quatre especes ci-dessus, que produiront par an 28668 métiers, & 952 varres par-delà.

Ces 28668 métiers seront distribués dans les cinq divisions de l'Andalousie & dans le Royaume de Valence, comme étant les pays les plus abondans en foyes, & où on pourra en augmenter la culture à proportion de la consommation, le climat & le terrain entrecoupé de rivières & de ruisseaux étant le plus propre pour les plantations des meuriers.

On établira avec le même discernement, dans les autres Provinces, les manufactures de laine, de lin, de coton, de poil de chameau : c'est-à-dire,

Les draps, bayettes, &c. dans les deux Castilles & la Province de Léon, qui produisent les meilleures laines. On tirera d'Andalousie les huiles nécessaires pour les manufactures.

Les toileries dans la Galice, les Astu-



ries, la Biscaye & leurs environs où l'on recueille le meilleur lin, & où il y a déjà de bons commencemens de manufactures, entr'autres de linge de table supérieur à celui d'Allemagne. On y cultive aussi des chanvres & lins qui le disputent à ceux du Nord & sont propres à faire les toiles les plus fines. Si l'espece leur manque, ils peuvent aisément se procurer les lins de Curlande & du Nord ; comme l'Andalousie peut tirer d'Italie & de la Chine les foyes qui lui manquent.

131. & 132. On ne doutera point que l'Andalousie & le Royaume de Valence ne puissent entretenir 28668. métiers travaillans en foye, si l'on sçait que Séville en a possédé jusqu'à 17000, comme nous l'apprennent plusieurs anciens mémoires, & que Toledé n'en avoit gueres moins : si même l'on comparoit le nombre de leurs habitans avec celui des villes d'Andalousie & du Royaume de Valence qui sont très-peuplées, on trouveroit que Séville au lieu de 17000 métiers, n'en devoit avoir pour sa part que 4000. Cependant ces deux villes étoient obligées

de tirer leurs foyes de dehors , & leur territoire n'avoit pas les mêmes avantages que le Royaume de Grenade , dont toutes les terres sont fertilisées par le Xenil & le Darro , & par mille canaux qu'on a tirés pour l'arrosement des plants de meuriers. Les Royaumes de Murcie & de Valence sont plus renommés encore pour leurs vergers délicieux où la nature prend soin elle-même de conduire les eaux. Le Royaume de Murcie est traversé par la riviere de Segura , qui dans ses débordemens en hiver , répand sur les terres un limon aussi fertile que le fumier , & servant en même-tems à la culture des meuriers , des chanvres & des ris , lui procure ensemble les matieres & les vivres en abondance & à bon marché , deux points essentiels pour le soutien de nos manufactures.

On objectera encore que la récolte entiere de toutes les foyes d'Espagne ne suffira point à donner du travail à un si grand nombre de métiers. Ma réponse est , qu'en toute la Hollande , ni en Angleterre , on ne trouveroit pas un seul ver à soye , & que cependant ces

Royaumes entretiennent un bien plus grand nombre encore de métiers en foyes. Sur quoi je renvoye à ce que j'ai dit en son lieu, des sages mesures qu'ils ont prises pour soutenir leurs fabriques à si bon marché, que les étoffes étrangères ne puissent s'introduire chez eux & devenir rivales des leurs. Toutes les nations en effet semblent occupées en même-tems du soin d'élever leurs manufactures à l'envi les unes des autres, mais le combat n'est qu'entre elles, les nôtres sont dans un dépérissement qui les met hors de l'en-  
vie.

133. L'Angleterre dans la rupture présente a déclaré assez hautement que son intention est d'arracher à l'Espagne le peu de commerce qui lui reste dans les Indes, pour y faire le sien en pleine liberté, comme si elle n'avoit pas assez librement parcouru nos mers & disposé des trésors de nos Royaumes. Cette nation au milieu des soins que demande une guerre aussi sérieuse, ne perd de vûe aucun des intérêts de ses manufactures : nous voyons dans la gazette de Madrid, nombre 13, 1740,

que les fabriquans en soye de Londres, & autres intéressés à ce commerce, ont demandé qu'on modérât les droits d'entrée sur les soyes crues de la Chine, & que le Parlement a pris leur demande en considération. Nous pouvons encore apprendre de-là quelle est notre erreur, d'imaginer que les nations ont prohibé les étoffes de la Chine, à cause de la mauvaise qualité des soyes; l'Angleterre elle-même en emploie, & si la France a prohibé ces soyes en nature, ce n'a été que pour éviter la fraude des marchands qui n'apportoient que celles de la dernière qualité. Enfin si cette soye est si mauvaise qu'il faille la prohiber, pourquoi préférons-nous les étoffes du Nord qui en sont fabriquées, à nos soyeries mêmes & à celles des autres Royaumes? Toute la réponse qu'il y a à faire, c'est d'avouer que nous ne nous y connoissons pas.

134. Après avoir établi les 28668 métiers d'étoffes de soye pour la consommation d'Amérique, je passe aux 2458  $\frac{1}{2}$  tonneaux à remplir en toiles; je divise cet article en six différentes classes

classes & par parties égales, de 409 tonneaux trois frangottes chacune.

La première classe, de *Olan* dites *Cambrays*, dont 15 pièces de  $8\frac{1}{2}$  varres chacune, font le palme cube de  $127\frac{1}{2}$  varres ; c'est pour le tonneau 19125 varres, & pour les 409  $\frac{3}{4}$  tonneaux 7836468  $\frac{3}{4}$  varres, que fabriqueront 5225 métiers par an, & 1031  $\frac{1}{4}$  varres par-delà, estimant chaque métier par jour à 5 varres, comme pour le taffetas & autres étoffes aussi fines.

135. La seconde, de *Bretagnes* larges, dont il faut 10912  $\frac{1}{2}$  varres pour le tonneau, à 62  $\frac{3}{4}$  varres par palme cube : à 5 varres par métier chaque jour, 2981 métiers par an donneront 4471500 varres, c'est-à-dire, 103 varres au-delà de la quantité des 409  $\frac{3}{4}$  tonneaux.

136. La troisième, d'*Estopilles*, dont 109 varres feront le palme cube, 16350 varres le tonneau de 150 palmes, & 6699412  $\frac{1}{2}$  varres les 409  $\frac{3}{4}$  tonneaux : 4467 métiers à 5 varres par jour chaque, donneront par an 6700500 varres ; ce feront 1087  $\frac{1}{2}$  varres au-delà du nombre demandé.

## 170 *Rétablissement des Manufactures*

137. La quatrième, *de Rouens*, dont  $34 \frac{6}{8}$  varres feront le palme cube,  $5231 \frac{1}{4}$  varres le tonneau, &  $2143504 \frac{11}{16}$  varres les  $409 \frac{3}{4}$  tonneaux : que fabriqueront 1430 métiers par an, & 1495 varres par-delà.

138. La cinquième, *de Crées* afforries, dont le palme cube contient 40 varres ; le tonneau de 150 palmes contient 6000 varres ; les  $409 \frac{3}{4}$  tonneaux 2458500 varres ; que produiront 1366 métiers par an, à 6 varres par jour, & 300 varres par-delà.

139. La sixième, *de Presilles fines*, dont 33 varres  $\frac{82}{200}$  de varre feront le palme cube, les  $5016 \frac{3}{4}$  varres le tonneau, &  $2055613 \frac{5}{16}$  varres les  $409 \frac{3}{4}$  tonneaux ; que fabriqueront 1371 métiers par an, à 5 varres par jour, &  $886 \frac{11}{16}$  varres par-delà.

140. Je crois qu'on trouvera assez juste l'estimation que j'ai faite du travail de chaque métier de roiles par jour l'un dans l'autre, quand on considérera, que dans les différentes qualités qui s'en fabriquent, il y en a dont on fait huit varres & plus par jour ; & que si dans les premières qualités,

L'emploi des fils fins exige de l'ouvrier plus de tems & d'attention à cause de leur délicatesse, cela est compensé en quelque sorte, en ce que ces même fils par leur finesse, exigent de l'ouvrier moins de force & de travail pour les employer que les matieres grossieres dont on fabrique les qualités inférieures : ce qui est sensible dans la fabrication des taffetas, un ouvrier ne faisant pas plus de varres de taffetas double par jour, que de taffetas simple. Et pour ne rien omettre dans le calcul présent, les 16840 métiers donneront par an 4903  $\frac{3}{4}$  varres au-delà du nombre demandé, ce qui fait encore quelque compensation.

141. Si, comme je l'ai établi, l'Andalousie & Valence peuvent posséder 28668 métiers, il est aisé de croire que les Royaumes de Galice, des Asturies & de Biscaye suffiront à entretenir 16840 métiers de toile ; d'autant que cette manufacture y a déjà de bons commencemens, particulièrement en Galice, où est établie une manufacture Royale de linge de table dont toute la Cour fait une grande consommation.

## 172 *Rétablissement des Manufactures*

On peut juger par la réussite de cette espèce de toiles, que toutes les autres feront de pareils progrès dès qu'elles auront une consommation & un débit assuré. Nous voyons dans le même Royaume de Galice, des particuliers qui, non pour en faire commerce, mais pour leur usage & par délicatesse de luxe, font fabriquer des toiles d'une beauté & d'une finesse qui égalent les plus belles du Nord; ces espèces deviendroient marchandes, si les droits d'Alcavale le permettoient.

142. Je finis par l'article des laines qui est aussi de  $2458 \frac{1}{2}$  tonneaux : je le divise, comme le précédent, en six classes; ce fera pour chacune  $409 \frac{3}{4}$  tonneaux à remplir.

La première classe, de bayettes fines d'Angleterre, dont 8 varres  $\frac{42}{100}$  de varre feront un palme cube, en ajoutant un centième de varre par 10 palmes; le tonneau fera de 1263 varres  $\frac{15}{100}$  de varre : les  $409 \frac{3}{4}$  tonneaux contiendront  $517575 \frac{1}{2}$  varres; que fabriqueront 216 métiers par an, à 8 varres par jour chaque, &  $824 \frac{1}{2}$  par-delà.



143. La seconde, de burattes de laine, dont 41 varres par palme cube, & 6150 varres par tonneau, ce qui fait pour les  $409\frac{3}{4}$  tonneaux 2519962  $\frac{1}{2}$  varres, que produiront par an 1050 métiers, à 8 varres par jour chaque, & 37  $\frac{1}{2}$  varres par-delà.

144. La troisième, de draps de castor & droguets, de  $\frac{3}{4}$  de large, dont 28  $\frac{1}{2}$  varres par palme cube, & 4275 varres par tonneau : ce qui fait 1751681  $\frac{1}{4}$  varres pour les  $409\frac{3}{4}$  tonneaux ; produit de 1168 métiers par an, à 5 varres par jour chaque, avec 318  $\frac{3}{4}$  varres par-delà.

145. La quatrième, de camelots de Lille, les pièces de 46 varres & d'un palme cube, le tonneau de 6900 varres ; les  $409\frac{3}{4}$  tonneaux feront 2827275 varres, que fabriqueront 1885 métiers par an, à 5 varres par jour chaque, & 225 varres par-delà.

146. La cinquième, de *lamparilles*, dont 42 varres feront un palme cube, les 6300 varres le tonneau, les  $409\frac{3}{4}$  tonneaux 2581425 varres ; que fabriqueront 1721 métiers par an, à 5 varres par jour chaque, & 75 varres par-delà.

147. La sixième, de draps d'Abbeville, dont  $10\frac{3}{4}$  varres par palme cube,  $1612\frac{1}{2}$  varres par tonneau, & 660722 varres pour les  $409\frac{3}{4}$  tonneaux; 2203 métiers les fabriqueront par an, à une varre par jour chaque, & 178 varres par-delà. Ainsi 8243 métiers produiront les  $10858641\frac{1}{4}$  varres que montent les 2458 tonneaux à remplir; & 1658 varres par-delà. On pourra aisément faire ce nombre de métiers dans les Castilles, la Manche, le Royaume de Léon, avec ceux qui sont déjà établis dans l'Arragon & dans la Catalogne. On fabrique déjà dans les Castilles, des draps, des étamines, des fergettes, des baracans; on y trouve d'ailleurs les laines de la première qualité dans la plus grande abondance. En effet, de toutes les productions de l'Espagne, c'est celle dont l'exportation est la plus considérable, à quelques grandes sommes que monte celle des vins.

148. J'ai donc démontré que cette difficulté insurmontable, qui fait le sujet de ce chapitre, ne tient qu'à la possibilité d'établir en Espagne 53751

métiers. Or l'Andalousie seule pourroit aisément les contenir, distribués dans ses villes en telle proportion que Séville n'en eût que 17000 pour sa part, comme elle les avoit autrefois. Après avoir pleinement répondu à cette grande objection, je passe à la seconde dans le chapitre suivant.

---

## CHAPITRE XIX.

*Réponse à la seconde objection contre la possibilité de fournir à l'Amérique toute sa consommation en marchandises de fabrique Espagnole.*

149. **I**L sembloit qu'après avoir prouvé précédemment que la destruction de nos manufactures ne devoit point être attribuée au naturel grave & oisif de l'Espagnol, mais à d'autres causes déduites dans le premier & troisième chapitre de ma première Partie, il ne me restât qu'à démontrer, comme je l'ai fait, la possibilité d'établir en Espagne un nombre de métiers suffi-

fant à la consommation de l'Amérique, de l'Espagne, & même d'une partie de l'Europe; cependant on revient encore à m'objecter : „ Que l'Espagnol „ a naturellement de l'aversion pour le „ commerce, quoiqu'il en connoisse „ l'importance; que son goût le porte „ à une grave inaction; qu'il ne re- „ garde pas l'oisiveté comme un vice, „ mais comme le caractère distinctif „ de sa noblesse, & comme une de ses „ prérogatives. „ C'est cette nonchalance, dit-on, qui empêche la nation de tirer parti de tous les avantages que lui offrent la richesse & la fertilité de son pays : comme le prétendent aussi l'Auteur Hollandois & le Traducteur Espagnol de la Vie du Baron de Ripperda. Cependant l'Auteur avance, page 347, que Ripperda remplit la manufacture de Guadalaxara de maîtres & d'ouvriers Espagnols; ce qui prouve que l'Espagne a possédé des maîtres & des ouvriers de tous les arts, & que si elle les a perdus, c'est qu'ils n'y ont trouvé ni protection, ni moyens de subsister. Si ces deux points essentiels venoient à manquer aux autres

peuples , nous les verrions sans doute devenir plus paresseux & plus oisifs que ne le sont les Espagnols.

150. Mais sur quel fondement prétend-on que les Espagnols ont de l'aversion pour le commerce & pour le travail des manufactures ? Ne les voit-on pas exercer des professions bien plus rudes & plus pénibles ? Les boutiques des détailliers , les magasins des marchands en gros , les foires enfin ne sont-elles pas tenues par des Espagnols ? Et pourquoi leur refuseroit-on les noms de marchands & de commerçans ? Serait-ce parce qu'ils font plutôt commerce de marchandises étrangères, que de celles du pays sur lesquelles ils n'auroient que de la perte ?

151. Si nous voulons remonter plus haut , nous verrons que ceux de nos plus grands Seigneurs qui sont assez riches pour destiner quelque partie de leur revenu au commerce , ne dédaignent pas de le faire , non sans exciter l'envie de ceux qui ne sont pas en état de les imiter. C'est de-là que viennent ces sommes immenses qu'on trouve à Cadix au tems de l'expédition des flot-

178 *Rétablissement des Manufactures*  
tes & galions , à prendre à la *grosse*  
*aventure* , à cinquante pour cent , plus  
ou moins , suivant les circonstances de  
guerre ou de paix (a) ; ce sont ces fonds  
qui fournissent de l'argent aux Gou-  
verneurs qui passent aux Indes , pour  
les frais de leur voyage ; aux mar-  
chands , pour leurs entreprises de com-  
merce , pour le payement des droits de  
sortie d'Espagne , &c. aux armateurs  
des régîtres , pour leurs permissions ,  
&c. je ne parle pas des marchandises  
qu'on trouve de même à la grosse avan-  
ture , parce que ce commerce se fait  
presque tout par les Etrangers à qui

---

(a) Contrat de grosse aventure , est une convention sous signature privée ou pardevant Notaire , entre deux personnes , dont l'une donne de l'argent à l'autre , qui s'oblige d'en constater l'emploi , soit dans le corps d'un vaisseau destiné pour les Indes , soit dans les marchandises qu'il y charge & qui demeurent affectées pour sûreté du risque. Si le vaisseau arrive à bon port , l'argent est rendu avec le bénéfice dont on est convenu , & qu'on appelle *Prime* ; mais si le vaisseau & les marchandises périssent entièrement par cas fortuit , dans le tems & dans les lieux du risque , le contrat est censé payé.

appartiennent les marchandises qu'on embarque.

152. Ce n'est pas au peuple ni aux petits marchands qui font leur commerce par les voyes ordinaires qu'appartient cet argent, mais à des Espagnols des premieres maisons d'Espagne, pour la plûpart habitans de Madrid & des autres villes de l'intérieur du Royaume, qui placent ainsi leur argent sous le nom de quelque habitant de Cadix, homme de confiance, qui leur en donne sa reconnoissance : négociations secretes & néanmoins connues de toute l'Espagne.

Nous trouvons des personnes de tous ordres & de tous états, des Rois même d'Espagne intéressés dans diverses compagnies de commerce.

Les premieres familles d'Andalousie font à l'envi le commerce des Indes, & y instruisent leurs enfans à qui on fait faire quelques voyages en Amérique au sortir de leurs exercices. J'ai dit ci-devant que les propriétaires des terres du Royaume de Séville avoient le droit de remplir avec leurs fruits le tiers de la charge des flottes de la nou-

velle Espagne, qui leur étoit réservé. En 1720 les fermiers des eaux-de-vie voulurent donner quelque atteinte à ce droit; & de leur côté les armateurs des navires obtinrent la permission de remplir eux-mêmes ce tiers, avec les fruits qu'ils acheteroient, au lieu & place des propriétaires des terres; mais ceux-ci, quoique gens de la première noblesse, loin de tenir ce commerce à deshonneur, défendirent fortement leurs privilèges, & obtinrent diverses décisions qui les y confirmèrent. Peut-être qu'on dira qu'ils ne regardent pas faire le commerce quand ils envoient aux Indes, pour y être vendues, les productions de leurs terres; & que commercer, c'est acheter des denrées ou marchandises Espagnoles, pour les revendre après à 20 pour cent de perte: tel est en effet le commerce pour lequel les Espagnols témoignent un juste dédain, & les Etrangers feroient les premiers à nous en donner l'exemple, si toutes les peines qu'ils prennent & les risques auxquels ils exposent leurs biens & leurs vies, ne devoient les mener qu'à faire une perte certaine.



153. Une gazette de cette année , ou de la fin de l'année dernière , a annoncé qu'il s'étoit établi , avec privilège de Sa Majesté , dans une ville de Galice , une manufacture d'*Hollandilles* , que l'on donneroit assorties en différentes couleurs , à quatre réaux la varre. Avis admirable ! tandis que par toute l'Espagne ces toiles de fabrique étrangere ne se vendent que trois réaux un quart , ou trois réaux trois quarts au plus. Assurément c'est une grande preuve que les Espagnols n'ont pas d'aversion pour le commerce , que de prétendre qu'ils accourent de toutes les provinces d'Espagne pour acheter de ces nouvelles *Hollandilles* à six pour cent de perte , sans compter les frais de transport , les droits de douanes & autres , la commission de celui qui les revendrait en détail , en sorte qu'à la fin il ne leur restât pas cinquante pour cent du capital : comme si les occasions de se ruiner étoient si rares , qu'il fallût se donner tant de mouvemens pour en trouver. Toutes les manufactures d'Espagne sont sur ce même pied , toutes bornées à la consommation des

lieux où elles sont établies par l'impossibilité que leur haut prix & les droits excessifs mettent à leur transport & au commerce intérieur. Aussi voyons-nous que ceux qui ont de l'argent à faire passer d'un lieu à un autre, ne savent que prendre des lettres de change qui leur coûtent deux pour cent, ou le faire voiturier en nature : si le commerce étoit praticable entre les différentes provinces d'Espagne, on pourroit quelquefois épargner les deux pour cent sur les lettres & les risques du transport, en achetant des marchandises pour les revendre dans l'endroit où l'on a besoin de fonds & sur lesquels on gagneroit aisément les frais du voyage.

Revenons aux sommes considérables qu'on envoie à Cadix de toute l'Espagne pour donner à la grosse aventure, & faisons le compte de ce qui reste net sur cinquante pour cent de bénéfice, nous trouverons que le profit n'est pas grand eû égard aux risques de l'aller & du retour, & que si les propriétaires de ces fonds pouvoient les placer dans quelque commerce utile

en Espagne, ils renonceroient à des affaires dont les risques & les termes sont longs.

Je suppose que 100000 piastras données à Cadix à la grosse aventure, produisent aux Indes 150000 piastras (a), il faut en déduire pour frais de commission neuf pour cent, c'est-à-dire,

---

(a) Il est d'usage de contracter à Cadix en piastras courantes, pour recevoir aux Indes capital & prime en piastras effectives, ce qui fait  $32 \frac{1\frac{1}{2}}{16}$  pour cent de bénéfice à y ajouter, pour la différence de l'espèce effective qu'on reçoit aux Indes, à l'espèce courante dans laquelle on a contracté. Mais ici l'Auteur pour abrégér le calcul, a compris dans les 50 pour cent de bénéfice qu'il suppose, ledit bénéfice de  $32 \frac{1\frac{1}{2}}{16}$  pour cent sur l'espèce, sans en faire mention expressément.

Pour ne point entrer dans la discussion des frais de commission & autres, qui ne sont pas les mêmes à présent dans le détail, on peut estimer communément que le bénéfice de l'espèce effective suffit plus qu'à payer tous ces frais; en sorte qu'au moins le profit de la prime reste en entier. Les primes haussent & baissent suivant les différentes circonstances de la paix ou de la guerre, & suivant la rareté ou l'abondance des fonds qui se trouvent à employer à Cadix.

.

#### 184 *Rétablissement des Manufactures*

13500 piaſtres ; reſtent 136500 piaſtres , ſur leſquelles il y a à payer neuf pour cent d'indulte , un & demi pour cent de fret , ſans compter quelques droits de conſulat : ces dix & demi pour cent à retenir pour 136500 piaſtres , font encore 14280 piaſtres ; ainſi reſtent 122220 piaſtres ; & ſi ces fonds ont été envoyés à Cadix de Madrid , par exemple , ou d'ailleurs , & de Cadix remis à Madrid par lettres de change , il en aura encore coûté quatre pour cent , ainſi il ne reſtera net que dix-huit pour cent de profit , pour un voyage de plus d'un an , & pour les deux riſques de l'aller & du retour. Mais ſi le commerce des manufactures d'Eſpagne étoit courant , & que ces mêmes fonds y fuſſent employés dix fois ſeulement à deux pour cent de profit chaque fois , dans le courant d'une année , ce ſeroit vingt pour cent de profit aſſuré : ou ſi quelqu'un vouloit faire tenir des fonds à Cadix pour y former quelques riſques , il pourroit alors épargner les frais de change ou de transport d'eſpeces , en y envoyant des marchandises qu'il donneroit à la  
groſſe

grosse aventure , comme les Etrangers donnent les leurs quand ils ne trouvent pas à les vendre au comptant , malgré la loi qui leur défend de faire le commerce des Indes.

154. Deux choses prouvent incontestablement que tous les marchands détailliers de Madrid , & des autres villes de l'intérieur du Royaume , sont Espagnols ; la première , c'est le peu de profit que donne ce trafic ; car si le métier étoit bon , il ne faut pas douter que les Etrangers ne le fissent , puisque suivant les traités ils peuvent apporter & vendre leurs marchandises jusques dans l'intérieur du Royaume. La seconde , c'est la grande passion que les Espagnols montrent pour le commerce , puisque pour y tenir toujours par quelque endroit , ils se contentent & s'attachent aux plus petites branches que les Etrangers veulent leur laisser ; témoin toutes les fabriques que nous avons vû naître & périr aussi-tôt faite de franchises : mais une preuve qui est au-dessus de tous les raisonnemens , c'est l'exemple de D. Joseph Bernardino de Cifuentes , Lieutenant-Colo-

nel d'Infanterie , qui après avoir passé vingt des premières années de sa vie dans différens emplois militaires , s'est tellement livré à la connoissance & au travail des manufactures , qu'il est parvenu à imiter toutes celles que l'Etranger a introduites en Espagne , & a présenté des essais de chacune au Conseil Royal du Commerce : il a sollicité depuis & obtenu le 21 Février 1739 , le privilege d'établir sa manufacture. Une pareille entreprise formée par un homme de nom , & par un ancien militaire , prouve incontestablement combien peu le génie Espagnol est éloigné du commerce & des manufactures ; & que si l'Espagne imite avec quelque succès celles de l'Etranger , à plus forte raison elle réussiroit à perfectionner les siennes , si elle en possédoit.

155. Mais dans l'état où le commerce & le trafic sont réduits en Espagne , peut-on dire avec quelque bonne foi que ce soit la gravité & la nonchalance des Espagnols qui les en tiennent éloignés ? Faut-il donc pour éviter le reproche de l'oisiveté , qu'un homme se mette à travailler à un mé-

tier du matin jusqu'au soir, pour aller à la fin de sa journée en porter tout le fruit au Fermier, & quelque chose du sien avec, obligé de chercher ensuite d'autres moyens de subsister? Ne dirait-on pas qu'un homme qui a bêché la terre tout le jour n'a pas travaillé, parce que le salaire de sa journée lui reste tout entier & ne doit rien au Fermier? Il est constant que l'Amérique est moins peuplée des sept huitièmes, qu'au tems de sa découverte; on attribue ce dépeuplement au service personnel imposé aux Indiens; mais sans entrer ici dans la discussion de cette raison, si ce service qui ne consiste qu'à travailler *gratis* un jour de la semaine pour un Espagnol, a pû dépeupler l'Amérique, à plus forte raison, comment les métiers d'Espagne ne seroient-ils pas déserts si tout le travail qu'on y fait doit être au profit du Fermier?

Je ne pense pas qu'on taxe notre nation d'être grave & oisive, parce qu'on ne voit point la noblesse ni la bourgeoisie s'adonner aux métiers & professions mécaniques; il en est de même chez les peuples les plus labo-

rieux, & même peut-être y trouveroit-on plus de noblesse & de bourgeoisie à proportion qu'ici ; parce que plus un Royaume possède d'ouvriers & d'artisans, plus il est en état d'entretenir de nobles & de bourgeois dans les différens emplois honorables du corps politique.

156. Je ne me suis arrêté que trop long-tems à répondre à une objection si peu fondée ; pour terminer en un mot, qu'on affranchisse des droits les manufactures & les matieres premières, qu'on en assure la consommation & le commerce, alors les arts & métiers ne manqueront point de sujets pour les exercer, les villes & les campagnes seront peuplées, les terres cultivées avec soin ; tous ces avantages tiennent les uns aux autres comme les anneaux d'une chaîne, qui se détruit dès qu'un seul vient à manquer. Pour la rompre il n'est rien que ne tentent les Etrangers, leur commerce actif avec nous y est intéressé, ils sçavent que l'Espagne peut entretenir le double des habitans & des ouvriers qu'elle possède, & ils sentent que tout ce qu'elle



acquerrera dans ces deux objets, fera pour eux une perte certaine. Pour rendre vains les efforts de leur politique, le Ministère doit donc employer les encouragemens les plus efficaces, & l'on cessera de reprocher aux Espagnols cette gravité & cette oisiveté dont on les taxe si injustement.

---

## CHAPITRE XX.

*On propose de modérer les peines prononcées contre les Naturels qui se mêlent de la contrebande en Amérique.*

157. **C**E fut dès l'année 1614 qu'on commença à s'appercevoir du tort que faisoit au commerce d'Espagne en Amérique, le commerce illicite des autres nations : alors on prononça la peine de mort & la confiscation des biens contre tous ceux qui introduiroient des marchandises étrangères. Si je propose de modérer cette peine, ce n'est pas que je trouve la loi trop rigoureuse, car je n'estime pas le crime de la contrebande moins grand en lui-

même & dans ses conséquences que celui du faux-monnoyage ; mais c'est parce que je vois avec douleur que malgré les exemples sévères qu'on a fait des coupables, les abus loin de cesser, n'ont fait que s'accroître. C'est en vain que Sa Majesté en 1707, tems où l'Etat avoit besoin de ressources, accorda par sa bonté Royale une amnistie aux contrebandiers, pour rendre à la société ceux que la crainte de la punition en tenoit éloignés : cette indulgence ne produisit point d'effet, & la fraude n'en devint que plus hardie.

158. Je propose donc bien moins de modérer la rigueur de la loi, que d'y faire un changement qui en assure l'effet. Les contrebandiers étant pour la plupart gens qui n'ont rien à perdre, & dont la fraude fait tous les revenus, la confiscation est une peine qui ne peut les toucher. Les marchands pour le compte desquels la marchandise a été introduite en sont quittes pour la perdre, & n'étant pas punis dans le reste de leurs biens qui ne sont pas connus, ils tentent de nouvelles fraudes pour réparer leurs pertes. Les Gou-

verneurs même & les Officiers préposés pour empêcher ces abus, croient que tout leur devoir est rempli quand la contrebande est saisie, sans se mettre en peine de découvrir & d'arrêter les contrebandiers, qui recommencent bientôt leur métier.

159. On pourroit parvenir à détruire la race des contrebandiers & en tirer en même tems un service utile. Il y a dans les extrémités de l'Amérique & de l'Asie des contrées qu'il est intéressant de peupler d'Espagnols, & qui ne peuvent le devenir faute de communication avec les autres Provinces, comme sont le nouveau Mexique, les Isles Philippines, & sur-tout les Isles Mariannes qui n'ont de commerce avec la nouvelle Espagne que par le vaisseau qui va tous les ans des Philippines à Acapulco. Ce seroit dans ces pays qu'il faudroit transporter les contrebandiers avec leurs familles, leur distribuer des terres à cultiver pour leur subsistance, & en rendre responsables les Gouverneurs, Corrégidors ou Alcades, &c. à qui on les remettroit, & devant qui ils seroient obligés de se représenter

chaque jour. A l'égard des contrebandiers du Pérou, comme pour les intérêts du commerce la communication est défendue entre ce Royaume & la nouvelle Espagne, il faudroit trouver dans le Pérou même quelque pays où les releguer, ou les transporter dans les ports de Realejo & de Sonsonate, qui ne sont pas compris dans la prohibition, & d'où le Pérou tire le bray, le gaudron & le tabac, seul commerce permis entre ces deux Royaumes.

160. On soumettroit aux mêmes peines de transport & de confiscation les marchands qui seroient les instigateurs de la contrebande ou qui en profiteroient, ainsi que les Officiers du Roi qui l'auroient favorisée en donnant des passeports ou permissions par écrit ou autrement; ce qui arrive souvent dans les tems du débarquement de quelque vaisseau de regître, sous le nom duquel ils font entrer des marchandises qui ont été débarquées à la côte par les Etrangers. Et comme les Gouverneurs, Officiers & Juges en remplissant leur devoir peuvent se faire des ennemis, & que les marchands &  
les

les commerçans peuvent en avoir de leur côté, il seroit recommandé aux *Audiences* d'examiner & de discuter avec l'attention la plus scrupuleuse, les preuves des accusations intentées contre les uns & les autres, pour que la peine ne retomât point sur les innocens, & que les coupables n'y pussent jamais échapper.

---

## CHAPITRE XXI.

*Erreurs dans lesquelles on est sur la cause du dépeuplement de l'Amérique.*

161. **M**Algré le nombre innombrable d'Espagnols & d'Africains qui ont passé en Amérique, il est certain qu'elle n'a pas maintenant de tous habitans, la quatrième partie de ce qu'elle contenoit d'Indiens au tems de sa conquête; la cause de ce dépeuplement est une question qui n'a pas moins été agitée, que celle de la ruine de nos manufactures.

Les uns l'attribuent au service personnel qu'imposèrent les conquérans

*II. Partie.*

R

aux Indiens qu'ils obligèrent à travailler comme des esclaves , dans les habitations & quartiers qu'ils partagerent entr'eux au tems de la conquête.

Les autres , aux petites véroles que les Européens y ont apportées , & qui tous les sept ans attaquent avec fureur les naturels du pays.

D'autres enfin , aux maladies épidémiques qui s'y font sentir ordinairement au tems du déchargement de nos flottes , causées , dit-on , par l'odeur & les vapeurs qui s'exhalent des balles de marchandises que l'humidité & la chaleur des vaisseaux y a fait fermenter.

Mais sans m'arrêter davantage à ces raisons ni aux autres qui ne sont pas mieux fondées , je passe à la preuve de leur insuffisance.

162. Quant au service personnel imposé aux Indiens , les nations en ont pris occasion de nous représenter comme des tyrans qui n'étions passés en Amérique que pour mettre dans l'esclavage les maîtres des Indes ; comme si elles-mêmes ne faisoient pas en Afrique la traite des Nègres qu'elles nous

vendent ensuite pour esclaves : au reste ce tribut qui depuis a été réduit à rien, n'étoit dans son origine qu'une obligation imposée aux naturels de servir à tour de rôle le maître de l'habitation ou du quartier dont ils dépendoient, soit dans l'intérieur de son domestique, soit pour l'accompagner, ou enfin dans des fonctions plus pénibles, mais en sorte que chacun ne servoit pas plus d'un jour par semaine. Cet usage s'étoit établi dans le tems du partage des terres entre les conquérans. Mais quel est l'Etat le plus libre de l'Europe dans lequel les sujets mêmes ne soient pas employés à de pareils travaux, sans que l'espèce des hommes en souffre ? D'ailleurs comment se fait-il que l'Amérique soit également dépeuplée d'Espagnols, tandis que pour remplacer les Indiens on y en a fait passer de quoi peupler quatre Amériques, lesquels y ont toujours été exempts de ce service ?

163. Les petites véroles sont la seconde raison qu'on apporte ; mais il existe une autre maladie, nommée le mal François, qui n'étoit point connu

en Europe avant le passage en Italie de l'armée de notre grand Capitaine (a), à qui se joignirent quelques Castillans à leur retour des Indes : il est probable qu'ils apportèrent d'Amérique ce mal à Naples ; mais comme il se déclara tandis que les François y étoient en guerre avec nous, ce fut à eux qu'on l'attribua, & il en fut nommé le mal François (b). Quoi qu'il en soit, cette maladie a causé sans contredit de plus grands ravages dans l'Europe que n'ont fait les petites véroles dans l'Amérique ; cependant aucun peuple de l'Europe n'a éprouvé depuis, dans l'espece des hommes, de diminution qu'on attribue à cette contagion : nous voyons même des nations plus peuplées maintenant, qu'elles ne l'étoient avant que ce nouveau fléau eût affligé la nature humaine.

---

(a) Gonfalve de Cordoue surnommé le grand Capitaine, sous Ferdinand le Catholique, en 1495.

(b) Vers l'an 1495. C'est aussi le sentiment d'Oviedo & de Guicciardini, cités par le Pere Charlevoix dans son Histoire de Saint-Domingue, tom. 1. page 45.



164. A l'égard des maladies épidémiques causées, dit-on, par le déchargement de nos flottes, l'Europe n'est-elle donc pas sujette au même inconvénient ? Des quatre parties du monde l'Amérique est la seule qui soit exempte de la peste, remarque-t-on dans les autres quelque nation qui n'ait pas réparé bientôt les ravages que ce fléau y a fait à son passage ? Dans la nouvelle Espagne, ce n'est point aux flottes qu'on attribue ces maladies épidémiques, elles ne s'y font sentir que quand les vents du Nord tardent à y répandre une fraîcheur salutaire ; mais dès qu'ils commencent à souffler, la contagion cesse, même durant le déchargement des vaisseaux.

165. Le dépeuplement de l'Amérique est d'autant plus frappant, qu'on pourroit apporter des raisons pour lesquelles elle devrait être plus peuplée qu'avant sa découverte. Premièrement, la cessation des guerres meurtrières que se faisoient les nations Indiennes entr'elles.

Secondement, l'usage où elles étoient de manger de la chair humaine ; c'é-

toit le régal de leurs Rois & de leurs Idoles , pour qui on engraissoit avec un soin barbare de malheureuses victimes.

Enfin les conquérans du nouveau monde ont procuré à ses peuples , différens arts & métiers qui leur étoient inconnus , plusieurs connoissances utiles pour la conservation des hommes , la science & les secours de la médecine , objets qui devoient tous contribuer à y augmenter l'espece.

Après tout ce que j'ai dit , je crois qu'on est convaincu qu'il faut chercher les raisons du dépeuplement de l'Amérique ailleurs que dans les causes que j'ai combattues : & on trouvera la véritable en comparant l'état de l'Espagne à cet égard , avec celui des Indes ; ce que je ferai dans le chapitre suivant.



C H A P I T R E   X X I I .

*Cause du dépeuplement de l'Amérique  
& de l'Espagne , & moyens  
d'y remédier.*

166. **L**E dépeuplement de l'Espagne provient de ce que ses habitans ne fabriquent point eux-mêmes les choses qui servent à les vêtir : par cette raison elle a de moins tous les hommes qui exerceroient les métiers de tisserand , de teinturier , de foulon , &c. & tous ceux du secours desquels ces premiers ne pourroient se passer , comme laboureurs , boulangers , cordonniers , chapeliers , charpentiers , menuisiers , maçons & médecins , apotiquaires , &c. Pour en juger mieux , qu'on imagine mille métiers transportés dans quelque désert , avec un nombre d'ouvriers suffisant pour les remplir ; on verra combien ceux-ci ameneront d'autres artisans après eux , dont le ministère leur est nécessaire pour préparer & cultiver les

laines , les foyes & les autres matieres premieres , & pour fournir à tous leurs différens besoins.

Si quelques pays du Nord se trouvent peuplés au-delà de leur proportion naturelle , c'est par les manufactures que notre consommation y entretient ; & par la raison contraire , si l'Amérique & l'Espagne ont vû diminuer le nombre de leurs habitans , c'est parce qu'elles consomment les ouvrages des manufactures de l'Etranger. C'est une vérité de calcul , qu'autant que l'Espagne fera subsister de familles dans le Nord , autant l'Espagne perdra de familles à qui elle aura ôté les moyens de subsister chez elle : d'où l'on doit conclure , que pour se repeupler aux dépens des autres nations , l'Espagne n'a seulement qu'à faire elle-même le travail que les autres ont fait jusqu'à présent pour elle.

167. En continuant la supposition que j'ai faite de mille métiers transportés dans un des déserts de l'Espagne avec tous les ouvriers qui en dépendent , qu'on défende à cette colonie de s'habiller des ouvrages de sa

fabrique , afin qu'ils soient consommés au - dehors ; établissons ensuite dans un autre désert un nombre de métiers suffisant pour habiller uniquement les nouveaux habitans de ces deux déserts , & pour recueillir les vins & les huiles de leur consommation , dont la culture sera défendue à la première colonie : qu'on fasse alors le dénombrement des habitans de chacune , on trouvera que celui de la dernière égalera au moins l'autre.

Cette vérité découverte nous montre la cause du dépeuplement de l'Espagne & des Indes ; il est aisé de calculer d'après cela , combien la fabrication des étoffes nécessaires à l'Espagne & à l'Amérique pour se vêtir , donne d'hommes de plus aux pays du Nord , & combien l'Espagne en a de moins par cette raison ; en effet si la seconde colonie supposée , égale la première au moyen de ce qu'elle lui fournit seulement son habillement & quelques denrées comestibles , il est certain que l'Amérique seroit peuplée une fois autant qu'elle l'est maintenant , si elle possédoit seulement les

manufactures , & les denrées nécessaires à sa consommation. Pour que ce même calcul fût vrai à l'égard de l'Espagne , il faudroit accorder à la première colonie , la culture des denrées comestibles pour sa consommation seulement : alors si l'on trouvoit que la seconde dût contenir un quart moins d'hommes que la première , il seroit certain que l'Espagne ajoutant à son état actuel , seulement les manufactures nécessaires à ses besoins , seroit plus peuplée des trois quarts qu'elle n'est maintenant : diminuant néanmoins sur ces trois quarts le nombre d'hommes qui peut être employé dans les métiers qu'elle possède actuellement.

168. Telle est la vraie cause qui a dépeuplé l'Espagne & l'Amérique, chacune dans une proportion différente : si le dépeuplement de l'Espagne n'est pas si sensible , c'est qu'elle possède plus de manufactures & de terres cultivées que l'Amérique.

Mais , dira-t-on , l'Amérique n'a jamais recueilli ni laine , ni lin , ni foyes , mais seulement du coton ; &

la plus grande partie de ses peuples alloient nuds.

Je réponds que du moins ce qui servoit à leur parure ou à tout autre usage , ils le fabriquoient eux-mêmes , sans le tirer de dehors : ce qui faisoit parmi eux une sorte d'occupation ou de métier. D'ailleurs les choses étoient bien différentes alors de ce qu'elles sont ; leurs besoins étoient en petit nombre , ils ne connoissoient point celui de se vêtir , ni tant d'autres que nous leur avons portés ; tous leurs biens & tous leurs soins se réduisoient à la culture d'un champ de maïs : l'argent n'étoit point pour eux une richesse, toutes choses s'échangeoient entr'eux , & ce qu'ils tiroient de l'Etranger , ils le payoient de leur superflu : le mariage enfin & le nombre des enfans n'étoient point à charge , & la propagation en étoit d'autant plus abondante. Aujourd'hui l'Indien comme l'Espagnol , qui vit dans la société , est sujet à la nécessité de se loger , de se nourrir , de se vêtir d'étoffes étrangères. Cependant faute d'arts & de métiers , il manque de moyens pour

satisfaire à ces différens besoins ; la culture des terres est presque la seule ressource qui lui soit laissée ; mais son travail & ses forces suffisent à peine aux dépenses de première nécessité. Dans une telle extrémité il est réduit à aller cacher dans les bois sa nudité & celle de sa famille , ou à vivre seul sans se procurer d'enfans faute de pouvoir les nourrir.

169. Le pays qui fournit le plus d'occasions de travail à ses habitans, est celui qui peut devenir le plus peuplé. Dans les lieux où le travail manque, les ouvriers qui ne trouvent pas d'emploi sont à charge au pays autant que les vagabonds ; la police chasse ceux-ci, la nécessité chasse les autres, à moins qu'ils ne se mettent à mendier ou à voler ; si donc l'Espagne & l'Amérique ont à peine de quoi occuper les habitans qu'elles contiennent, comment pourront-elles en augmenter le nombre, si elles ne multiplient pas les moyens de les employer ? Encore une fois, jettons les yeux vers le Nord, nous y verrons des pays peuplés dix fois plus qu'ils ne l'étoient il y a cent



ans , & dix fois plus que l'étendue de leur terrain ne le comportoit ; qui les a peuplés ainfi , fi ce n'est l'Efpagne & l'Amérique ? Après cela , est-il bien vrai de dire que l'Efpagne & l'Amérique foient dépeuplées , tandis qu'elles entretiennent à leur folde dans les contrées du Nord , un peuple nombreux d'ouvriers qui y forme des puiffances redoutables.

170. Si l'Amérique fe dépeuploit , parce qu'elle tireroit de l'Efpagne tous les befoins de fa confommation , alors ce feroit à l'intérêt de nos manufactures qu'elle feroit facifiée , avec une forte de raifon ; mais que l'Efpagne & l'Amérique fe dépeuplent en même-tems , pour peupler & enrichir les autres nations , c'est une politique qu'on ne fçauroit concevoir : j'ai dit que le dépeuplement étoit moins fenfible en Efpagne qu'en Amérique ; la différence vient de ce qu'en Efpagne , les manufactures ne font détruites que par les droits fur la main d'œuvre & fur les matieres , & par la faveur qu'on donne à l'importation des marchandifes étrangères. D'ailleurs les manufactures de

la Couronne d'Arragon , & celles qui travaillent pour les Indes , font exemptes des droits , du moins en partie ; ajoutons que la culture des terres fournit encore aux habitans quelque travail ; mais en Amérique l'introduction même des métiers est défendue , & dans la nouvelle Espagne , à Terre-ferme , & autres provinces de l'Amérique méridionale , la prohibition s'étend jusqu'aux plants de vignobles & d'oliviers ; la privation de tous ces moyens de subsister , doit nécessairement être suivie du dépeuplement.

171. Si l'intérêt du commerce d'Espagne ne veut pas qu'on permette l'établissement des manufactures dans les Indes , du moins il faudroit trouver quelques équivalens , soit pour donner à ces peuples quelque occasion de travail , & plus de liberté à leur industrie ; soit pour que les terres y fussent cultivées & procurassent à l'Espagne les fruits qu'elle tire de l'Etranger.

A commencer par les épiceries qui font sortir tant d'argent du Royaume , il n'est pas possible que dans une aussi vaste étendue de terres & de climats

différens , l'Amérique ne contienne quelques terrains approchans de ceux de l'Asie qui produisent la canelle , le gérofle , la noix de muscade , le poivre & les autres aromates de l'Inde : il est certain qu'on trouve de la canelle à Quito ; & si on prétend qu'elle est d'une qualité nuisible , c'est sans doute faute de sçavoir la préparation qu'on lui donne à Ceylan avant de l'envoyer en Europe : car il est sûr qu'on ne lui laisse pas toute sa force naturelle ; on sçait que la maniere d'éprouver sa bonté , c'est de la casser en morceaux , si au-lieu d'être cassante elle se tord , & qu'elle n'ait point au goût un certain piquant , c'est qu'en l'apprêtant on en a épuisé les esprits , & tiré toute la quintessence : d'ailleurs on pourroit aisément après quelques essais dans différens terrains , reconnoître celui qui lui conviendrait le mieux.

172. Je ne puis pas assurer avec la même certitude l'existence de ces arbrisseaux sauvages de poivre , qui se trouvent , dit-on , dans les bois de l'isle de Puerto-Rico : quoi qu'il en soit , on

peut sur cette espece comme sur les autres , faire dans nos terres des expériences qui réussissent : nous en avons fait plusieurs fort heureuses au Chili , qui , à ses fruits exquis joint maintenant le lin & le chanvre dont on fait les toiles & cordages pour la marine du Sud ; culture susceptible d'une grande augmentation.

Un canton de la nouvelle Espagne produisoit autrefois des foyes d'une qualité très-estimée , & fort employées dans nos étoffes de Seville ; cette culture s'est perdue , soit par la ruine des manufactures de cette ville , soit par la concurrence des foyes de la Chine : on peut la rétablir sans doute , & l'étendre dans tous les endroits qui pourront lui convenir , pour remplacer celles que nous sommes obligés de tirer de l'Etranger.

173. Sur ce qu'une longue expérience nous a appris que les chevaux d'Andalousie & d'Estramadure sont ceux de toute l'Espagne qui sont les meilleurs & les plus propres pour la guerre, Sa Majesté vient de former un Conseil Royal particulier pour veiller au bien

& à l'augmentation de cet objet important ; la laine de Vigogne du Pérou , si recherchée de toutes les nations , ne mériteroit pas moins l'attention du Gouvernement ; c'est une des principales richesses que rapportent nos flottes des Indes , & il seroit sans doute possible d'étendre & d'augmenter dans différentes provinces , l'espece de brebis qui porte cette laine précieuse.

174. L'excessive cherté de la cochenille , communément nommée *graine* , & l'empressement de toutes les nations pour s'en procurer , nous avertissent assez de l'intérêt que nous avons à multiplier cette production : ce qui paroît possible , y en ayant une autre espece sauvage faite de culture , qui croît dans des bois où on la recueille avec assez de peine , & qui n'est estimée que la moitié de l'autre.

Ce que j'ai dit de la cochenille , peut s'appliquer au cacao , au sucre , & aux autres fruits de l'Amérique : tous ces objets sont certainement les plus riches ressources de notre commerce ; mais par un aveuglement déplorable , nous en arrêtons le progrès en char-

210 *Rétablissement des Manufactures*  
geant ces fruits de droits immenses ,  
& les nations par leur commerce illi-  
cite , nous en enlèvent tous les avan-  
tages.

---

## CHAPITRE XXIII.

*Qui continue d'exposer les causes du dé-  
peuplement de l'Amérique , & qui pro-  
pose le moyen le plus efficace pour le  
réparer , lequel loin d'être coûteux ,  
fera les fonds de l'entretien de la ma-  
rine d'Espagne.*

175. & 176. **J**'Ai dit qu'une des prin-  
cipales raisons du dé-  
peuplement de l'Amérique , étoit la  
défense d'y planter des vignes & des  
oliviers, le Pérou seul excepté de cette  
loi : en effet les avantages prétendus  
de cette prohibition pour les finances  
du Roi , ne compensent pas la perte  
que ces Royaumes en souffrent.

Premierement le défaut de vignes ,  
& les droits excessifs d'entrée sur les  
vins d'Espagne , ont introduit l'usage  
d'une eau-de-vie qu'on tire des cannes

à sucre : cette liqueur est mortelle pour les Indiens , & pour cette raison leur est défendue sous des peines très-graves ; mais la rigueur de la loi n'a été utile qu'aux Gouverneurs & aux Alcades Mayors , &c. qui devenus fauteurs de l'abus qu'ils devoient réprimer , se sont arrogés la fabrique & le trafic honteux & exclusif de ces eaux-de-vie pernicieuses , qu'ils laissent vendre publiquement par gens qui leur appartiennent : cette liqueur s'exprime des cannes après que le sucre en a été tiré , ainsi les frais en sont modiques , & le profit immense : les Indiens achètent ce poison plus cher qu'avant la défense , & payent de leur vie la défobéissance à la loi. Si cette liqueur n'est pas nuisible dans le Nord , ce n'est pas une raison pour qu'elle ne le soit pas en Amérique , attendu la grande différence des deux climats.

177. La mortalité qui en résulte pourroit bien être comptée parmi les causes du dépeuplement de l'Amérique ; nous l'appellons *la Peste continue*, à la différence de celles d'Europe qui

ne durent qu'un tems : mais je néglige de l'admettre au nombre des raisons principales , & le moyen que j'indique pour y remédier , outre l'avantage de faire cesser le mal , produit un bien positif qui tend à l'augmentation de l'espece.

Les Indiens étant le peuple le plus enclin à l'ivrognerie , sont réduits par la cherté des vins & des eaux-de-vie d'Espagne , à une espece de nécessité d'user de celles du pays ; cet abus pernicieux ne cessera que par la permission de planter des vignes & des oliviers , qui procurera en même-tems à l'Amérique tous les autres avantages de cette culture.

Et pour que les finances du Roi , le commerce d'Espagne , & en particulier les propriétaires des terres de Seville , ne perdent rien par cette nouveauté , j'en propose l'exécution dans la forme qui suit :

178. Il sera accordé permission de planter , moitié en vignes , moitié en oliviers , un million d'arpens (a) de

---

(a) *Lanzada* ou *Alanzada* , pièce de terre revenant à peu près à notre arpent.



terres , à répartir entre la nouvelle Espagne , les Isles & autres Provinces de Terre-ferme , à proportion de l'étendue & du nombre des habitans de chacune , sous la redevance annuelle d'un *doblon* (a) par arpent , payable même par les Ecclésiastiques , & dont on ne pourra s'exempter en abandonnant le fonds : le produit de cette redevance sera employé à l'entretien de la marine.

Il sera défendu d'étendre le plant au-delà du nombre d'arpens fixé , dont il sera dressé un terrier public dans chaque district , contenant le nom des détenteurs : un autre registre contiendra la recette des redevances , les arpentages , vérifications & poursuites qui seront faites contre les abus qui pourroient se glisser dans l'exercice de ladite permission.

179. Les finances du Roi seront par cette redevance amplement dédommées du tort que ces nouvelles plantations pourroient leur causer ; & Sa

---

(a) Pistole effective de cinq piastres de change.

Majesté pourra encore , sans qu'il lui en coûte , accorder un dédommagement au commerce d'Espagne & en particulier aux vignobles de Séville ; en substituant , comme je l'ai dit au chapitre xv de la premiere Partie , les droits d'Alcavale & Cientos au privilege exclusif des eaux-de-vie , s'il subsiste encore , & en affranchissant du droit de Millones les vins destinés à faire des eaux-de-vie , lesquels avant d'être brûlés n'y peuvent être sujets , n'étant en cet état ni vins ni vinaigres , &c. ce qui augmentera l'espece des eaux-de-vie , dont les droits de sortie seront modérés ; le tout au grand profit des colons & des finances du Roi.

180. On jugera par le calcul suivant , de combien ces plantations peuvent augmenter le nombre des habitans de l'Amérique. En Espagne , un arpent de vignes demande pour ses différentes façons , 25 journées prises dans le cours de toute l'année : ainsi un vigneron cultivera dans l'année de 300 jours ouvrables , 12 arpens , dont la culture & le revenu feront subsister

deux familles, celle du colon & celle du propriétaire : ce fera pour les cinq cens mille arpens de vignes, 83333 familles entretenues.

181. Les 500000 arpens plantés d'oliviers, à deux journées chacun de labour par an, employeront un million de journées, dont chaque laboureur faisant 300 par an, ce fera 6666 familles entretenues par cette culture & par le revenu de la terre : en tout 90000 familles que les vignes & les oliviers feront subsister. Je ne parle pas de la valeur même des oliviers, & du nombre d'ouvriers qu'emploiera la récolte même de ces deux fruits, la façon des vins & des huiles, &c. enfin tous les autres artisans nécessaires à ceux-ci pour leurs différens besoins, comme boulangers, &c. nombre suffisant pour peupler quatre villes plus grandes que Mexico & Lima.

182. Il est aisé de sentir le bénéfice qui reviendra aux finances du Roi de l'augmentation du nombre des hommes, & de la cargaison des flottes augmentées en proportion ; la redevance des terres nouvellement plan-

## 216 *Rétablissement des Manufactures*

tées lui produira seule cinq millions de piaſtres , revenu particulier ſupérieur à tous égards à tous ceux du Roi d'Eſpagne , par la ſimplicité de ſa perception & par ſa valeur , & en ce qu'il ne coûtera à Sa Majeſté pour l'acquérir , que l'abandon d'un droit de Mil-lones ſur les vins deſtinés à faire des eaux-de-vie , dont le produit eſt nul maintenant , ou abſorbé par le Fermier.

183. Le commerce ne trouvera pas un avantage moins déſirable dans la correfpondance que ces plantations établiront entre les différentes contrées de l'Amérique : maintenant ſes principales colonies établies dans chaque province , ſont ſéparées par des cantons preſque inhabités , pendant cinq , ſix & huit lieues ; de cette maniere il n'y a de communication entre elles que par les occaſions très-rares & peu ſûres de quelques marchands , ou par la mer , ce qui quelquefois n'eſt pas moins long que par terre. Ce défaut de correfpondance eſt ſans doute ruineux pour les commerçans , qui perdent ſouvent faute d'avis néceſſaires , & qui ſont obligés

obligés d'expédier pour l'intérêt de leurs affaires, des couriers à grands frais.

184. Les finances du Roi souffrent également de ce manque de communication; les différens ordres nécessaires pour l'administration des Royaumes d'Amérique, ne peuvent être distribués qu'avec des frais immenses par des couriers extraordinaires. Il en est de même de divers avis importans à donner ou à recevoir en tems de guerre, pour demander ou envoyer du secours contre l'ennemi ou contre les pirates; & l'on doit sur-tout remédier à cet inconvénient dans le troisième Vice-Royaume de Santa-Fé, démembré en partie de celui de Lima, établi en 1739, principalement pour s'opposer aux progrès de la contrebande, ce qui est impraticable sans ce secours.

185. Avant la découverte de l'Amérique, les Indiens qui ne sçavoient ni lire ni écrire, s'étoient procuré, malgré leur grossiereté, un avantage dont ne jouissent pas à présent les habitans de ces Provinces : ils avoient établi des communications sûres & ré-

## 218 *Rétablissement des Manufactures*

glées dans les plus grandes distances, par le moyen de leurs couriers nommés *Chasquis* : elles furent d'un grand secours aux Espagnols pour la conquête des Indes, & elles ont duré depuis, jusqu'à ce que le dépeuplement les ait rendues impraticables : on pourroit les rétablir, du moins en partie, en suivant le plan que j'indiquerai ci-après, paragraphe 187.

186. Le commerce d'Espagne & la province de Séville loin de perdre à l'établissement de ces nouvelles plantations, trouveront de grands avantages dans la nouvelle consommation de marchandises qui en naîtra ; leurs eaux-de-vie, moyennant la suppression des droits proposée, prendront grande faveur, & trouveront sans le secours de l'Amérique un débit certain dans le Nord, qui consomme une quantité considérable d'eau-de-vie de bière, & tire même d'Amérique celle de cannes, lorsque celles de vin leur manquent ou sont trop chères.

A l'égard des huiles de Séville, comme les droits excessifs (quoique peu utiles) dont elles sont maintenant

chargées , ont fait substituer à leur usage celui du beurre & des graisses dans les Provinces qui n'en recueillent pas , leur consommation augmentera sans doute beaucoup par la suppression proposée de ces droits ; mais sur-tout lorsque par les différens moyens que j'ai indiqués , on aura établi en Espagne les manufactures de laine & de savon , qui en emploient une si grande quantité qu'à peine la récolte d'Espagne suffira à ses besoins.

187. Le principal effet des plantations en question dépend particulièrement de la sage économie de leur distribution : leur objet n'est pas seulement d'augmenter le nombre des habitans de l'Amérique dans les villes & dans les colonies formées , mais de le distribuer dans les intervalles inhabités qui les séparent , pour en faciliter la communication. C'est dans cette vûe que les plantations seront défendues dans d'autres lieux que ceux qui auront été assignés , n'en établissant aux environs des villes que pour leur consommation très-juste , & répartissant le reste par portions & habitations

de mille arpens de dix lieues en dix lieues, dans la traverse d'une ville à l'autre ; pour procurer aux couriers, aux marchands & aux missionnaires toutes les commodités désirables dans le voyage.

Par exemple, dans les huit cens lieues que l'on compte de Carthagene à Quito, la riviere de la Madeleine est d'une navigation très-pénible en remontant jusqu'à Monpox, & cette partie du trajet peut se passer d'habitations nouvelles ; mais les six cens lieues restantes (a) ne possèdent peut-être pas quatre habitations ; & au moyen des plantations, cette route

---

(a) Il semble qu'il y a erreur ici dans l'estimation des distances de Carthagene à Quito, & de Carthagene à Monpox ; sur la carte de l'Amérique méridionale de M. d'Anville, la distance de Carthagene à Quito est environ de onze degrés, celle de Carthagene à Monpox de deux degrés, & il estime les lieues d'Espagne de vingt au degré. Quant aux autorités sur lesquelles il a déterminé la position de Carthagene, de Monpox & de Quito, & estimé les lieues d'Espagne de vingt au degré, lisez la Lettre qu'il a publiée à ce sujet dans le Journal des Sçavans du mois de Mars 1750.



en contiendra soixante. Les autres seront distribuées par intervalles de Quito à Santa-Fé, aux Caragues, à Lima & autres Villes capitales, & dans les autres terres inhabitées, où le manque de fréquentation entretient des Indiens rebelles & non convertis, ou qui servent de retraite aux Etrangers pour leur commerce illicite. Mais surtout il faut se garder d'augmenter le nombre desdites permissions, si l'on veut être sûr du succès & de la durée de cet établissement.

188. & 189. Tout ce que j'ai dit dans les paragraphes précédens, des avantages qui reviendroient de la permission en question aux finances, au commerce, à Séville & à l'Amérique, n'est rien en comparaison de l'effet & de la destination des cinq millions de piastras qui seront employées à l'entretien de la marine d'Espagne. On en pourra augmenter l'état jusqu'au nombre de cent vaisseaux de ligne de cinquante à cent canons, outre vingt-cinq frégates de seize à trente canons, pour convoyer nos flottes, donner la chasse aux corsaires sans relâche, garder nos

côtes en Europe & en Amérique, & pour nous mettre à l'abri de toute surprise en cas de rupture inopinée. De cette manière les fonds destinés à la guerre seront destinés à l'entretien seul des troupes de terre ; & on ne fera plus dans la nécessité fâcheuse, faute de fonds suffisans pour ces deux objets importans, de les entretenir l'un & l'autre dans un état médiocre. (a)

190. Pour preuve que cinq millions de piastras suffiront à l'entretien de cette marine, je renverrai au chapitre 71 du traité de D. G. de Ustariz, dans lequel il paroît par un compte détaillé, que la dépense d'un vaisseau de soixante canons pendant six mois de campagne, est de 69000 écus de 10 réaux de vellon, & de 15000 écus pendant les six autres mois de désarmement : en tout 84000 écus pour l'année entière.

---

(a) J'ai omis d'ajouter en son lieu, que les vaisseaux au lieu de se charger en partant d'Espagne pour les Indes, de tout le vin nécessaire à l'équipage pour l'aller & le retour, feroient désormais en Amérique leur provision pour le retour.

Cependant les cinq millions de piaſtres, répartis entre les cent vaiſſeaux, ne font que 50000 piaſtres pour chacun, c'eſt-à-dire, 75000 mille écus de vellon ; il manque donc 9000 écus par vaiſſeau de ſoixante canons, & beaucoup plus à ceux qui ſont au-deſſus, ſans que le revenant bon ſur ceux qui ſont au-deſſous de ſoixante puiſſe faire une compenſation ſuffiſante. Il manque en outre la dépenſe des vingt-cinq fré-gates : mais d'un autre côté, cinquante de ces cent vaiſſeaux ſont deſtinés à convoier les flottes & galions, à former les eſcadres de la mer du Sud & de Barlo-Vento, & à garder les côtes ; or leur fret, les priſes qu'ils feront, les retours pour le compte du Roi produiront des ſommes conſidérables qui doivent avoir la même deſtination, ainſi que les fonds actuels aſſignés pour les eſcadres de Barlo-Vento & de la mer du Sud ; & l'on peut juger que le produit de ces voyages remplira aiſément le vuide en queſtion, en liſant au même chapitre, que trois vaiſſeaux de guerre qui convoierent la flotte en 1717, en dix-huit

## 224 *Rétablissement des Manufactures*

mois de navigation , rapportèrent au Roi , toute leur dépense payée , 70000 piaftres de profit, fans compter ce qu'ils avoient porté de vif-argent , de bulles , de papier timbré , &c. pour le compte du Roi.

191. L'ouvrage à la fin duquel me voilà parvenu , eft un composé de différentes parties délicates & déliées , qui découfues & prises féparément ne produiroient peut-être que des effets pernicioeux ; femblable aux médicamens les plus falutaires formés de diverfes qualités , dont quelques - unes feules feroient un poifon , mais dont l'activité eft tempérée par la benignité des autres. C'eft donc de l'heureufe harmonie de cet afsemblage que doit réfulter le grand bien que je me fuis propofé , le falut de l'Etat. Le mal eft preffant , invétééré , & tenu pour incurable par plufieurs ; & la Médecine nous enfeigne , qu'aux maux défefpérés il faut des remedes violens ; ce qu'elle pratique fi exactement , que bien fouvent le malade fouffre plus du remede que de la maladie , fur les confeils du Médecin le mieux intentionné. On ne trouvera

donc point étrange , que pour guérir la langueur dont le Royaume est affligé depuis si long-tems , je propose des moyens peu ordinaires : si j'ai pû mériter assez de confiance pour qu'on en fasse l'essai , j'ose m'en promettre l'heureux succès d'une entreprise tentée plus d'une fois inutilement , quoique avec des forces supérieures aux miennes. Il est dans l'ordre de la Providence divine , de se servir des plus foibles instrumens pour manifester ses desseins les plus cachés , & peut-être qu'en moi se doit vérifier cette maxime de l'Esprit Saint : *Abscondisti hæc à sapientibus & prudentibus , & revelasti ea parvulis.*

F I N.

---

*On trouvera ci-après , une évaluation de quelques monnoyes , mesures & poids d'Espagne , à laquelle le lecteur pourra avoir recours au besoin.*

*Évaluation de quelques monnoyes d'Espagne,  
dont il est fait mention dans cet Ouvrage,  
le change supposé à 3 l. 17 s. 6 d. tournois  
pour piastre.*

	l.	s.	d.
<i>La Piastre de change ou courante</i> , mon-			
noye imaginaire,			
Vaut 8 réaux de plate courans,		3	17 6
Ou 15 réaux 2 maravedis de Vellon.			
<i>La Pisto'e de change</i>			
Vaut 4 piastres courantes.	15	10	
<i>La Piastre effective</i> , monnoye réelle,			
Vaut 10 réaux courans & 10 quartos.	5	2	6
<i>La Pistole effective</i>			
Vaut 5 piastres courantes.	19	7	6
<i>La différence de la Piastre courante à la Piastre effective est de 32 <math>\frac{1}{16}</math> pour cent.</i>			
<i>Le Réal de Plate courant</i> ,			
Vaut 34 maravedis de Plate,			
Ou 64 maravedis de Vellon,			
Ou 16 quartos.	environ	9	8
<i>Le Réal de Plate effectif</i> ,			
Vaut 17 quartos,			
Ou 68 maravedis de Vellon.	10	3	
<i>Le Réal de Vellon</i> ,			
Vaut 34 maravedis de Vellon,			
Ou 8 quartos 2 maravedis de Vellon.	5		

# Evaluation.

227

l. f. d.

Le *Maravedis de Plate*,  
Est la 34<sup>e</sup> partie d'un Réal courant. } . . 3  $\frac{2}{3}$

Le *Maravedis de Vellon*,  
Est la 34<sup>e</sup> partie du Réal de Vellon. } . . 1  $\frac{3}{4}$

Le *Quarto*, vaut 4 maravedis de Vellon . . 7

L'*Ocharo*, vaut 2 maravedis de Vellon . . 3  $\frac{1}{2}$

L'*Escudo de Vellon*, vaut 10 réaux de Vellon, 2 l. 10 f.

Les réaux & maravedis de Vellon ne sont presque  
d'usage que pour les droits du Roi, qui se comptent en  
cette monnoye.

## Evaluation de quelques mesures & poids d'Espagne.

*Fanegue*, mesure de bled, d'environ 5 boisseaux  
de Paris, ou 100 livres pefant.

*Cahiz de Castille*, mesure contenant 12 fanegues.

*Varre Castellane*, mesure plus courte environ d'un  
cinquième que l'aune de Paris.

*Palme*, empan d'environ 8 pouces.

*Arabe de Séville*, poids de 25 livres de Séville,  
& de 26  $\frac{1}{2}$  livres de Paris.







# TABLE

## DES CHAPITRES

De la premiere Partie.

**CHAPITRE PREMIER.** *Ce que c'est que le commerce ; ses différentes especes ; de quelle nature est celui que fait l'Espagne avec les autres nations & dans l'Amérique Espagnole,* page 9

**CHAP. II.** *Obstacles prétendus au succès de nos manufactures,* 21

**CHAP. III.** *Premier obstacle au succès de nos manufactures, provenant des droits d'Alcavala & de Cientos, & des abus dans la perception d'iceux,* 26

**CHAP. IV.** *Des moyens de remédier au dommage que reçoivent nos manufactures des droits d'Alcavala,* 42

**CHAP. V.** *Des moyens de rétablir les manufactures de savon, de verre & de cristaux,* 50

**CHAP. VI.** *Moyens pour le rétablissement des sucreries en la côte d'Andalousie,* 54

- CHAP. VII. *Second obstacle au succès de nos manufactures*, 57
- CHAP. VIII. *Moyens de remédier au second dommage que reçoivent nos manufactures, des douanes, péages & octrois des Villes*, 64
- CHAP. IX. *Troisième obstacle pour nos manufactures. La cherté des vivres & l'inégalité de leur prix en Espagne, cause du haut prix de nos étoffes*, 74
- CHAP. X. *Première cause de la cherté des vivres, la mauvaise police dans les hôtelleries & auberges sur les routes, la difficulté des chemins & le manque de ponts*, 78
- CHAP. XI. *Moyens de remédier au dommage que souffre le public, de la mauvaise police des auberges, & du mauvais état des chemins*, 81
- CHAP. XII. *Du peu d'avantage que l'Espagne tire de ses rivières, en ce qu'elles n'ont point de navigation établie, & ne sont pas même navigables*, 87
- CHAP. XIII. *Abus qui se commettent dans la perception des droits sur les denrées comestibles, cause de leur cherté*, 96

DES CHAPITRES. 231

- CHAP. XIV. *Moyens pour remédier aux abus indiqués dans le précédent chapitre, dans la perception des droits sur les denrées comestibles,* 100
- CHAP. XV. *Inconvéniens qui naissent de la vente exclusive de l'eau de-vie, & du droit de Huitième dont elle est chargée,* 116
- CHAP. XVI. *Qui traite de plusieurs arts & métiers, dont les ouvrages peuvent sortir du Royaume, & des moyens de les rétablir sans préjudice pour les revenus actuels du Roi,* 120
- CHAP. XVII. *Des avantages dont les manufactures de Valence ont joui sous le présent regne,* 128
- CHAP. XVIII. *Des manufactures de Catalogne, & du grand dommage qu'elles souffrent de l'ancien droit de Bolla & de sa perception,* 132
- CHAP. XIX. *Des manufactures d'Arragon, de Navarre & de Biscaye,* 135

Fin de la Table de la premiere  
Partie.



# TABLE

## DES CHAPITRES

De la seconde Partie.

- C**HAPITRE PREMIER. *De la nécessité du trafic & du commerce de mer pour le soutien & l'avancement des manufactures ,* page 9
- C**HAP. II. *Les courses que font impunément sur nos côtes les Maures de Barbarie , cause de la ruine de notre commerce de mer ,* 17
- C**HAP. III. *Moyens de défendre nos côtes , notre navigation & nos pêcheries des insultes des Corsaires ,* 21
- C**HAP. IV. *Préjudice que cause à notre commerce le traité de l'Assiente des Nègres & les autres traités faits avec l'Etranger ,* 24
- C**HAP. V. *Moyens de remédier au dommage que reçoit le Commerce Espagnol du traité de l'Assiente des Nègres , & autres pareils faits avec l'Etranger ,* 27
- C**HAP. VI. *Le commerce Espagnol ruiné par*

*par les Colonies étrangères qu'on a  
laissé s'établir en Amérique ,* 31

CHAP. VII. *Avantages résultans pour  
le commerce d'Espagne, de la manu-  
facture de fer-blanc établie aux envi-  
rons de Ronda ,* 35

CHAP. VIII. *Combien notre marine &  
nos pêcheries souffrent de la consom-  
mation que fait l'Espagne des pois-  
sons étrangers ,* 45

CHAP. IX. *Des moyens de rétablir nos  
pêcheries, d'augmenter le nombre des  
pêcheurs & matelots, & notre com-  
merce de mer ,* 50

CHAP. X. *Domages que souffre notre  
commerce, de ce que les importations  
& exportations d'Espagne ne se font  
pas par des vaisseaux Espagnols ,* 56

CHAP. XI. *Mesures à prendre pour  
l'accroissement de notre commerce, &  
pour que les exportations & impor-  
tations de l'Espagne se fassent par ses  
propres vaisseaux ,* 61

CHAP. XII. *Des avantages que l'Es-  
pagne trouveroit à établir un com-  
merce direct avec les Isles Philippi-  
nes ,* 71

CHAP. XIII. *De la forme dans laquelle*  
II. Partie. V

- il convient d'établir uncommerce  
rect entre les Philippines & tous les  
ports d'Espagne ,* 86
- CHAP. XIV. *Du commerce de l'Es-  
pagne en Amérique , & des causes de sa  
décadence ,* 92
- CHAP. XV. *Premier moyen de remédier  
aux dommages que souffre le com-  
merce d'Amérique ,* 110
- CHAP. XVI. *Solution de quelques diffi-  
cultés qui s'opposent au premier ex-  
pédient proposé dans le précédent cha-  
pitre ,* 131
- CHAP. XVII. *Second moyen pour ar-  
rêter le commerce illicite qui se fait  
dans l'Amérique Espagnole ,* 149
- CHAP. XVIII. *Réponse à la premiere  
objection contre la possibilité de four-  
nir à l'Amérique toute sa consumma-  
tion en marchandises de fabrique Es-  
pagne ,* 157
- CHAP. XIX. *Réponse à la seconde ob-  
jection contre la possibilité de fournir  
à l'Amérique toute sa consommation  
en marchandises de fabrique Espa-  
gnole ,* 175
- CHAP. XX. *On propose de modérer les  
peines prononcées contre les Naturels*

DES CHAPITRES. 235

*qui se mêlent de la contrebande en  
Amérique ,* 189

CHAP. XXI. *Erreurs dans lesquelles on  
est sur la cause du dépeuplement de  
l'Amérique ,* 193

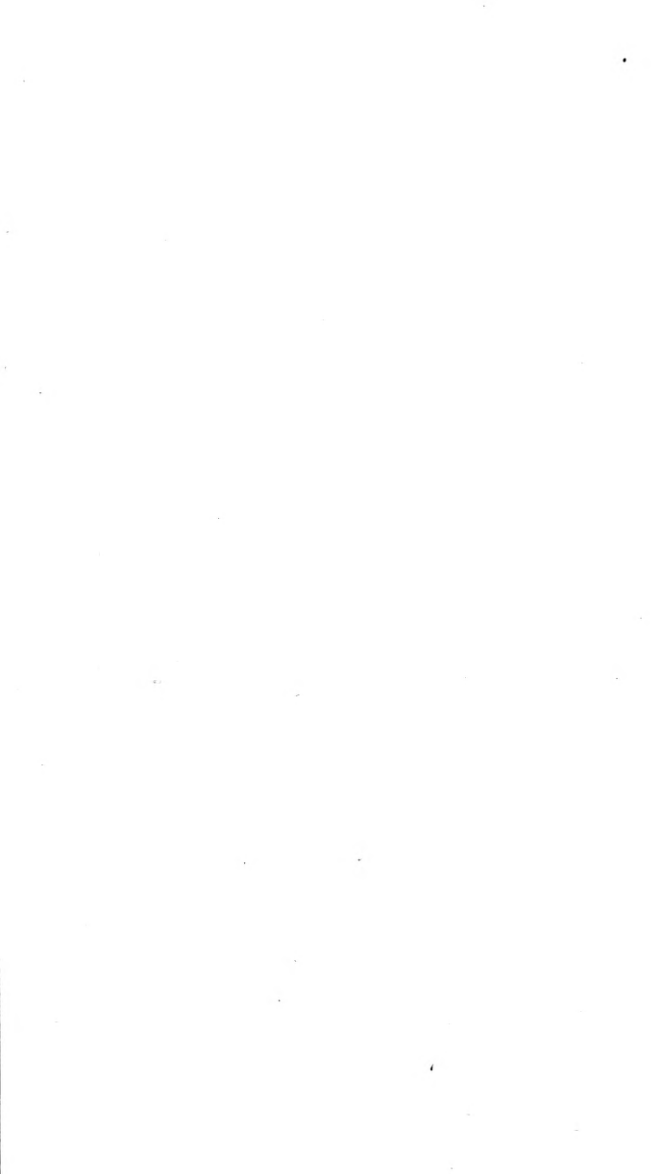
CHAP. XXII. *Cause du dépeuplement  
de l'Amérique & de l'Espagne , &  
moyens d'y remédier ,* 199

CHAP. XXIII. *Qui continue d'exposer  
les causes du dépeuplement de l'Amé-  
rique , & qui propose le moyen le plus  
efficace pour le réparer , lequel , loin  
d'être coûteux , fera les fonds de l'en-  
retien de la marine d'Espagne ,* 210

Fin de la Table de la seconde  
Partie.









ER 22

\$97.50





